

Rapport de gestion

La Société Canadian Tire Limitée
Troisième trimestre de 2017

1. Préface

1.1 Définitions

Dans le présent document, les termes « nous », « notre », « nos » et « Société » désignent tous La Société Canadian Tire Limitée, sur une base consolidée. Le présent document mentionne également les trois secteurs opérationnels à présenter de la Société : le « secteur Détail », le « secteur CT REIT » et le « secteur Services Financiers ».

Les résultats financiers du secteur Détail proviennent des entreprises exploitées par la Société sous les bannières de détail de la Société, soit Canadian Tire^{MD}, PartSource^{MD}, la Division pétrolière, Mark's^{MD}, Sport Chek^{MD}, Sports Experts^{MD}, Atmosphere^{MD} et Pro Hockey Life (« PHL »).

Dans le présent document :

« Canadian Tire » désigne les activités de vente au détail d'articles d'usage courant et de services exercées sous les noms et les marques de commerce Canadian Tire et PartSource, ainsi que les activités de vente au détail d'essence de la Division pétrolière.

Les « magasins Canadian Tire » et les « postes d'essence Canadian Tire » désignent les magasins et les postes d'essence (qui peuvent comprendre des dépanneurs, des lave-autos et des postes de propane), qui sont exploités sous les noms et les marques de commerce Canadian Tire et Essence+^{MD}.

« CT REIT » désigne les activités exercées par CT Real Estate Investment Trust (la Fiducie de placement immobilier CT) et ses filiales, y compris CT REIT Limited Partnership (la « société en commandite CT REIT »).

Les « Services Financiers » désignent les activités exercées par les Services Financiers de la Société et ses filiales, notamment la Banque Canadian Tire (la « BCT » ou la « Banque ») et CTFS Bermuda Ltd. (« CTFS Bermuda »).

« FGL Sports » désigne les activités de détail exercées par FGL Sports Itée et les « magasins FGL Sports^{MD} », comprenant les magasins exploités sous les noms et les marques de commerce Sport Chek, Sports Experts, Atmosphere, PHL, National Sports, Sports Rousseau et Hockey Experts.

« Mark's » désigne les activités de détail et de commerce de gros commercial exercées par Mark's Work Warehouse Ltd., et les « magasins Mark's » comprennent les magasins exploités sous les noms et les marques de commerce Mark's, Mark's Work Warehouse^{MD} et L'Équipeur^{MD}.

Les « magasins PartSource » désignent les magasins exploités sous le nom et les marques de commerce PartSource.

La « Division pétrolière » désigne les activités de vente au détail d'essence exercées sous les noms et les marques de commerce Canadian Tire et Essence+.

Certains autres termes employés dans le présent document sont définis la première fois qu'ils sont utilisés.

1.2 Déclarations prospectives

Le présent rapport de gestion contient des déclarations qui sont de nature prospective et qui peuvent constituer de l'« information prospective » aux termes des lois applicables sur les valeurs mobilières. Les résultats ou les événements réels peuvent diverger sensiblement de ces prévisions ainsi que des déclarations concernant les plans ou les aspirations de la Société qui sont présentés dans le présent rapport de gestion, en raison des incertitudes et des risques inhérents aux entreprises qu'exploite la Société et de la conjoncture économique générale. La Société ne peut garantir que les prévisions en matière de performance financière ou de rendement de l'exploitation ni que les plans et les aspirations financières se concrétiseront vraiment ni, si c'est le cas, qu'elles donneront lieu à une hausse du cours des actions de la Société. Veuillez vous reporter à la section 14 du présent rapport de gestion pour obtenir de plus amples renseignements sur la mise en garde relative aux déclarations prospectives.

1.3 Examen et approbation par le conseil d'administration

Le conseil d'administration, faisant suite aux recommandations formulées par le comité d'audit, a approuvé le contenu du présent rapport de gestion le 8 novembre 2017.

1.4 Comparaisons relatives au trimestre et à l'exercice contenues dans ce rapport de gestion

À moins d'indication contraire, tous les résultats du troisième trimestre de 2017 (périodes de 13 et de 39 semaines closes le 30 septembre 2017) sont comparés aux résultats du troisième trimestre de 2016 (périodes de 13 et de 39 semaines closes le 1^{er} octobre 2016).

1.5 Référentiel comptable

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (les « IFRS »), également désignées par l'appellation principes comptables généralement reconnus (les « PCGR »). La Société a préparé les états financiers consolidés intermédiaires résumés conformément à la Norme comptable internationale (« IAS ») 34, *Information financière intermédiaire*, au moyen des méthodes comptables décrites à la note 2 des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

1.6 Estimations et hypothèses comptables

La préparation d'états financiers consolidés intermédiaires résumés conformes aux IFRS exige que la direction procède à des estimations et pose des hypothèses qui influent sur les montants présentés de l'actif et du passif, sur la présentation des passifs éventuels à la date des états financiers consolidés intermédiaires résumés, ainsi que sur les montants présentés des produits et des charges pendant la période de présentation de l'information financière. Veuillez vous reporter à la section 9.1 du présent rapport de gestion pour obtenir de plus amples renseignements.

1.7 Mesures clés de rendement opérationnel et mesures financières additionnelles définies par les PCGR et non définies par les PCGR

La Société a cerné plusieurs mesures clés de rendement opérationnel et mesures financières non définies par les PCGR que la direction estime utiles pour évaluer le rendement de la Société. Cependant, les lecteurs sont prévenus que certaines de ces mesures n'ont pas de signification normalisée en vertu des IFRS et, par conséquent, peuvent ne pas être comparables à d'autres termes similaires utilisés par d'autres sociétés.

Les ventes au détail sont l'une des mesures clés de rendement opérationnel et elles font référence à la valeur au point de vente (par exemple, à la caisse enregistreuse) de tous les biens et services vendus aux clients de détail dans les magasins exploités par des marchands associés Canadian Tire (les « marchands »), par des franchisés Mark's et FGL Sports et par des détaillants de la Division pétrolière, ainsi que dans les succursales de toutes les bannières de détail, et des services fournis par les Services résidentiels ainsi que des biens vendus par l'entremise du réseau de ventes en ligne de la Société. Le total de ces ventes au détail ne fait pas partie des états financiers consolidés intermédiaires résumés de la Société. La direction est d'avis que les ventes au détail et les données de comparaison d'un exercice à l'autre fournissent des informations utiles aux investisseurs, qui s'attendent à obtenir ces informations et s'y réfèrent en vue d'évaluer la taille et la vitalité financière du réseau de magasins de détail de la Société. Ces mesures servent également d'indication de la solidité de la marque de la Société, ce qui a finalement une incidence sur sa performance financière consolidée. Veuillez vous reporter à la section 9.3.1 pour plus d'information sur les ventes au détail.

Les produits, qui sont présentés dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés de la Société, sont principalement tirés de la vente de biens aux marchands et aux franchisés Mark's et FGL Sports, des ventes d'essence par l'entremise de détaillants de la Division pétrolière, de la vente de marchandises aux clients de détail dans les succursales des bannières Mark's, PartSource et FGL Sports, de la vente de services par les Services résidentiels, de la vente de marchandises aux clients par l'entremise d'une entreprise de commerce interentreprises, et des ventes réalisées par l'entremise du réseau de ventes en ligne de la Société, ainsi que des intérêts, des frais de service, des commissions d'interchange et d'autres frais, et des produits d'assurance vendus aux détenteurs de cartes de crédit dans le secteur Services Financiers, de même que des loyers payés par des locataires tiers dans le secteur CT REIT.

La Société évalue également son rendement en fonction de l'utilisation efficace de ses actifs. Les ventes moyennes par pied carré sont une mesure commune utilisée pour évaluer le rendement des actifs de détail. La comparaison des ventes par pied carré sur plusieurs périodes permet de déterminer si le lancement de nouveaux aménagements de magasins et de stratégies de commercialisation de la Société accroît la productivité des actifs existants. De plus, la direction estime que le rendement du capital investi, analysé sur 12 mois en continu, reflète comment la Société affecte le capital à l'égard d'investissements rentables dans le commerce de détail. Afin de déterminer si le capital investi a été utilisé efficacement, le rendement du capital investi dans les activités de détail peut être comparé au coût du capital de la Société. Veuillez vous reporter à la section 9.3.1 pour plus d'information sur le rendement du capital investi dans les activités de détail.

La direction calcule et analyse certaines mesures pour évaluer la taille, la rentabilité et la qualité du total du portefeuille géré de créances des Services Financiers. La croissance du total du portefeuille géré de créances est mesurée par la croissance du nombre moyen de comptes et du solde moyen des comptes. Une mesure clé de la rentabilité que la Société surveille est le rendement du total du portefeuille géré moyen (également appelé le « rendement des créances »). Veuillez vous reporter à la section 9.3.1 pour la description du rendement des créances.

Des aspirations à l'égard des ventes au détail, du rendement du capital investi dans les activités de détail et du rendement des créances ont été ajoutées à nos aspirations financières sur trois ans qui prendront fin en 2017. Veuillez vous reporter à la section 3 du présent rapport de gestion pour connaître les aspirations financières, les hypothèses et les risques connexes.

De plus, la Société considère le bénéfice avant intérêts, impôt et amortissements (le « BAIIA ajusté ») et toute variation de la juste valeur de l'instrument financier rachetable comme des mesures efficaces de la rentabilité de la Société sur le plan de l'exploitation. Le BAIIA ajusté est une mesure non définie par les PCGR qui est couramment considérée comme une mesure indirecte des flux de trésorerie d'exploitation, ce qui en fait un indice appréciable du succès de maintes entreprises. Veuillez vous reporter à la section 9.3.2 qui contient un tableau illustrant la relation entre le BAIIA ajusté consolidé de la Société et la mesure des PCGR la plus semblable.

Lors de l'analyse du rendement opérationnel du secteur CT REIT, la direction complète certaines mesures relatives aux produits et aux charges comptabilisés selon les PCGR en utilisant des mesures non définies par les PCGR. La direction estime que les mesures non définies par les PCGR fournissent des renseignements utiles à la direction et aux investisseurs pour évaluer la performance financière et la situation financière de CT REIT. Ces mesures comprennent les flux de trésorerie liés aux opérations, les flux de trésorerie liés aux opérations ajustés et le bénéfice d'exploitation net. Veuillez vous reporter à la section 9.3.2 pour plus d'information à ce sujet et pour un rapprochement de ces mesures avec la mesure définie par les PCGR la plus semblable.

1.8 Arrondissement et pourcentages

Des chiffres arrondis sont utilisés tout au long du rapport de gestion. Toutes les variations en pourcentage d'un exercice à l'autre sont calculées au dollar près, sauf pour ce qui est de la présentation du bénéfice par action (le « BPA ») de base et du BPA dilué, pour lesquels les variations d'un exercice à l'autre en pourcentage sont basées sur des montants fractionnés.

2. Aperçu de la Société et de l'industrie

Pour un aperçu de l'entreprise, une présentation complète des secteurs opérationnels Détail, CT REIT et Services Financiers de la Société et une analyse du contexte concurrentiel ayant une incidence sur la Société, veuillez vous reporter à la section 2 du rapport de gestion figurant dans le Rapport 2016 aux actionnaires de la Société disponible en ligne sur le site de la Société (www.corp.canadiantire.ca/Fr/Investors) et sur SEDAR (www.sedar.com).

3. Aspirations financières sur trois ans (de 2015 à 2017)

Veillez vous reporter à la section 13 du présent rapport de gestion pour une description des nouvelles aspirations financières triennales (2018-2020) de la Société.

Aspirations financières de 2015 à 2017

Les informations qui suivent sont des informations prospectives et les lecteurs sont prévenus que les résultats réels pourraient différer.

En octobre 2014, la Société a annoncé sa stratégie de croissance et ses aspirations financières sur trois ans pour les exercices 2015 à 2017. La Société vise à réaliser ses aspirations au cours de la période de trois ans annoncée, et il est attendu que le rendement pour chaque exercice au cours de cette période variera. Chaque trimestre, la direction examine les risques importants et les hypothèses sous-jacentes clés qui pourraient avoir une incidence sur l'atteinte de ses aspirations financières pour la période de trois ans. La Société produit chaque année un rapport d'étape sur la réalisation des aspirations financières annoncées. Les aspirations financières sont présentées ci-après.

Mesures financières	Aspiration annuelle
Croissance annuelle des ventes au détail de Canadian Tire	3 % +
Croissance annuelle des ventes au détail de Mark's	5 % +
Croissance annuelle des ventes au détail de FGL Sports	9 % +
Rendement des créances du secteur Services Financiers	6 % +

Compte tenu des résultats de ventes de l'exercice courant chez FGL Sports, il est improbable que son aspiration de croissance des ventes annuelle soit réalisée en 2017.

Mesures financières	Aspiration sur trois ans, de 2015 à 2017
Croissance moyenne du BPA dilué ¹	8 % à 10 %
Rendement du capital investi dans les activités de détail	9 % +

¹ La croissance moyenne du BPA dilué est calculée au moyen du BPA dilué normalisé.

Étant donné les changements de la conjoncture depuis l'annonce de nos aspirations financières, la direction est satisfaite des efforts ciblés qui ont été déployés pour améliorer le rendement du capital investi dans les activités de détail. Malgré la détérioration de l'économie de l'Alberta et la dépréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain, le rendement du capital investi a augmenté pour s'établir à 8,86 pour cent au troisième trimestre.

Il n'y a eu aucun autre changement important aux hypothèses clés et aux risques importants qui sous-tendent les aspirations financières de la Société. Selon son évaluation en date du présent rapport de gestion, indiquée précédemment, le point de vue actuel de la direction quant à ses hypothèses clés et aux risques importants qui sous-tendent les aspirations financières de la Société est présenté ci-après.

<p>1. Croissance annuelle des ventes au détail de plus de trois pour cent pour Canadian Tire, de plus de cinq pour cent pour Mark's et de plus de neuf pour cent pour FGL Sports</p>
<p>Hypothèses clés :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Ventes dans les magasins semblables solides et constantes pour toutes les activités de détail de base • Augmentation de la superficie de détail en pieds carrés de Canadian Tire et de Mark's conforme aux dernières années • Poursuite de l'expansion du réseau de magasins Sport Chek • Croissance des ventes de cybercommerce dans toutes les bannières de détail • Réaction positive des clients à l'égard du marketing axé sur les marques et les articles, du merchandising en magasin, des initiatives de croissance tactique de certaines catégories et de la mise en œuvre de la stratégie numérique • Utilisation efficace des données de magasinage des clients tirées du programme de fidélisation pour créer des offres ciblées pour les clients et rehausser l'expérience en magasin
<p>Risques importants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Limitations quant à la disponibilité des emplacements de choix pour les magasins de détail en raison de la concurrence constante et de la demande continue de locaux de commerce de détail au Canada • Concurrence accrue en raison de l'expansion ou de l'arrivée de détaillants américains, de concurrents en ligne nouveaux ou existants ou d'un changement majeur dans le secteur de détail au Canada • Baisse de la croissance économique, de la confiance des consommateurs et des dépenses des ménages • Compétitivité des programmes de fidélisation de la clientèle de la Société • Volonté des clients de participer aux offres promotionnelles de la Société et l'attrait relatif de celles-ci • Incidence des prix des marchandises et d'autres facteurs sur les conditions économiques dans diverses régions géographiques et dans divers groupes de consommateurs
<p>2. Croissance moyenne du BPA dilué de huit pour cent à dix pour cent sur trois ans</p>
<p>Hypothèses clés :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Réalisation des aspirations relatives à la croissance des ventes au détail • Hausse du bénéfice net de toutes les entreprises au moyen d'une gestion solide de la marge, croissance des charges d'exploitation conforme à la croissance des produits et hausse des créances moyennes brutes du secteur Services Financiers • Réalisation d'économies de coûts et d'avantages grâce aux initiatives visant à améliorer la marge brute et à réduire les charges d'exploitation, notamment les initiatives liées au contrat de marchand et les initiatives d'efficacité opérationnelle visant l'ensemble de la Société
<p>Risques importants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Croissance des produits non atteinte; veuillez vous reporter aux risques importants afférents aux aspirations liées aux ventes au détail décrits ci-dessus • Coûts accrus liés aux taux de change et à l'approvisionnement d'articles clés sur le marché international ayant une incidence sur la capacité de la Société à maintenir ou à réduire les coûts d'exploitation, les coûts liés à la chaîne d'approvisionnement et/ou les coûts des articles • Incapacité de réaliser des gains d'efficacité lors des achats et de réduire les coûts indirects • Incidence à court terme des initiatives de répartition du capital de la Société sur le BPA, y compris l'incidence potentielle des initiatives de croissance interne et externe conçues pour créer une croissance à long terme • La croissance des créances moyennes brutes pourrait être touchée par de nouvelles réglementations et des conditions économiques défavorables
<p>3. Rendement des créances du secteur Services Financiers de plus de six pour cent annuellement</p>
<p>Hypothèses clés :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Croissance continue des créances moyennes brutes • Réaction positive des clients à l'égard de nouvelles initiatives de marketing, notamment le programme de fidélisation amélioré et le financement en magasin dans toutes les bannières de détail • Maintien de la gestion prudente des dépenses
<p>Risques importants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Baisse de la croissance économique, de la confiance des consommateurs et des dépenses des ménages • Risque accru de crédit ou de défaut de paiement ayant une incidence sur la provision additionnelle prévue au titre des radiations futures • La croissance des créances moyennes brutes pourrait être touchée par de nouvelles réglementations et des conditions économiques défavorables

4. Rendement du capital investi dans les activités de détail de plus de neuf pour cent d'ici la fin de 2017

Hypothèses clés :

- Croissance du bénéfice des activités de détail en raison de la croissance des ventes au détail et de la mise en œuvre réussie d'initiatives d'efficacité opérationnelle visant à accroître la marge brute des activités de détail et à réduire les charges d'exploitation en tant que pourcentage des produits
- Rendement accru des actifs existants, réalisé notamment par une productivité accrue dans les magasins semblables et par une gestion prudente du fonds de roulement
- Poursuite des investissements fructueux dans les entreprises pour réaliser une croissance interne et dans les projets et les initiatives pour améliorer les rendements
- Dépenses d'investissement liées à l'exploitation annuelles moyennes de 450 millions de dollars à 500 millions sur la période de trois ans (mise à jour par rapport à l'hypothèse initiale de dépenses d'investissement de 600 millions à 625 millions sur la période de trois ans pour tenir compte des dépenses réelles en 2015 et en 2016 et des projections révisées des dépenses d'investissement liées à l'exploitation pour 2017)

Risques importants :

- Croissance du bénéfice non atteinte; veuillez vous reporter aux risques importants afférents aux aspirations liées aux ventes au détail et à la croissance du BPA décrits ci-dessus
- Dépenses d'investissement accrues en raison des occasions de croissance externes que la Société pourrait saisir

4. Impératifs stratégiques pour 2017

Comme il est décrit à la section 6 du rapport de gestion figurant dans le Rapport 2016 aux actionnaires de la Société, la Société continue de mener à bien les impératifs stratégiques et les initiatives clés ci-après en 2017 qui favorisent l'atteinte des aspirations financières sur trois ans (de 2015 à 2017). Ces impératifs et ces initiatives sont alignés sur l'objectif de la Société, soit être incontestablement la première marque de détail au Canada, en renforçant les liens avec les clients tout au long de leur vie, en offrant un portefeuille unique d'articles et de marques de classe mondiale et en proposant une expérience client unique, tout en préparant les clients pour les travaux et les joies de la vie au Canada.

Les informations qui suivent sont des informations prospectives et les lecteurs sont prévenus que les résultats réels pourraient différer.

1. Réaliser une croissance durable en renforçant les marques et les offres d'articles de la Société et en rehaussant l'expérience client (les liens)

La Société s'engage à être une organisation « fondée sur les marques et les articles » et à être le lien entre les clients et les meilleurs portefeuilles d'articles et de marques de classe mondiale. La direction estime que la solidité et la valeur des marques de la Société sont directement liées à la solidité de ses résultats. La réalisation des initiatives contribuant à satisfaire cet impératif stratégique permettra de rehausser la sensibilisation du public à l'égard des marques de la Société ainsi que sa perception que les articles offerts par la Société soutiennent les Canadiens tout au long de leur vie.

Initiatives pour 2017

- Continuer à stimuler les ventes et les produits dans toutes les bannières par une gestion continue des catégories, de nouveaux assortiments d'articles et une expérience en magasin et numérique rehaussée
- Poursuivre l'évolution des capacités de cybercommerce de détail de la Société afin de favoriser la croissance des ventes et de donner aux clients un accès aux modes et aux expériences de magasinage qu'ils recherchent
- Rechercher de nouvelles occasions d'intégrer les services financiers dans les activités de détail de la Société afin de favoriser les ventes au détail, les nouveaux comptes et l'engagement accru à l'égard du programme de fidélisation de la Société
- Établir de nouveaux partenariats avec des organisations sportives et communautaires afin de maintenir la marque de la Société dans l'esprit des Canadiens
- Par l'entremise de la division des marques grand public, continuer à développer et à offrir des assortiments novateurs et de haute qualité de marques maison, et réaliser des acquisitions sélectives pour renforcer et développer le portefeuille de marques actuel dans l'ensemble des entreprises de détail de la Société

2. Favoriser la rentabilité, l'excellence de l'exploitation et une efficience accrue des activités de base

La Société continuera à se consacrer à la stimulation de la croissance interne et de l'efficacité opérationnelle au sein de ses quatre principales bannières : Canadian Tire, FGL Sports, Mark's et les Services Financiers. Dans le cadre de diverses initiatives liées à l'excellence de l'exploitation, la Société s'attend à trouver des occasions de mettre en place de nouveaux processus et technologies qui favoriseront les améliorations continues au sein de l'organisation et une meilleure rentabilité.

Initiatives pour 2017

- Réaliser une croissance durable et rentable au moyen d'initiatives d'efficacité opérationnelle qui ciblent la structure des dépenses d'exploitation et le rendement des marges brutes
- Devenir une destination en ligne de classe mondiale grâce à des options dans les sphères du commerce de détail omnicanal et de l'approvisionnement qui répondent à l'évolution des attentes des clients
- Rechercher des occasions de consolider des fonctions ou des domaines d'expertise au sein de l'organisation afin d'établir des centres d'excellence qui soutiennent toutes les bannières
- Affecter du capital selon une approche équilibrée afin de maximiser la croissance et le rendement à long terme pour les actionnaires
- Rechercher des occasions au sein du réseau de magasins actuel qui permettraient d'accroître la rentabilité des magasins existants
- Continuer à favoriser la croissance des créances moyennes brutes en investissant dans le financement en magasin et les offres de façon à stimuler les ventes dans les magasins physiques de la Société et à accroître les nouveaux comptes et les soldes des comptes des Services Financiers

3. Transformer l'entreprise en créant une culture d'entreprise axée sur la performance, les talents et les résultats

La Société estime que sa réussite dépend grandement de la qualité de son leadership. Elle s'efforce donc d'attirer, de former et de maintenir en poste des talents de classe mondiale qui favoriseront la croissance des activités et une culture d'entreprise stimulante. La Société continuera de se concentrer sur le perfectionnement et l'embauche de personnes talentueuses dans des domaines clés comme le commerce de détail numérique, le marketing et l'analytique de données afin de favoriser la croissance de ses activités de base.

Initiatives pour 2017

- Attirer, former et gérer les futurs leaders afin de développer les capacités et l'expertise requises pour amener la Société dans le nouveau monde du commerce de détail
- Mobiliser les employés afin de stimuler l'innovation et la croissance et d'encourager la collaboration entre les entreprises, le cas échéant
- Investir dans les talents afin de faire évoluer le cybercommerce, l'approvisionnement, l'analytique de données et les capacités de marketing prédictif afin de répondre aux attentes des clients en matière d'expérience et de gagner dans le contexte du commerce de détail omnicanal
- Renforcer les liens avec les clients dans les communautés de l'ensemble du pays afin d'approfondir l'engagement des clients tout au long de leur vie

5. Performance financière

5.1 Performance financière consolidée

Éléments non liés à l'exploitation

Les résultats d'exploitation des trimestres considéré et précédent et des cumuls annuels clos le 30 septembre 2017 et le 1^{er} octobre 2016 ne comprenaient pas d'éléments non liés à l'exploitation importants. La Société n'a donc pas inclus de mesure du bénéfice « normalisé » ni du bénéfice par action dilué « normalisé » dans le présent rapport de gestion.

5.1.1 Résultats financiers consolidés

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T3 2017	T3 2016	Variation	Cumul annuel T3 2017	Cumul annuel T3 2016	Variation
Ventes au détail ¹	3 701,1 \$	3 521,6 \$	5,1 %	10 381,4 \$	9 987,1 \$	3,9 %
Produits	3 303,9 \$	3 128,4 \$	5,6 %	9 470,9 \$	9 040,0 \$	4,8 %
Marge brute en dollars	1 120,6 \$	1 071,6 \$	4,6 %	3 244,5 \$	3 095,8 \$	4,8 %
Marge brute en pourcentage des produits	33,9 %	34,3 %	(34) pb	34,3 %	34,2 %	1 pb
Autres charges	— \$	1,1 \$	(94,6) %	0,5 \$	(6,7) \$	(107,8) %
Frais de vente, généraux et administratifs	822,3	779,4	5,5 %	2 453,3	2 381,1	3,0 %
Charges financières nettes	31,5	24,8	27,3 %	82,5	68,5	20,5 %
Bénéfice avant impôt	266,8 \$	266,3 \$	0,2 %	708,2 \$	652,9 \$	8,5 %
Impôt sur le résultat	68,3	68,5	(0,1) %	184,8	170,5	8,4 %
Taux d'imposition effectif	25,6 %	25,7 %		26,1 %	26,1 %	
Bénéfice net	198,5 \$	197,8 \$	0,3 %	523,4 \$	482,4 \$	8,5 %
Bénéfice net attribuable aux :						
Actionnaires de la Société Canadian Tire	176,6 \$	176,4 \$	0,2 %	459,3 \$	422,3 \$	8,8 %
Détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	21,9	21,4	1,9 %	64,1	60,1	6,6 %
	198,5 \$	197,8 \$	0,3 %	523,4 \$	482,4 \$	8,5 %
BPA de base	2,59 \$	2,45 \$	5,9 %	6,63 \$	5,80 \$	14,3 %
BPA dilué	2,59 \$	2,44 \$	5,9 %	6,62 \$	5,79 \$	14,3 %
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires et d'actions de catégorie A sans droit de vote en circulation :						
De base	68 099 921	71 980 635	n.s. ²	69 243 297	72 779 775	n.s. ²
Dilué	68 252 446	72 145 192	n.s. ²	69 433 042	72 976 210	n.s. ²

¹ Mesure clé de rendement opérationnel. Veuillez vous reporter à la section 9.3.1 du présent rapport de gestion pour plus d'information.

² n.s. : non significatif.

Participations ne donnant pas le contrôle

Le tableau suivant présente le bénéfice net attribuable aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle de la Société. Pour plus d'information, veuillez vous reporter à la note 14 des états financiers consolidés annuels figurant dans le Rapport 2016 aux actionnaires de la Société.

(en millions de dollars canadiens)	T3 2017	T3 2016	Cumul annuel T3 2017	Cumul annuel T3 2016
Services Financiers				
Pourcentage de participations ne donnant pas le contrôle – 20,0 % (2016 – 20,0 %)	14,5 \$	13,7 \$	43,1 \$	40,2 \$
CT REIT				
Pourcentage de participations ne donnant pas le contrôle – 14,5 % (2016 – 14,9 %)	5,7	5,7	17,5	16,2
Filiale du secteur Détail				
Pourcentage de participations ne donnant pas le contrôle – 50,0 % (2016 – 50,0 %)	1,7	2,0	3,5	3,7
Bénéfice net attribuable aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	21,9 \$	21,4 \$	64,1 \$	60,1 \$

Résultats consolidés du troisième trimestre de 2017 par rapport au troisième trimestre de 2016

Sommaire des résultats

Le BPA dilué s'est établi à 2,59 \$ pour le trimestre, une hausse de 0,15 \$ par action, ou 5,9 pour cent, par rapport à l'exercice précédent. Le rendement du bénéfice reflète la hausse des produits et de la marge brute en dollars des secteurs Détail et Services Financiers, partiellement contrebalancée par la hausse des frais de vente, généraux et administratifs, y compris le coût d'exploitation du centre de distribution de Bolton, dont les activités ont commencé le 3 juillet 2017. Les rachats d'actions, qui ont donné lieu à une réduction du nombre d'actions, ont eu une incidence favorable sur le BPA dilué.

Ventes au détail

Les ventes au détail consolidées ont augmenté de 179,5 millions de dollars, ou 5,1 pour cent, ce qui comprend une hausse de 10,0 pour cent des ventes au détail de la Division pétrolière résultant principalement de l'augmentation des prix de l'essence par litre. En excluant la Division pétrolière, les ventes au détail consolidées ont augmenté de 4,3 pour cent, ce qui reflète la hausse des ventes chez Canadian Tire, chez Mark's et chez FGL Sports. Veuillez vous reporter à la section 5.2 pour plus d'information sur les ventes du secteur Détail au cours du trimestre.

Produits

Les produits consolidés ont augmenté de 175,5 millions de dollars, ou 5,6 pour cent, ce qui comprend une augmentation des produits de la Division pétrolière de 47,6 millions résultant principalement de la hausse des prix de l'essence par litre. En excluant la Division pétrolière, les produits consolidés ont augmenté de 4,7 pour cent, principalement en raison de l'augmentation des produits de toutes les bannières de détail et du secteur Services Financiers. Veuillez vous reporter aux sections 5.2 et 5.4 pour plus d'information sur les produits des secteurs Détail et Services Financiers.

Marge brute

La marge brute consolidée en dollars a augmenté de 49,0 millions de dollars, ou 4,6 pour cent, favorisée par la hausse des produits chez Canadian Tire, chez Mark's, chez FGL Sports et au sein du secteur Services Financiers. La diminution du taux de la marge brute consolidée de 34 points de base tient compte de la baisse du taux de la marge brute au sein de la Division pétrolière. En excluant la Division pétrolière, le taux de la marge brute est demeuré stable par rapport à l'exercice précédent. Veuillez vous reporter aux sections 5.2 et 5.4 pour plus d'information sur la marge brute des secteurs Détail et Services Financiers.

Frais de vente, généraux et administratifs

Les frais de vente, généraux et administratifs consolidés ont augmenté de 42,9 millions de dollars, ou 5,5 pour cent, principalement en raison de la hausse des coûts d'occupation d'un exercice à l'autre résultant du remboursement d'impôt foncier reçu plus élevé qu'à l'habitude à l'exercice précédent relativement au centre de distribution de Bolton, dont les activités ont commencé en juillet 2017, ainsi que de la réalisation d'un investissement prévu dans les activités afin de soutenir les initiatives stratégiques de la Société. Les frais de l'exercice précédent comprenaient des coûts de départ associés à la réorganisation et des coûts liés aux Jeux olympiques de Rio.

Impôt sur le résultat

Le taux d'imposition effectif a diminué pour s'établir à 25,6 pour cent, comparativement à 25,7 pour cent à l'exercice précédent. Veuillez vous reporter à la section 8, Questions fiscales, du présent rapport de gestion pour plus d'information.

Cumul annuel consolidé de 2017 par rapport au cumul annuel consolidé de 2016

Le cumul annuel du bénéfice net consolidé attribuable aux propriétaires de la Société a augmenté de 37,0 millions de dollars, ou 8,8 pour cent, par rapport à l'exercice précédent. La hausse du bénéfice reflète la croissance des ventes au détail et des produits depuis le début de l'exercice au sein de toutes les bannières du secteur Détail et du secteur Services Financiers. La hausse du bénéfice a été partiellement contrebalancée par la hausse des frais de vente, généraux et administratifs, par la baisse des profits liés aux biens immobiliers par rapport à l'exercice précédent et par la hausse des charges financières nettes.

5.1.2 Mesures clés de rendement opérationnel consolidées

Les mesures clés de rendement opérationnel n'ont pas de signification normalisée en vertu des IFRS et, par conséquent, peuvent ne pas être comparables à d'autres termes similaires utilisés par d'autres sociétés. Veuillez vous reporter à la section 9.3.1 du présent rapport de gestion pour consulter les définitions des termes et pour obtenir plus de renseignements sur les mesures de rendement.

(en millions de dollars canadiens)	T3 2017	T3 2016	Variation	Cumul annuel T3 2017	Cumul annuel T3 2016	Variation
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Société Canadian Tire	176,6 \$	176,4 \$	0,2 %	459,3 \$	422,3 \$	8,8 %
BAIIA ajusté ¹	417,7 \$	402,7 \$	3,8 %	1 135,3 \$	1 055,2 \$	7,6 %
Frais de vente, généraux et administratifs (excluant la dotation aux amortissements) en pourcentage des produits ²	21,3 %	21,4 %	(10) pb	22,3 %	22,7 %	(40) pb
BAIIA ¹ ajusté en pourcentage des produits	12,6 %	12,9 %	(22) pb	12,0 %	11,7 %	32 pb

¹ Le BAIIA ajusté est une mesure non définie par les PCGR. Veuillez vous reporter à la section 9.3.2 du présent rapport de gestion pour un rapprochement du BAIIA ajusté et du bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Société Canadian Tire pour plus d'information à ce sujet.

² Les frais de vente, généraux et administratifs excluent la dotation aux amortissements d'un montant de 117,7 millions de dollars pour le troisième trimestre de 2017 (2016 – 109,4 millions) et de 339,6 millions pour le cumul annuel du troisième trimestre (2016 – 327,7 millions).

Au cours du trimestre, les frais de vente, généraux et administratifs (excluant la dotation aux amortissements) en pourcentage des produits ont diminué de 10 points de base par rapport à l'exercice précédent. En excluant les produits de la Division pétrolière, les frais de vente, généraux et administratifs (excluant la dotation aux amortissements) en pourcentage des produits ont augmenté de 10 points de base par rapport à l'exercice précédent. Depuis le début de l'exercice, les frais de vente, généraux et administratifs (excluant la dotation aux amortissements) en pourcentage des produits ont diminué de 40 points de base. En excluant les produits de la Division pétrolière, ils ont diminué de 21 points de base par rapport à l'exercice précédent en raison de la croissance des produits, qui a surpassé la croissance des charges compte tenu du rendement solide des secteurs Détail et Services Financiers.

Au cours du trimestre, le BAIIA ajusté a augmenté tandis que le BAIIA ajusté en pourcentage des produits a diminué de 22 points de base. Pour le cumul annuel, le BAIIA ajusté et le BAIIA ajusté en pourcentage des produits ont augmenté par rapport à l'exercice précédent, en raison du rendement solide des secteurs Détail et Services Financiers.

5.1.3 Analyse des tendances saisonnières

Le bénéfice d'exploitation net trimestriel et les produits sont touchés par la nature saisonnière des activités. Étant donné la nature saisonnière de certaines marchandises ainsi que le calendrier de mise en œuvre des programmes de marketing au sein des activités de détail, le quatrième trimestre génère habituellement le plus important apport aux produits et au bénéfice et le premier trimestre, l'apport le moins important. Au premier trimestre, les produits du secteur Détail représentaient environ 20 pour cent du total des produits annuels et le bénéfice tiré des activités de détail représente habituellement moins de cinq pour cent du total du bénéfice annuel du secteur Détail. Le tableau suivant présente la performance financière de la Société par trimestre pour les deux derniers exercices. La tendance trimestrielle pourrait subir l'incidence des éléments non liés à l'exploitation.

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)	T3 2017	T2 2017	T1 2017	T4 2016	T3 2016	T2 2016	T1 2016	T4 2015
Produits	3 303,9 \$	3 413,5 \$	2 753,5 \$	3 641,0 \$	3 128,4 \$	3 352,2 \$	2 559,4 \$	3 380,2 \$
Bénéfice net	198,5	217,0	107,9	265,1	197,8	199,0	85,6	241,5
BPA de base	2,59	2,82	1,24	3,47	2,45	2,47	0,90	3,02
BPA dilué	2,59	2,81	1,24	3,46	2,44	2,46	0,90	3,01

5.2 Rendement du secteur Détail

5.2.1 Résultats financiers du secteur Détail

(en millions de dollars canadiens)	T3 2017	T3 2016	Variation	Cumul annuel T3 2017	Cumul annuel T3 2016	Variation
Ventes au détail ¹	3 701,1 \$	3 521,6 \$	5,1 %	10 381,4 \$	9 987,1 \$	3,9 %
Produits	2 978,5 \$	2 822,7 \$	5,5 %	8 515,8 \$	8 120,6 \$	4,9 %
Marge brute en dollars	898,7 \$	863,6 \$	4,1 %	2 586,6 \$	2 479,4 \$	4,3 %
Marge brute en pourcentage des produits	30,2 %	30,6 %	(42) pb	30,4 %	30,5 %	(16) pb
Autres (produits)	(31,8) \$	(29,1) \$	9,1 %	(93,7) \$	(92,2) \$	1,5 %
Frais de vente, généraux et administratifs	775,3	737,4	5,1 %	2 311,8	2 246,3	2,9 %
(Produits financiers nets)	(5,1)	(6,9)	(26,1) %	(19,8)	(30,6)	(35,3) %
Bénéfice avant impôt	160,3 \$	162,2 \$	(1,2) %	388,3 \$	355,9 \$	9,1 %

¹ Mesure clé de rendement opérationnel. Veuillez vous reporter à la section 9.3.1 du présent rapport de gestion pour plus d'information.

5.2.2 Mesures clés de rendement opérationnel du secteur Détail

Les mesures clés de rendement opérationnel n'ont pas de signification normalisée en vertu des IFRS et, par conséquent, peuvent ne pas être comparables à d'autres termes similaires utilisés par d'autres sociétés. Veuillez vous reporter à la section 9.3.1 du présent rapport de gestion pour consulter les définitions des termes et pour obtenir plus de renseignements sur les mesures de rendement.

(variation en pourcentage d'un exercice à l'autre, en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T3 2017	T3 2016	Variation	Cumul annuel T3 2017	Cumul annuel T3 2016	Variation
Secteur Détail – total						
Croissance des ventes au détail	5,1 %	3,4 %		3,9 %	2,6 %	
Croissance des ventes dans les magasins semblables consolidées ¹	3,9 %	4,1 %		2,2 %	3,4 %	
Produits ²	2 978,5 \$	2 822,7 \$	5,5 %	8 515,8 \$	8 120,6 \$	4,9 %
Rendement du capital investi dans les activités de détail ³	8,86 %	8,15 %		s.o.	s.o.	
Bénéfice avant impôt	160,3 \$	162,2 \$	(1,2) %	388,3 \$	355,9 \$	9,1 %
BAIIA ⁴	250,9 \$	246,0 \$	2,0 %	647,8 \$	598,9 \$	8,1 %
Secteur Détail – par bannière						
Canadian Tire						
Croissance des ventes au détail ⁵	5,3 %	4,9 %		3,2 %	4,0 %	
Croissance des ventes dans les magasins semblables ^{1, 5}	4,7 %	3,5 %		2,3 %	2,7 %	
Ventes par pied carré ⁶ (au dollar près)	410 \$	409 \$	0,2 %	s.o.	s.o.	
Produits ^{2, 7}	1 690,5 \$	1 612,5 \$	4,8 %	4 963,8 \$	4 773,4 \$	4,0 %
FGL Sports						
Croissance des ventes au détail ⁸	0,5 %	8,5 %		1,0 %	7,2 %	
Croissance des ventes dans les magasins semblables ^{1, 8}	0,4 %	6,2 %		0,2 %	6,5 %	
Ventes par pied carré ⁹ (au dollar près)	292 \$	298 \$	(2,0) %	s.o.	s.o.	
Produits ²	555,5 \$	534,8 \$	3,9 %	1 440,6 \$	1 416,0 \$	1,7 %
Mark's						
Croissance des ventes au détail ¹⁰	5,2 %	4,4 %		5,2 %	3,1 %	
Croissance des ventes dans les magasins semblables ^{1, 10}	4,6 %	4,3 %		4,6 %	3,4 %	
Ventes par pied carré ¹¹ (au dollar près)	345 \$	325 \$	6,2 %	s.o.	s.o.	
Produits ^{2, 12}	251,5 \$	238,1 \$	5,6 %	753,4 \$	711,7 \$	5,9 %
Division pétrolière						
Croissance du volume des ventes d'essence en litres	0,9 %	(0,4) %		0,4 %	(0,8) %	
Croissance du volume des ventes d'essence dans les magasins semblables en litres ¹	1,1 %	0,0 %		0,4 %	(1,1) %	
Croissance des ventes au détail	10,0 %	(7,8) %		10,4 %	(7,3) %	
Produits ²	477,2 \$	429,6 \$	11,1 %	1 346,3 \$	1 209,0 \$	11,4 %
Marge brute en dollars	49,5 \$	48,9 \$	1,1 %	135,3 \$	135,8 \$	(0,4) %

¹ Veuillez vous reporter à la section 9.3.1 du présent rapport de gestion pour plus d'information sur la croissance des ventes dans les magasins semblables.

² Les produits présentés pour Canadian Tire, FGL Sports, Mark's et la Division pétrolière comprennent les produits intersectoriels. Les produits de FGL Sports ont été retraités pour les périodes de 13 et de 39 semaines closes le 1^{er} octobre 2016 afin d'exclure les produits tirés des activités interentreprises. Le total des produits de Canadian Tire, de FGL Sports, de Mark's et de la Division pétrolière ne correspond donc pas au total des produits du secteur Détail.

³ Le rendement du capital investi dans les activités de détail est calculé sur 12 mois. Veuillez vous reporter à la section 9.3.1 du présent rapport de gestion pour plus d'information.

⁴ Le BAIIA est une mesure non définie par les PCGR. Veuillez vous reporter à la section 9.3.2 du présent rapport de gestion pour un rapprochement du BAIIA et du bénéfice avant impôt et pour plus d'information.

⁵ La croissance des ventes au détail comprend les ventes dans les magasins Canadian Tire et PartSource, ainsi que la composante main-d'œuvre des ventes dans les centres-autos Canadian Tire.

⁶ Les ventes par pied carré sont calculées sur 12 mois et excluent les magasins PartSource. La superficie consacrée à la vente au détail ne comprend pas le centre du jardinage saisonnier extérieur, les postes de travail dans les centres-autos ni la superficie des entrepôts et des locaux administratifs.

⁷ Les produits comprennent les produits de Canadian Tire, de PartSource et de Franchise Trust.

⁸ La croissance des ventes au détail comprend les ventes dans les succursales et les magasins franchisés.

⁹ Les ventes par pied carré sont calculées sur 12 mois et comprennent les succursales et les magasins franchisés, ainsi que la superficie des entrepôts et des locaux administratifs.

¹⁰ La croissance des ventes au détail comprend les ventes au détail dans les succursales et les magasins franchisés Mark's et les produits tirés des services connexes de broderie et de retouches.

¹¹ Les ventes par pied carré sont calculées sur 12 mois et comprennent les ventes dans les succursales et les magasins franchisés et excluent les produits tirés des services connexes. Les ventes par pied carré ne comprennent pas la superficie des entrepôts et des locaux administratifs.

¹² Les produits comprennent les ventes d'articles dans les magasins franchisés Mark's et les ventes au détail dans les succursales de Mark's, les produits tirés du commerce de gros de la division commerciale de Mark's, ainsi que les produits tirés des services connexes de broderie et de retouches.

5.2.3 Aperçu du réseau des bannières de détail

Nombre de magasins et superficie de l'aire de vente	30 septembre 2017	1 ^{er} octobre 2016	31 décembre 2016
Nombre consolidé de magasins			
Magasins Canadian Tire ¹			
Magasins Concept Intelligent	408	407	420
Magasins traditionnels	35	34	31
Magasins rénovés et agrandis	31	31	22
Magasins pour petit marché	25	25	25
Autres	2	2	2
Nombre total de magasins Canadian Tire	501	499	500
Magasins PartSource	90	91	91
Magasins FGL Sports			
Sport Chek	195	192	196
Sports Experts	69	72	68
Atmosphere	68	67	69
Autres	98	98	100
Nombre total de magasins FGL Sports	430	429	433
Magasins Mark's/L'Équipeur ¹			
Mark's	333	325	330
L'Équipeur	46	45	45
Mark's Work Warehouse	6	12	7
Nombre total de magasins Mark's/L'Équipeur	385	382	382
Postes d'essence Canadian Tire	296	296	296
Nombre total de magasins²	1 702	1 697	1 702
Superficie de l'aire de vente consolidée³ (en millions de pieds carrés)			
Canadian Tire	21,4	21,3	21,6
FGL Sports	7,7	7,5	7,7
Mark's	3,6	3,5	3,6
PartSource	0,3	0,3	0,3
Total de la superficie de l'aire de vente³	33,0	32,6	33,2

¹ Le nombre de magasins reflète les points de vente individuels; ainsi, le nombre total de magasins Canadian Tire et Mark's comprend les magasins occupant le même bâtiment.

² Le nombre de magasins ne comprend pas les magasins de détail acquis dans le cadre de l'acquisition des droits canadiens de la marque Paderno.

³ La superficie de l'aire de vente exclut les espaces en location dans les dépanneurs de la Division pétrolière.

Résultats du secteur Détail au troisième trimestre de 2017 par rapport au troisième trimestre de 2016

Sommaire des résultats

Le bénéfice avant impôt a diminué de 1,9 million de dollars, ou 1,2 pour cent. La croissance solide des produits et de la marge brute dans toutes les bannières du secteur Détail a été plus que contrebalancée par la hausse des frais de vente, généraux et administratifs en raison des remboursements d'impôt foncier reçus à l'exercice précédent, des coûts liés à l'exploitation du nouveau centre de distribution de Bolton et de l'investissement accru de la Société pour soutenir ses initiatives stratégiques au cours de l'exercice courant.

Ventes au détail

Chez Canadian Tire, les ventes au détail ont augmenté de 5,3 pour cent (ventes dans les magasins semblables en hausse de 4,7 pour cent). La hausse des ventes au détail reflète la vigueur continue des ventes d'articles non saisonniers, y compris les catégories Au volant et À l'atelier, au cours du trimestre, ainsi que la demande importante des clients dans les catégories d'articles de printemps et d'été, particulièrement en juillet et en août. La tendance favorable de croissance des ventes des marques maison telles que Noma, Master Chef et Canvas s'est poursuivie au cours du trimestre.

Chez FGL Sports, les ventes au détail ont augmenté de 0,5 pour cent (ventes dans les magasins semblables en hausse de 0,4 pour cent) en raison de la croissance solide des catégories des biens durables, des vêtements tout-aller et des chaussures, partiellement contrebalancée par le ralentissement des ventes de vêtements de sports. Les ventes de l'exercice précédent avaient subi l'incidence favorable des ventes solides de vêtements de marque et à l'effigie des Jeux olympiques de Rio, stimulées par le succès des Blue Jays, par les Jeux olympiques de Rio et par la Coupe du monde de hockey. Les ventes de cybercommerce ont continué à contribuer à la croissance des ventes.

Chez Mark's, les ventes au détail ont augmenté de 5,2 pour cent (ventes dans les magasins semblables en hausse de 4,6 pour cent). L'augmentation des ventes au détail a été stimulée par la croissance des ventes de chaussures, de vêtements de travail et de jeans. Les ventes de cybercommerce ont continué à contribuer à la croissance des ventes.

Les ventes au détail de la Division pétrolière ont augmenté de 10,0 pour cent, principalement en raison d'une hausse des prix de l'essence par litre d'un exercice à l'autre.

Produits

Les produits du secteur Détail ont augmenté de 155,8 millions de dollars, ou 5,5 pour cent, par rapport à l'exercice précédent. En excluant l'incidence de la Division pétrolière, dont les produits ont augmenté de 11,1 pour cent d'un exercice à l'autre, les produits du secteur Détail ont augmenté de 4,5 pour cent. La croissance des produits au cours du trimestre a été stimulée par l'augmentation des livraisons aux marchands, par la croissance des ventes au détail chez Mark's et la hausse des produits chez FGL Sports en raison de la croissance des produits tirés des franchises et de l'augmentation des ventes au détail.

Marge brute

La marge brute en dollars a augmenté de 35,1 millions de dollars, ou 4,1 pour cent, ce qui reflète la hausse des produits. Le taux de la marge brute a diminué de 42 points de base. En excluant la Division pétrolière, le taux de la marge brute est demeuré stable. L'efficacité opérationnelle a continué à contribuer à l'amélioration de la marge, ce qui a été contrebalancé par les activités promotionnelle chez FGL Sports, par le calendrier du partage de la marge brute d'entreprise avec les marchands et par la hausse des coûts des articles résultant du change qui, bien que toujours défavorable, s'est amélioré par rapport à l'exercice précédent.

Frais de vente, généraux et administratifs

Les frais de vente, généraux et administratifs ont augmenté de 37,9 millions de dollars, ou 5,1 pour cent, principalement en raison des éléments suivants :

- la hausse des coûts d'occupation résultant des remboursements d'impôt foncier plus élevés qu'à l'habitude en 2016;
- la réalisation de l'investissement prévu dans les initiatives stratégiques de la Société, ce qui a entraîné une hausse des coûts liés aux systèmes informatiques et au personnel;
- la hausse des frais de marketing et de publicité chez FGL Sports;
- la hausse des coûts liés à l'exploitation du nouveau centre de distribution de Bolton;

partiellement compensées par :

- les coûts de départ engagés à l'exercice précédent;
- les coûts liés aux commandites et les frais de marketing pour les Jeux olympiques de Rio et pour la Coupe du monde de hockey.

Produits financiers nets

Les produits financiers nets ont diminué de 1,8 million de dollars, principalement en raison de la baisse des charges d'intérêts inscrites à l'actif relativement au centre de distribution de Bolton.

Cumul annuel de 2017 du secteur Détail par rapport au cumul annuel de 2016

Le cumul annuel des ventes au détail a augmenté de 3,9 pour cent d'un exercice à l'autre. Les ventes au détail de la Division pétrolière ont augmenté de 10,4 pour cent, principalement en raison d'une hausse des prix de l'essence d'un exercice à l'autre. En excluant la Division pétrolière, les ventes au détail ont augmenté de 2,9 pour cent en raison des catégories d'articles saisonniers et non saisonniers chez Canadian Tire et chez Mark's, ainsi que des articles de marques maison chez Canadian Tire. De plus, la croissance des ventes au détail chez FGL Sports résulte de la réussite des campagnes promotionnelles et de la hausse continue des ventes de cybercommerce. Les produits ont augmenté de 4,9 pour cent par rapport à l'exercice précédent. En excluant l'incidence de la Division pétrolière, dont les produits ont augmenté de 11,4 pour cent, les produits du secteur Détail ont augmenté de 3,7 pour cent, ce qui est principalement attribuable à la hausse des ventes au détail de Mark's et à la hausse des livraisons aux marchands Canadian Tire.

Le bénéfice avant impôt a augmenté de 32,4 millions de dollars, ou 9,1 pour cent. La hausse est principalement attribuable à la croissance solide des produits et à l'amélioration du taux de la marge brute chez Canadian Tire. Ces facteurs positifs sur le rendement du bénéfice ont plus que contrebalancé la hausse des frais de vente, généraux et administratifs et la baisse des produits financiers nets.

5.2.4 Risques d'entreprise du secteur Détail

Dans le cours normal des activités, le secteur Détail est exposé à un certain nombre de risques pouvant éventuellement nuire à son rendement opérationnel. Ces risques comprennent, sans s'y limiter, le risque lié à l'interruption de la chaîne d'approvisionnement, le risque lié à la saisonnalité, le risque environnemental, le risque lié au prix des marchandises, le risque lié à l'obsolescence du marché et le risque lié à l'approvisionnement mondial. Pour une description des risques propres aux activités des unités commerciales, veuillez vous reporter à la section 7.2.4 du rapport de gestion figurant dans le Rapport 2016 aux actionnaires de la Société. Veuillez également vous reporter à la section 12.2 de ce même rapport pour une analyse d'autres risques à l'échelle de l'industrie et de la Société auxquels nous sommes exposés.

5.3 Rendement du secteur CT REIT

5.3.1 Résultats financiers du secteur CT REIT

(en millions de dollars canadiens)	T3 2017	T3 2016	Variation	Cumul annuel T3 2017	Cumul annuel T3 2016	Variation
Produits tirés des immeubles	109,3 \$	102,9 \$	6,2 %	332,0 \$	302,9 \$	9,6 %
Charges liées aux immeubles	22,7	24,2	(6,2) %	74,6	71,9	3,8 %
Frais généraux et administratifs	2,1	2,0	10,9 %	8,2	7,9	6,2 %
Charges financières nettes	24,4	20,2	20,3 %	72,0	65,2	10,2 %
Ajustement au titre du (profit) à la juste valeur de marché	(10,5)	(15,6)	(32,8) %	(43,0)	(35,7)	20,5 %
Bénéfice avant impôt	70,6 \$	72,1 \$	(2,2) %	220,2 \$	193,6 \$	13,7 %

Mesures clés de rendement opérationnel du secteur CT REIT

Les mesures clés de rendement opérationnel n'ont pas de signification normalisée en vertu des IFRS et, par conséquent, peuvent ne pas être comparables à d'autres termes similaires utilisés par d'autres sociétés. Veuillez vous reporter à la section 9.3.1 du présent rapport de gestion pour obtenir plus de renseignements sur les mesures de rendement.

(en millions de dollars canadiens)	T3 2017	T3 2016	Variation	Cumul annuel T3 2017	Cumul annuel T3 2016	Variation
Bénéfice d'exploitation net ¹	80,9 \$	72,8 \$	11,1 %	240,3 \$	213,4 \$	12,6 %
Flux de trésorerie liés aux opérations ¹	59,7	56,5	5,7 %	177,2	158,1	12,1 %
Flux de trésorerie liés aux opérations ajustés ¹	48,9 \$	45,9 \$	6,5 %	144,7 \$	126,8 \$	14,2 %

¹ Mesures non définies par les PCGR. Veuillez vous reporter à la section 9.3.2 du présent rapport de gestion pour plus d'information.

Résultats du secteur CT REIT du troisième trimestre de 2017 par rapport au troisième trimestre de 2016

Sommaire des résultats

Le bénéfice avant impôt a diminué de 1,5 million de dollars, ou 2,2 pour cent, principalement en raison de la diminution de 5,1 millions du profit à la juste valeur de marché par rapport à l'exercice précédent et des charges d'intérêts accrues, partiellement compensée par les produits générés par des immeubles acquis et par les activités d'intensification réalisées en 2017 et en 2016.

Produits tirés des immeubles

Les produits tirés des immeubles sont composés des loyers de base, des coûts d'exploitation et des recouvrements d'impôt foncier. Les produits tirés des immeubles ont augmenté de 6,4 millions de dollars, ou 6,2 pour cent, principalement en raison de la hausse des loyers de base liés aux immeubles acquis et des activités d'intensification achevées en 2017 et en 2016.

Des produits tirés des immeubles de 109,3 millions de dollars, une tranche de 100,7 millions a été reçue de la Société. Les produits tirés des immeubles reçus de la Société sont de 4,8 pour cent plus élevés que le montant de 96,1 millions de dollars reçu à l'exercice précédent.

Charges liées aux immeubles

Au cours du trimestre, les charges liées aux immeubles se sont établies à 22,7 millions de dollars, une baisse de 1,5 million, ou 6,2 pour cent, par rapport à l'exercice précédent, principalement en raison de la diminution de l'impôt foncier, partiellement contrebalancée par les coûts liés aux immeubles acquis en 2017 et en 2016. La majorité des charges liées aux immeubles étant recouvrables auprès des locataires, CT REIT absorbe ces charges dans le cas des locaux inoccupés. Les charges liées aux immeubles sont principalement constituées de l'impôt foncier, les autres charges d'exploitation recouvrables, des charges liées à la gestion immobilière (y compris l'impartition des services de gestion immobilière conformément à la convention de gestion immobilière entre CT REIT et la Société) et les baux fonciers.

Frais généraux et administratifs

Les frais généraux et administratifs sont principalement constitués des coûts liés au personnel, des charges liées aux activités courantes d'une entité ouverte et des coûts d'impartition qui sont essentiellement liés aux services fournis par la Société conformément à la convention de services entre CT REIT et la Société. Les frais généraux et administratifs sont demeurés relativement stables par rapport à l'exercice précédent, la hausse des coûts liés au personnel ayant été compensée par la baisse des coûts d'impartition pour les services fournis par la Société en vertu de la convention de services.

Charges financières nettes

Les charges financières nettes sont constituées des distributions sur les parts de société en commandite de catégorie C détenues par la Société, des intérêts sur les emprunts hypothécaires et les débetures, des charges d'intérêts sur la facilité de crédit bancaire, des intérêts inscrits à l'actif et de l'amortissement des charges financières. Les charges financières nettes ont augmenté de 4,2 millions de dollars, principalement en raison de la baisse des charges d'intérêts inscrites à l'actif relativement au centre de distribution de Bolton et de la hausse des charges d'intérêts liées à l'émission de débetures de série E en juin 2017, partiellement compensées par le rachat des parts de société en commandite de catégorie C des séries 10 à 15 en mai 2017.

Bénéfice d'exploitation net

Le bénéfice d'exploitation net s'est établi à 80,9 millions de dollars, une hausse de 8,1 millions, ou 11,1 pour cent, principalement en raison des acquisitions d'immeubles réalisées en 2017 et en 2016. Le bénéfice d'exploitation net est une mesure non définie par les PCGR. Veuillez vous reporter à la section 9.3.2 pour plus d'information.

Flux de trésorerie liés aux opérations et flux de trésorerie liés aux opérations ajustés

Pour le trimestre, les flux de trésorerie liés aux opérations et les flux de trésorerie liés aux opérations ajustés se sont établis à 59,7 millions de dollars et à 48,9 millions, respectivement. Les flux de trésorerie liés aux opérations et les flux de trésorerie liés aux opérations ajustés ont augmenté de 3,2 millions de dollars et de 3,0 millions, respectivement, principalement en raison des acquisitions d'immeubles réalisées en 2017 et en 2016, partiellement contrebalancées par la hausse des charges d'intérêts. Les flux de trésorerie liés aux opérations et les flux de trésorerie liés aux opérations ajustés sont des mesures non définies par les PCGR. Veuillez vous reporter à la section 9.3.2 pour plus d'information.

Cumul annuel de 2017 du secteur CT REIT par rapport au cumul annuel de 2016

Les produits tirés des immeubles se sont établis à 332,0 millions de dollars, dont une tranche de 306,7 millions a été reçue de la Société. Les charges liées aux immeubles se sont établies à 74,6 millions de dollars, la majorité de ces coûts étant recouvrables auprès des locataires. Les produits tirés des immeubles et les charges liées aux immeubles ont augmenté de 9,6 pour cent et de 3,8 pour cent, respectivement, principalement en raison des activités d'acquisition et d'intensification d'immeubles effectuées en 2017 et en 2016.

Le bénéfice d'exploitation net s'est établi à 240,3 millions de dollars, et les flux de trésorerie liés aux opérations et les flux de trésorerie liés aux opérations ajustés se sont établis à 177,2 millions et à 144,7 millions, respectivement. Le bénéfice d'exploitation net, les flux de trésorerie liés aux opérations et les flux de trésorerie liés aux opérations ajustés ont augmenté de 26,9 millions de dollars, de 19,1 millions et de 17,9 millions, respectivement, principalement en raison d'acquisitions d'immeubles effectuées en 2017 et en 2016, partiellement contrebalancées par l'augmentation des charges d'intérêts. Les flux de trésorerie liés aux opérations et les flux de trésorerie liés aux opérations ajustés sont des mesures non définies par les PCGR. Veuillez vous reporter à la section 9.3.2 pour plus d'information.

5.3.2 Risques d'entreprise du secteur CT REIT

Dans le cours normal des activités, CT REIT est exposée à un certain nombre de risques pouvant éventuellement nuire à son rendement opérationnel. Ces risques comprennent, sans s'y limiter, les risques financiers, les risques liés à la propriété d'immeubles et à la location et les risques d'ordre fiscal. Pour une description des risques propres aux activités des unités commerciales, veuillez vous reporter à la section 7.3.2 du rapport de gestion figurant dans le Rapport 2016 aux actionnaires de la Société, et à la section 12.2 de ce même rapport pour une analyse d'autres risques à l'échelle de l'industrie et de la Société auxquels nous sommes exposés. Veuillez également vous reporter à la section 4 de la notice annuelle de CT REIT et à la partie 11, Gestion des risques d'entreprise, du rapport de gestion de CT REIT pour l'exercice clos le 31 décembre 2016, qui ne sont pas intégrés par renvoi dans le présent rapport de gestion, pour une analyse additionnelle des risques qui ont une incidence sur les activités de CT REIT.

5.4 Rendement du secteur Services Financiers

5.4.1 Résultats financiers du secteur Services Financiers

(en millions de dollars canadiens)	T3 2017	T3 2016	Variation	Cumul annuel T3 2017	Cumul annuel T3 2016	Variation
Produits	294,6 \$	278,3 \$	5,9 %	863,9 \$	837,6 \$	3,1 %
Marge brute en dollars	176,4	168,0	5,0 %	524,9	496,5	5,7 %
Marge brute (en pourcentage des produits)	59,9 %	60,3 %	(48) pb	60,8 %	59,3 %	148 pb
Autres (produits) charges	(0,1)	0,3	(135,1) %	(0,1)	0,1	(348,8) %
Frais de vente, généraux et administratifs	76,5	71,7	6,7 %	226,4	217,1	4,3 %
(Produits financiers nets)	(0,2)	(0,1)	48,6 %	(0,4)	(0,5)	(23,7) %
Bénéfice avant impôt	100,2 \$	96,1 \$	4,3 %	299,0 \$	279,8 \$	6,9 %

5.4.2 Mesures clés du rendement opérationnel du secteur Services Financiers

Les mesures clés de rendement opérationnel n'ont pas de signification normalisée en vertu des IFRS et, par conséquent, peuvent ne pas être comparables à d'autres termes similaires utilisés par d'autres sociétés. Veuillez vous reporter à la section 9.3.1 du présent rapport de gestion pour consulter les définitions des termes et pour obtenir plus d'information sur les mesures de rendement.

(en millions de dollars canadiens)	T3 2017	T3 2016	Variation	Cumul annuel T3 2017	Cumul annuel T3 2016	Variation
Croissance des ventes liées aux cartes de crédit ¹	7,6 %	1,7 %		7,8 %	2,1 %	
Créances moyennes brutes	5 313,8 \$	4 921,5 \$	8,0 %	5 199,0 \$	4 866,8 \$	6,8 %
Produits ² (en pourcentage des créances moyennes brutes)	21,98 %	22,68 %		s.o.	s.o.	
Nombre moyen de comptes ayant un solde non réglé ³ (en milliers)	1 918	1 840	4,2 %	1 876	1 821	3,0 %
Solde moyen des comptes ³ (au dollar près)	2 769 \$	2 673 \$	3,6 %	2 769 \$	2 670 \$	3,7 %
Taux de radiation nette lié aux cartes de crédit ^{2, 3}	5,50 %	6,06 %		s.o.	s.o.	
Créances sur cartes de crédit en souffrance ^{3, 4} (en souffrance depuis deux mois ou plus)	2,53 %	2,78 %		s.o.	s.o.	
Taux de la provision pour pertes sur créances ⁵	1,97 %	2,18 %		s.o.	s.o.	
Charges d'exploitation ² (en pourcentage des créances moyennes brutes)	5,87 %	5,88 %		s.o.	s.o.	
Rendement des créances ²	7,45 %	7,40 %		s.o.	s.o.	

¹ Les ventes liées aux cartes de crédit excluent les transferts de solde.

² Les données sont calculées sur 12 mois.

³ Portefeuille de cartes de crédit seulement.

⁴ Créances sur cartes de crédit en souffrance depuis plus de 30 jours, en pourcentage du total des créances sur cartes de crédit à la fin de la période.

⁵ Le taux de la provision pour pertes sur créances a été calculé en fonction du total du portefeuille géré de créances sur prêts.

Résultats du secteur Services Financiers du troisième trimestre de 2017 par rapport au troisième trimestre de 2016

Sommaire des résultats

Le bénéfice avant impôt s'est établi à 100,2 millions de dollars, une hausse de 4,1 millions, ou 4,3 pour cent, principalement attribuable à la hausse des produits, qui a été partiellement contrebalancée par l'augmentation de la provision additionnelle prévue au titre des radiations futures et par la hausse des frais de vente, généraux et administratifs.

Les créances moyennes brutes ont augmenté de 8,0 pour cent en raison de la hausse des soldes moyens par compte et du nombre moyen de comptes actifs par rapport à l'exercice précédent. La hausse continue du nombre moyen de comptes actifs reflète les résultats positifs des initiatives de la Société visant à stimuler la croissance des créances et l'attention soutenue accordée aux initiatives d'intégration avec les activités du secteur Détail.

Produits

Les produits ont augmenté de 16,3 millions de dollars, ou 5,9 pour cent, en raison de la hausse des frais de carte de crédit résultant de l'augmentation des créances moyennes brutes, ce qui a été partiellement contrebalancé par la hausse des coûts liés au programme de fidélisation résultant de l'augmentation des ventes liées aux cartes de crédit.

Marge brute

La marge brute en dollars a augmenté de 5,0 pour cent, principalement en raison de la hausse des produits, qui a été partiellement contrebalancée par l'augmentation de la provision additionnelle au titre des radiations nettes et des charges d'intérêts en raison de la croissance continue des créances moyennes brutes.

Frais de vente, généraux et administratifs

Les frais de vente, généraux et administratifs ont augmenté de 4,8 millions de dollars, ou 6,7 pour cent, principalement en raison de la hausse des frais de marketing afin de soutenir la stratégie numérique de la Société et de la hausse des coûts liés aux transactions par carte de crédit.

Cumul annuel de 2017 du secteur Services Financiers par rapport au cumul annuel de 2016

Les produits ont augmenté de 26,3 millions de dollars, ou 3,1 pour cent, par rapport à l'exercice précédent en raison de la hausse des frais de carte de crédit résultant de l'augmentation des créances moyennes brutes, ce qui a été partiellement contrebalancé par la baisse des produits tirés des contrats d'assurance, la hausse des charges liées au programme de fidélisation et l'incidence de la modification de l'estimation de la direction relativement à la période d'amortissement des coûts d'acquisition de prêts, qui avait été favorable aux produits de l'exercice précédent.

Le bénéfice avant impôt s'est établi à 299,0 millions de dollars, une hausse de 19,2 millions, ou 6,9 pour cent, principalement attribuable à la croissance solide des produits, qui a été partiellement contrebalancée par l'augmentation des charges liées au personnel, des frais de marketing et des coûts liés aux transactions par carte de crédit.

5.4.3 Risques d'entreprise du secteur Services Financiers

Dans le cours normal des activités, le secteur des Services Financiers est exposé à un certain nombre de risques pouvant éventuellement nuire à son rendement opérationnel. Ces risques comprennent, sans s'y limiter, le risque de crédit à la consommation, le risque de financement lié à la titrisation, le risque de taux d'intérêt et le risque lié à l'environnement réglementaire. Pour une description des risques propres aux activités des unités commerciales, veuillez vous reporter à la section 7.4.3 du rapport de gestion figurant dans le Rapport 2016 aux actionnaires de la Société. Veuillez également vous reporter à la section 12.2 de ce même rapport pour une analyse de la gestion des risques d'entreprise et d'autres risques à l'échelle de l'industrie.

6. Analyse du bilan, liquidités et sources de financement

6.1 Faits saillants du bilan

Certains postes de l'actif, du passif et des capitaux propres de la Société au 30 septembre 2017, au 1^{er} octobre 2016 et au 31 décembre 2016 sont présentés ci-dessous.

(en millions de dollars canadiens)	30 septembre 2017	1 ^{er} octobre 2016	31 décembre 2016
Actif			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	653,4 \$	300,2 \$	829,7 \$
Créances clients et autres débiteurs	810,4	883,4	690,8
Créances sur prêts	5 295,7	4 868,9	5 138,4
Stocks de marchandises	2 280,9	2 206,8	1 710,7
Immeubles de placement	293,8	232,5	266,4
Total de l'actif	16 078,9	15 254,1	15 302,8
Passif			
Dette bancaire	— \$	38,5 \$	5,9 \$
Dépôts	994,1	901,8	950,7
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	2 172,7	2 054,9	1 856,9
Emprunts à court terme	228,1	106,3	199,4
Tranche à court terme de la dette à long terme	456,7	231,2	653,4
Dette à long terme	3 377,5	3 094,0	2 667,1
Dépôts à long terme	1 374,5	1 272,5	1 230,8
Total du passif	10 575,1	9 663,7	9 565,5

L'augmentation d'un exercice à l'autre du total de l'actif de 824,8 millions de dollars est principalement attribuable aux éléments suivants :

- une augmentation des créances sur prêts de 426,8 millions de dollars, principalement attribuable à la croissance des créances moyennes brutes du secteur Services Financiers;
- une augmentation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, déduction faite de la dette bancaire, de 391,7 millions de dollars (veuillez vous reporter au Sommaire des flux de trésorerie à la section 6.2 du présent rapport de gestion);
- une augmentation des stocks de marchandises de 74,1 millions de dollars favorisée par la hausse des stocks chez Canadian Tire pour soutenir les ventes des saisons d'automne et d'hiver, partiellement contrebalancée par une diminution des stocks chez FGL Sports;
- une augmentation des immeubles de placement de 61,3 millions de dollars, principalement attribuable à l'acquisition par CT REIT d'un immeuble à locataires multiples en Colombie-Britannique au quatrième trimestre de 2016 et de 12 immeubles autonomes à locataire unique occupés par des succursales de la CIBC, au troisième trimestre de 2017;

partiellement contrebalancées par :

- une diminution des créances clients et autres débiteurs de 73,0 millions de dollars, en raison du calendrier de paiements lié à l'entente de partage des coûts et de la marge de la Société avec les marchands, ainsi que de la diminution de la juste valeur des actifs dérivés découlant de l'évaluation moins favorable du portefeuille de contrats de couverture de change et de la diminution des montants à recevoir au titre des prêts hypothécaires en raison du calendrier de paiements, partiellement contrebalancées par la hausse des créances clients et autres débiteurs de FGL Sports résultant du calendrier de paiements des franchisés.

L'augmentation d'un exercice à l'autre du total du passif de 911,4 millions de dollars est principalement attribuable aux éléments suivants :

- une hausse nette de la dette (tranche à court terme et à long terme) de 509,0 millions de dollars résultant principalement de l'émission de billets à terme de série 2017-1 pour un montant de 560 millions par les Services Financiers en juin 2017, et de l'émission de débentures de premier rang pour un montant de 175 millions par CT REIT en juin 2017, compensées par l'arrivée à échéance de billets de premier rang et subordonnés des Services Financiers d'un montant de 211,6 millions en mai 2017;
- une augmentation nette des dépôts (tranche à court terme et à long terme) de 194,3 millions de dollars résultant de la hausse des dépôts dans des CPG, partiellement compensée par une baisse du volume de comptes d'épargne à intérêt élevé au sein des Services Financiers;

- une hausse des emprunts à court terme de 121,8 millions de dollars résultant des prélèvements sur la facilité de crédit de la Société;
- une augmentation des dettes fournisseurs et autres créditeurs de 117,8 millions de dollars résultant de la hausse de la juste valeur de passifs dérivés attribuable à une évaluation moins favorable du portefeuille de contrats de couverture de change, de la hausse des paiements fondés sur des actions à verser et du calendrier de paiements dans l'ensemble des bannières de détail.

Le total de l'actif a augmenté de 776,1 millions de dollars par rapport au 31 décembre 2016, principalement en raison de la hausse des stocks de marchandises découlant de la constitution des stocks d'articles saisonniers pour l'hiver dans l'ensemble des bannières de détail. La hausse a également été favorisée par l'augmentation du nombre de comptes actifs et des soldes moyens par compte du secteur Services Financiers, ainsi que par l'augmentation des créances clients et autres débiteurs résultant de la hausse des livraisons chez Canadian Tire et chez FGL Sports tandis que les magasins se préparent pour la saison hivernale. Ces hausses ont été partiellement contrebalancées par la baisse de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, déduction faite de la dette bancaire (veuillez vous reporter au Sommaire des flux de trésorerie à la section 6.2 du présent rapport de gestion pour plus de détails), et par la baisse des actifs dérivés en raison de l'évaluation moins favorable du portefeuille de contrats de couverture de change et de capitaux propres.

Le total du passif a augmenté de 1 009,6 millions de dollars par rapport au 31 décembre 2016, principalement en raison d'une augmentation nette de la dette à long terme, pour les raisons mentionnées précédemment, de l'augmentation des dettes fournisseurs et autres créditeurs attribuable à la hausse d'achats de stock en préparation de la saison hivernale, ainsi qu'à la hausse des passifs dérivés. Ces facteurs ont été compensés en partie par la diminution des charges à payer liées aux certificats-cadeaux et aux honoraires de conseil. L'augmentation nette des dépôts résulte de la hausse des dépôts dans des CPG, partiellement contrebalancée par une diminution du volume de comptes d'épargne à intérêt élevé au sein des Services Financiers.

Pour obtenir les détails du bilan, veuillez vous reporter aux bilans consolidés intermédiaires résumés figurant dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés du troisième trimestre de 2017.

6.2 Sommaire des flux de trésorerie

La position de trésorerie et d'équivalents de trésorerie de la Société, déduction faite de la dette bancaire, s'établissait à 653,4 millions de dollars au 30 septembre 2017.

Les flux de trésorerie consolidés intermédiaires résumés de la Société pour les périodes closes le 30 septembre 2017 et le 1^{er} octobre 2016 sont présentés dans le tableau ci-dessous.

(en millions de dollars canadiens)	T3 2017	T3 2016	Variation	Cumul annuel T3 2017	Cumul annuel T3 2016	Variation
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation avant l'élément suivant :	64,4 \$	108,0 \$	(43,6) \$	295,6 \$	259,1 \$	36,5 \$
Variation des créances sur prêts	(45,2)	(5,4)	(39,8)	(159,9)	(46,8)	(113,1)
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation	19,2	102,6	(83,4)	135,7	212,3	(76,6)
Flux de trésorerie (affectés aux) provenant des activités d'investissement avant l'élément suivant :	(26,0)	2,0	(28,0)	(49,7)	(15,4)	(34,3)
Variation des placements à court terme	231,7	72,4	159,3	5,9	(40,5)	46,4
Entrées d'immobilisations corporelles, d'immeubles de placement et d'immobilisations incorporelles	(144,6)	(154,7)	10,1	(338,9)	(596,6)	257,7
Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités d'investissement	61,1	(80,3)	141,4	(382,7)	(652,5)	269,8
Flux de trésorerie (affectés aux) activités de financement avant les éléments suivants :	(93,0)	(86,0)	(7,0)	(170,4)	(130,2)	(40,2)
Variation de la dette à long terme et des emprunts à court terme	134,2	(2,8)	137,0	540,3	345,6	194,7
Rachat d'actions	(153,7)	(113,6)	(40,1)	(478,0)	(332,8)	(145,2)
Variation des dépôts	(3,7)	(81,7)	78,0	184,7	(81,3)	266,0
Flux de trésorerie (affectés aux) provenant des activités de financement	(116,2)	(284,1)	167,9	76,6	(198,7)	275,3
Flux de trésorerie (utilisés) au cours de la période	(35,9) \$	(261,8) \$	225,9 \$	(170,4) \$	(638,9) \$	468,5 \$

Les flux de trésorerie utilisés par la Société au cours du trimestre ont diminué pour s'établir à 35,9 millions de dollars, comparativement à 261,8 millions à l'exercice précédent. La baisse des flux de trésorerie utilisés de 225,9 millions de dollars était principalement attribuable aux éléments suivants :

- l'échéance de placements à court terme d'environ 160,4 millions de dollars;
 - les emprunts à court terme de 137,0 millions de dollars résultant des prélèvements sur la facilité de crédit de la Société;
 - une augmentation de 78,0 millions de dollars des dépôts dans des CPG au sein du secteur Services Financiers;
- partiellement contrebalancés par :
- une hausse des paiements de 40,1 millions dans le cadre du programme de rachat d'actions de la Société;
 - une hausse des créances sur prêts de 39,8 millions résultant de la croissance du portefeuille de cartes de crédit.

Pour ce qui est du cumul annuel, les flux de trésorerie utilisés par la Société ont diminué pour s'établir à 170,4 millions de dollars, comparativement à 638,9 millions à l'exercice précédent. La diminution des flux de trésorerie utilisés de 468,5 millions de dollars était principalement attribuable aux éléments suivants :

- une augmentation des dépôts dans des CPG de 266,0 millions de dollars au sein du secteur Services Financiers;
 - la diminution de 257,7 millions de dollars des entrées d'immobilisations corporelles, d'immeubles de placement et d'immobilisations incorporelles en raison de la baisse des acquisitions de tiers par CT REIT par rapport à la période correspondante de 2016, ainsi que de la diminution des dépenses liées à l'immobilier et au centre de distribution de Bolton par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent;
 - l'augmentation de 194,7 millions de dollars de l'émission de billets à terme de série 2017-1 par Glacier, partiellement compensée par le remboursement de billets de premier rang et subordonnés et par la diminution des émissions de débentures par CT REIT d'un exercice à l'autre;
 - la hausse de 46,4 millions de dollars des placements à court terme;
- partiellement contrebalancées par :
- une hausse des paiements de 145,2 millions dans le cadre du programme de rachat d'actions de la Société;
 - une hausse des créances sur prêts de 113,1 millions résultant de la croissance du portefeuille de cartes de crédit.

6.3 Gestion du capital

Afin de soutenir son plan de croissance et de réaliser ses impératifs stratégiques, la Société gère son capital de façon active.

6.3.1 Objectifs en matière de gestion du capital

Les objectifs de la Société en matière de gestion du capital sont les suivants :

- maintien de liquidités suffisantes afin de remplir ses obligations financières et de mener à bien ses plans opérationnels et stratégiques;
- maintien de réserves de liquidités saines et d'un bon accès au capital;
- réduction du coût du capital après impôt tout en prenant en considération les risques et les conditions actuels et futurs sur les plans de l'industrie, du marché et de l'économie.

La conjoncture économique actuelle n'a pas amené la direction à modifier les objectifs de la Société en matière de gestion du capital.

6.3.2 Capital sous gestion

Le capital peut être défini de différentes façons selon l'entreprise et le secteur d'activité ainsi qu'à d'autres fins. La définition du capital de la Société est la même que celle donnée à la note 4 des états financiers consolidés figurant dans le Rapport 2016 aux actionnaires de la Société, laquelle inclut la dette de Glacier Credit Card Trust (« Glacier »), mais exclut la dette de Franchise Trust.

La Société surveille sa structure du capital en évaluant le ratio de la dette par rapport au bénéfice et gère le service de sa dette et ses autres obligations fixes en faisant un suivi de ses ratios de couverture des intérêts et autres ratios de couverture, et en prévoyant les liquidités générales. Dans le cadre de ce processus, la direction calcule et surveille les paramètres de la dette nette ajustée consolidée. La section 9.3.2 du présent rapport de gestion présente le rapprochement de la dette nette ajustée de la Société au 30 septembre 2017 et des mesures définies par les PCGR.

La Société gère sa structure du capital à long terme de manière à optimiser l'équilibre entre l'efficacité du capital, la souplesse financière et l'atténuation des risques. La direction calcule ses ratios afin de simuler la méthode employée par les agences de notation du crédit et d'autres participants du marché sur une base courante et prospective. Pour évaluer l'efficacité avec laquelle elle gère son capital, la direction surveille ces ratios en fonction des fourchettes cibles.

Au 30 septembre 2017 et au 1^{er} octobre 2016, la Société était conforme à toutes les clauses restrictives financières établies en vertu de ses ententes d'emprunt existantes. En vertu de ces clauses restrictives, la Société dispose d'une souplesse suffisante pour soutenir la croissance des activités. CT REIT était conforme à toutes les clauses restrictives financières établies en vertu de l'acte de fiducie, de la convention de crédit bancaire et de la déclaration de fiducie au 30 septembre 2017 et au 1^{er} octobre 2016. La Société s'est également conformée à toutes les lignes directrices réglementaires concernant le capital établies par le Bureau du surintendant des institutions financières Canada et à son processus interne d'évaluation de la suffisance du capital se rapportant aux activités de la BCT, une banque à charte fédérale, et elle respectait toutes les clauses restrictives financières établies en vertu de ses facilités de crédit.

6.4 Dépenses d'investissement

Les dépenses d'investissement de la Société pour les périodes closes le 30 septembre 2017 et le 1^{er} octobre 2016 se présentent comme suit :

(en millions de dollars canadiens)	T3 2017	T3 2016	Cumul annuel T3 2017	Cumul annuel T3 2016
Immobilier	46,0 \$	87,3 \$	100,3 \$	197,4 \$
Technologies de l'information	38,9	47,9	111,3	136,3
Autres dépenses d'exploitation	14,3	11,6	26,4	26,3
Dépenses d'investissement liées à l'exploitation	99,2	146,8	238,0	360,0
Acquisitions et aménagements de CT REIT, excluant les ventes internes conclues avec la Société ¹	41,6	13,7	55,3	131,9
Capacité de distribution	4,7	25,4	33,2	93,1
Total des dépenses d'investissement²	145,5 \$	185,9 \$	326,5 \$	585,0 \$

¹ Les dépenses d'investissement de CT REIT comprennent un montant de 0,2 million de dollars au troisième trimestre de 2017 (2016 – 1,0 million) et de 1,0 million pour le cumul annuel du troisième trimestre de 2017 (2016 – 1,4 million) lié à la construction de magasins des bannières Mark's et FGL Sports.

² Les dépenses d'investissement sont établies selon la méthode de la comptabilité d'engagement et comprennent les acquisitions de logiciels, mais excluent les acquisitions liées à des regroupements d'entreprises et à la propriété intellectuelle.

Les dépenses d'investissement totales ont diminué de 40,4 millions de dollars au cours du troisième trimestre de 2017 par rapport au troisième trimestre de 2016, principalement en raison de la réduction des dépenses liées à l'immobilier résultant de la diminution du nombre de projet au cours de l'exercice par rapport à l'exercice précédent et de la baisse des dépenses liées à la capacité de distribution étant donné que le centre de distribution de Bolton est maintenant entièrement fonctionnel, partiellement contrebalancées par l'acquisition par CT REIT de 12 immeubles autonomes à locataire unique qui sont occupés par des succursales de la CIBC.

Le cumul annuel des dépenses d'investissement totales a diminué de 258,5 millions de dollars d'un exercice à l'autre en raison de la baisse des dépenses liées à l'immobilier, des acquisitions par CT REIT et de la capacité de distribution, tel qu'il est expliqué précédemment. Les dépenses liées à l'immobilier ont diminué de 97,1 millions de dollars étant donné que les dépenses de l'exercice précédent comprenaient les dépenses liées à la conversion de cinq anciens magasins Target en magasins Canadian Tire et aux magasins additionnels construits pour FGL Sports en 2016. Les investissements liés aux acquisitions de tiers par CT REIT ont diminué de 76,6 millions de dollars en raison de l'acquisition du centre de distribution de Sears Canada au deuxième trimestre de 2016, pour un montant de 84,0 millions.

Engagements en capital

La Société avait des engagements d'environ 61,2 millions de dollars au 30 septembre 2017 (2016 – 99,4 millions) liés à l'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles.

Mise à jour sur les dépenses d'investissement

Les informations qui suivent sont des informations prospectives et les lecteurs sont prévenus que les résultats réels pourraient différer.

Dépenses d'investissement liées à l'exploitation (2017)

Comme il a été annoncé précédemment, la Société s'attend à ce que ses dépenses d'investissement liées à l'exploitation annuelles moyennes sur trois ans se situent entre 450 millions de dollars et 500 millions de 2015 à 2017. Les prévisions excluent les dépenses au titre des initiatives liées à l'efficacité opérationnelle pouvant être identifiées.

Pour l'exercice 2017, la Société s'attend à ce que les dépenses d'investissement liées à l'exploitation annuelles tendent vers la partie inférieure de la fourchette annoncée précédemment de 400 millions de dollars à 425 millions.

Dépenses d'investissement liées à la capacité de distribution (2017)

Pour l'exercice 2017, la Société s'attend à ce que les dépenses d'investissement requises pour la capacité de distribution tendent vers la partie supérieure de la fourchette annoncée précédemment de 25 millions de dollars à 50 millions, ce qui comprend les dépenses requises pour la mise en service du centre de distribution de Bolton.

Dépenses d'investissement liées à l'exploitation (2018)

La Société s'attend à ce que ses dépenses d'investissement liées à l'exploitation annuelles de 2018 et ses dépenses d'investissement liées à l'exploitation annuelles moyennes sur trois ans de 2018 à 2020 se situent entre 450 millions de dollars et 500 millions. Ces prévisions excluent les dépenses au titre des initiatives liées à l'efficacité opérationnelle pouvant être identifiées.

Les dépenses d'investissement liées à l'exploitation annuelles et moyennes décrites précédemment ne comprennent pas les dépenses liées à la capacité de distribution, ni le coût des acquisitions d'immeubles de tiers par CT REIT, dans le cadre de sa stratégie de croissance, ni les dépenses d'investissement servant à financer les initiatives futures liées à l'efficacité opérationnelle.

6.5 Acquisition d'entreprise

Dans le cadre de sa stratégie de croissance, la Société recherche activement des entreprises pouvant convenir à une acquisition et représentant une alliance stratégique pour ses activités de détail. Les acquisitions majeures ne sont toutefois envisagées que si la Société s'attend à renforcer sa position sur le marché et à créer de la valeur à long terme pour les actionnaires.

Le 14 juillet 2017, la Société a conclu l'acquisition de Padinox Inc., la société qui détient les droits canadiens de la marque de commerce Paderno, pour une contrepartie en trésorerie de 19,3 millions de dollars. La juste valeur de l'actif net acquis s'approche de la contrepartie totale transférée.

6.6 Liquidités et financement

Puisqu'elle peut accéder à du capital de multiples sources, la Société maintient une solide position de liquidités. La Société, CT REIT et la BCT disposent de diverses sources de financement de rechange afin de maintenir l'accès au niveau de liquidité nécessaire pour réaliser les impératifs stratégiques de la Société.

Marges de crédit bancaire consenties

Le 7 juillet 2017, l'échéance de la marge de crédit bancaire consentie de la Société Canadian Tire a été prorogée en juillet 2022. Au 30 septembre 2017, la Société avait un emprunt impayé de 125,0 millions de dollars en vertu de sa marge de crédit bancaire.

Le 27 septembre 2017, CT REIT a prorogé l'échéance de sa marge de crédit bancaire totalisant 300 millions de dollars en septembre 2022. Au 30 septembre 2017, CT REIT avait des lettres de crédit pour un montant de 1,8 million de dollars et des emprunts de 13,0 millions en cours en vertu de sa marge de crédit bancaire. La Société n'avait aucun autre emprunt impayé en vertu de ses marges de crédit bancaire.

Après le 30 septembre 2017, la BCT a prorogé en octobre 2020 l'échéance de sa marge de crédit bancaire consentie totalisant 250 millions de dollars, et elle a prorogé en octobre 2020 l'échéance de ses facilités d'achat de billets consenties, permettant l'achat de billets de premier rang et de billets subordonnés émis par Glacier pour un montant maximal de deux milliards. Au 30 septembre 2017, la BCT n'avait aucun emprunt impayé en vertu de ses facilités de financement.

Prospectus préalables de base simplifiés

Le 5 avril 2017, CT REIT a renouvelé son prospectus préalable de base aux termes duquel des titres d'emprunt et de capitaux propres peuvent être émis pour un montant total maximal de capital de 2,0 milliards de dollars.

Le 19 mai 2017, Glacier a renouvelé son prospectus préalable de base qui lui permet d'accéder à un capital maximal de 2,0 milliards de dollars au moyen de titres d'emprunt adossés à des créances sur cartes de crédit.

Déventures

Le 16 juin 2017, CT REIT a émis des déventures non garanties de premier rang de série E pour un montant de 175 millions de dollars, à un taux de 3,469 pour cent, échéant le 16 juin 2027. L'émission de déventures a été effectuée dans le cadre du prospectus préalable de base simplifié daté du 5 avril 2017 de CT REIT, ainsi que du supplément de prospectus daté du 13 juin 2017.

Titrisation de créances

Le 1^{er} juin 2017, dans le cadre de son prospectus préalable de base simplifié daté du 19 mai 2017 et du supplément de fixation du prix n° 1 daté du 25 mai 2017, Glacier a émis des billets à terme de série 2017-1 pour un montant de 560 millions de dollars, dont la date de remboursement prévue est le 20 septembre 2022, constitués de billets de premier rang d'un montant en capital de 523,6 millions portant intérêt à 2,048 pour cent par année et de billets subordonnés d'un montant en capital de 36,4 millions portant intérêt à 3,298 pour cent par année.

Au 30 septembre 2017, Glacier avait du papier commercial adossé à des créances d'un montant de 90,3 millions de dollars en cours. Pour soutenir le programme, le 7 juillet 2017, l'échéance de la facilité de trésorerie de 300 millions de dollars de Glacier, servant de crédit de sûreté pour les titres de série 1997-1 de son programme de papier commercial adossé à des actifs, a été prorogée en juillet 2020.

La section 8.5 du rapport de gestion figurant dans le Rapport 2016 aux actionnaires de la Société présente une description détaillée des sources de financement et des notations du crédit de la Société, ainsi que des conditions du marché du crédit.

6.6.1 Obligations contractuelles, garanties et engagements

La Société fait appel à diverses sources afin d'assurer le financement des dépenses d'investissement, des besoins en fonds de roulement, du versement de dividendes et d'autres besoins financiers, comme les remboursements sur la dette et les rachats d'actions de catégorie A sans droit de vote en vertu d'une offre publique de rachat dans le cours normal des activités. De plus, la Société a diverses obligations liées aux contrats de location-financement, aux contrats de location simple et aux achats. Veuillez vous reporter à la section 8.5.1.1 du rapport de gestion figurant dans le Rapport 2016 aux actionnaires de la Société pour une description des obligations contractuelles au 31 décembre 2016. Les obligations contractuelles en cours n'ont connu aucun changement important par rapport à celles relevées à la fin de l'exercice, à part celles qui sont décrites dans le présent document. Au 30 septembre 2017, la Société était d'avis qu'elle disposait des liquidités suffisantes pour s'acquitter de ses obligations contractuelles.

Dans le cours normal des activités, la Société conclut plusieurs ententes pouvant comporter certaines caractéristiques qui correspondent à la définition d'une garantie et prévoient des engagements d'indemnisation à des contreparties dans le cadre de diverses transactions, qui prévoient que la Société indemnise les contreparties de certains montants et frais engagés. Pour une analyse des garanties et des engagements importants de la Société, veuillez vous reporter à la note 34 des états financiers consolidés figurant dans le Rapport 2016 aux actionnaires de la Société. L'exposition maximale de la Société au risque de crédit relatif aux garanties et engagements mentionnés ci-dessus est présentée à la note 5 des états financiers consolidés figurant dans le Rapport 2016 aux actionnaires de la Société. Les garanties et engagements n'ont connu aucun changement important par rapport à ceux relevés à la fin de l'exercice, à part ceux qui sont décrits dans le présent document.

7. Capitaux propres

7.1 Actions en circulation

(en millions de dollars canadiens)	30 septembre 2017	1 ^{er} octobre 2016	31 décembre 2016
Autorisées			
3 423 366 actions ordinaires			
100 000 000 d'actions de catégorie A sans droit de vote			
Émises			
3 423 366 actions ordinaires (1 ^{er} octobre 2016 – 3 423 366; 31 décembre 2016 – 3 423 366)	0,2 \$	0,2 \$	0,2 \$
64 141 483 actions de catégorie A sans droit de vote (1 ^{er} octobre 2016 – 68 132 860; 31 décembre 2016 – 67 323 781)	623,9	653,7	647,9
	624,1 \$	653,9 \$	648,1 \$

Chaque année, la Société effectue une offre publique de rachat dans le cours normal des activités à la Bourse de Toronto (la « TSX ») qui lui permet de racheter des actions sur le marché libre.

Le 10 novembre 2016, la Société a annoncé son intention de racheter des actions de catégorie A sans droit de vote pour un montant de 550 millions de dollars d'ici la fin de 2017, en plus du nombre d'actions devant être rachetées à des fins d'antidilution. Le 23 février 2017, la TSX a accepté l'avis d'intention de la Société en vue d'effectuer une offre publique de rachat dans le cours normal des activités pour racheter un nombre maximal de 6,0 millions d'actions de catégorie A sans droit de vote entre le 2 mars 2017 et le 1^{er} mars 2018, ce qui représente environ 9,4 pour cent des actions de catégorie A sans droit de vote émises et en circulation au 14 février 2017.

Le tableau suivant résume les rachats effectués par la Société relativement à l'annonce du 10 novembre 2016.

(en millions de dollars canadiens)

Intention de rachat d'actions annoncée le 10 novembre 2016	550,0 \$
Actions rachetées du 1 ^{er} janvier 2017 au 30 septembre 2017	477,2
Actions restantes à racheter en 2017 en vertu de l'annonce du 10 novembre 2016	72,8 \$

Les informations qui suivent sont des informations prospectives et les lecteurs sont prévenus que les résultats réels pourraient différer.

En novembre 2017, la Société a terminé les rachats relatifs à l'annonce du 10 novembre 2016, et a annoncé qu'elle avait l'intention de racheter des actions de catégorie A sans droit de vote pour un montant additionnel de 550 millions de dollars, en plus du nombre d'actions requis à des fins d'antidilution, d'ici la fin de l'exercice 2018, sous réserve de l'approbation par les autorités de réglementation du renouvellement de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités.

7.2 Dividendes

La Société a un bon historique en matière d'augmentation de ses dividendes annuels et a visé par le passé un ratio de paiement cible de 25 pour cent à 30 pour cent du bénéfice normalisé de l'exercice précédent. La Société a augmenté le ratio de paiement de dividende cible à environ 30 pour cent à 40 pour cent du bénéfice normalisé de l'exercice précédent, après avoir tenu compte de la situation de trésorerie et des besoins futurs en liquidités, des conditions des marchés boursiers et des occasions d'investissement à la fin de la période.

La Société a déclaré des dividendes payables aux détenteurs d'actions de catégorie A sans droit de vote et d'actions ordinaires au taux de 0,90 \$ par action, une hausse du dividende trimestriel de 0,25 \$ par action (1,00 \$ par action annuellement) payables le 1^{er} mars 2018 aux actionnaires inscrits aux registres en date du 31 janvier 2018. Le dividende est considéré comme un « dividende déterminé » aux fins de l'impôt.

7.3 Contrats dérivés sur actions

La Société conclut des contrats dérivés sur actions pour compenser partiellement son exposition aux fluctuations des charges liées aux options sur actions et aux régimes d'octroi d'unités d'actions au rendement et d'unités d'actions différées. La Société utilise actuellement des contrats à livrer sur actions à taux variable.

Au cours du trimestre, les contrats livrés sur actions qui couvraient 125 000 options sur actions et unités d'actions au rendement ont été réglés et ont donné lieu à un paiement à la Société de moins de 0,1 million de dollars. Durant le trimestre, la Société a également conclu des contrats à livrer sur actions à taux variable afin de compenser son exposition à 140 000 options sur actions et unités d'actions au rendement à un prix d'achat moyen pondéré de 156,40 \$.

8. Questions fiscales

Dans le cours normal des activités, la Société fait régulièrement l'objet de vérifications menées par l'administration fiscale. Bien que la Société ait établi que les déclarations fiscales qu'elle produit sont appropriées et justifiables, il arrive de temps à autre que certains éléments fassent l'objet d'une révision et soient contestés par l'administration fiscale.

Il n'y a eu aucune modification significative relativement à l'état des vérifications menées par l'administration fiscale, telles qu'elles sont présentées dans la section 10 du rapport de gestion qui figure dans le Rapport 2016 aux actionnaires de la Société.

La Société examine périodiquement la possibilité de dénouements défavorables en matière de questions fiscales. La Société est d'avis que la décision finale relativement à ces questions fiscales n'aura pas d'incidence défavorable significative sur ses liquidités, sur sa situation financière consolidée ni sur son bénéfice net, car elle a déterminé qu'elle a constitué des provisions adéquates à l'égard de ces questions fiscales. Si le passif d'impôt définitif diffèrait sensiblement des provisions établies, cela pourrait avoir des répercussions positives ou négatives sur le taux d'imposition effectif de la Société et sur son bénéfice dans la période au cours de laquelle les questions seront en fin de compte résolues.

Pour les périodes de 13 et de 39 semaines closes le 30 septembre 2017, l'impôt sur le résultat s'est établi à 68,3 millions de dollars (2016 – 68,5 millions) et à 184,8 millions (2016 – 170,5 millions), respectivement. Le taux d'imposition effectif pour les périodes de 13 et de 39 semaines closes le 30 septembre 2017 s'est établi à 25,6 pour cent (2016 – 25,7 pour cent) et à 26,1 pour cent (2016 – 26,1 pour cent), respectivement. Le taux d'imposition est demeuré relativement stable par rapport à l'exercice précédent étant donné que l'augmentation des ajustements apportés aux estimations fiscales et la diminution des avantages fiscaux liés aux cessions d'immobilisations ont été principalement contrebalancées par la baisse de la charge liée aux options sur actions non déductible au cours du trimestre.

Les informations qui suivent sont des informations prospectives et les lecteurs sont prévenus que les résultats réels pourraient différer.

La direction avait précédemment annoncé un taux d'imposition effectif annuel attendu, excluant l'incidence de la variation de la juste valeur de l'instrument financier rachetable, de 27,0 pour cent pour l'exercice 2017. La direction s'attend maintenant à ce que le taux soit inférieur (environ 26,5 pour cent) à cette estimation en raison des ajustements apportés aux estimations fiscales en 2017.

La direction s'attend à ce que le taux d'imposition effectif annuel, excluant l'incidence de la variation de la juste valeur de l'instrument financier rachetable, s'établisse à environ 27,0 pour cent pour l'exercice 2018.

9. Méthodes et estimations comptables et mesures non définies par les PCGR

9.1 Estimations comptables critiques

La Société estime certains des montants reflétés dans ses états financiers consolidés intermédiaires résumés en se servant de modèles financiers détaillés qui sont fondés sur des résultats antérieurs, des tendances actuelles et d'autres hypothèses qui sont censées être raisonnables. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations. La direction est d'avis que les estimations et les méthodes comptables présentées en détail aux notes 2 et 3 des états financiers consolidés figurant dans le Rapport 2016 aux actionnaires de la Société n'exigent pas que la direction formule des hypothèses sur des questions comportant un degré élevé d'incertitude. Par conséquent, aucune de ces estimations n'est considérée comme une « estimation comptable critique » telle qu'elle est définie dans l'Annexe 51-102A1 publiée par la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario, à l'exception des éléments présentés ci-après.

De l'avis de la Société, les provisions pour perte de valeur relative aux créances des Services Financiers sont considérées comme une « estimation comptable critique ». Les pertes au titre des prêts douteux sont comptabilisées lorsqu'il existe une indication objective qu'une dépréciation du portefeuille de prêts est survenue. Les provisions pour perte de valeur sont calculées pour des prêts distincts et pour des groupes de prêts évalués collectivement. Toutes les créances sur prêts importantes à titre individuel sont soumises à un test de dépréciation spécifique. Les créances sur prêts qui ne sont pas importantes à titre individuel sont soumises collectivement à un test de dépréciation, dans le cadre duquel les créances sur prêts assorties de risques similaires sont regroupées. La Société utilise un modèle de taux graduel qui a recours à une analyse des données historiques, aux indicateurs économiques et à l'expérience en matière de défaut pour estimer le nombre de prêts qui seront radiés ultérieurement. Le comportement futur des clients peut être influencé par certains facteurs, notamment la variation des taux d'intérêt ou de chômage et les changements à la structure de programmes. Les taux de défaut, les taux de perte et les recouvrements de trésorerie sont comparés régulièrement aux résultats réels afin d'évaluer si les hypothèses de la direction demeurent valides.

9.2 Changements de méthodes comptables

Normes, modifications et interprétations publiées et adoptées

Initiative concernant les informations à fournir

En janvier 2016, l'International Accounting Standards Board (l'« IASB ») a publié *Initiative concernant les informations à fournir (modifications d'IAS 7), Tableau des flux de trésorerie*, dans le cadre de l'initiative concernant les informations à fournir de l'IASB. Ces modifications exigent des entités qu'elles présentent des informations qui permettent aux utilisateurs des états financiers d'évaluer les changements dans les passifs découlant d'activités de financement, y compris les variations des flux de trésorerie et les variations sans effet sur la trésorerie.

Les modifications sont en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2017, et elles n'ont pas eu d'incidence sur les états financiers intermédiaires de la Société. La Société présentera l'information requise dans les états financiers annuels.

Normes, modifications et interprétations publiées mais non encore adoptées

Les nouvelles normes, modifications et interprétations suivantes ont été publiées et elles devraient avoir une incidence sur la Société, mais elles ne sont pas en vigueur pour l'exercice clos le 30 décembre 2017 et, par conséquent, n'ont pas été appliquées dans le cadre de la préparation des présents états financiers intermédiaires.

Instruments financiers

En juillet 2014, l'IASB a publié la version définitive d'IFRS 9, *Instruments financiers* (« IFRS 9 »), qui rassemble les phases de classement et d'évaluation, de perte de valeur et de comptabilité de couverture du projet de l'IASB visant à remplacer IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation* (« IAS 39 »). IFRS 9 sera appliquée de façon rétrospective pour l'exercice 2018, sans retraitement des données comparatives de l'exercice précédent. Les ajustements au titre d'IFRS 9 seront comptabilisés au titre du solde d'ouverture des bénéfices non distribués pour 2018.

Classement et évaluation – Les actifs financiers sont classés et évalués en fonction du modèle économique dans le cadre duquel ils sont gérés et des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels des actifs financiers. Les passifs financiers sont classés de façon semblable aux termes d'IAS 39, sauf que dans le cas des passifs financiers évalués à la juste valeur, les variations de la juste valeur découlant des modifications relatives au risque de crédit de la Société sont présentées dans les autres éléments du résultat global plutôt qu'en bénéfice net, à moins que cela n'entraîne une non-concordance comptable. La mise en œuvre des nouvelles exigences de classement et d'évaluation devrait faire en sorte que des placements à court terme et à long terme seront dorénavant classés au coût amorti (auparavant classés comme étant disponibles à la vente ou à la juste valeur par le biais du résultat net en vertu d'IAS 39). Ce changement n'aura pas d'incidence importante sur les résultats financiers de la Société.

Comptabilité de couverture – Le nouveau modèle harmonise la comptabilité de couverture avec les activités de gestion des risques entreprises par des entités pour couvrir leur exposition aux risques financiers et non financiers, en prévoyant plus d'occasions d'appliquer la comptabilité de couverture afin de tenir compte des activités de gestion des risques réelles. Les nouvelles exigences relatives à la comptabilité de couverture ne devraient pas avoir d'incidence importante sur la Société.

Dépréciation – Il n'est plus nécessaire qu'un événement déclencheur se produise avant de comptabiliser une provision pour pertes sur créances étant donné que l'évaluation de la dépréciation des actifs financiers reposera sur un modèle fondé sur les pertes sur créances attendues. La comptabilisation plus hâtive des pertes résultant de la transition à un modèle fondé sur les pertes sur créances attendues aura une incidence sur l'estimation des provisions à l'égard des créances sur cartes de crédit de la Société. Lors de la transition à IFRS 9, l'incidence de la comptabilisation plus hâtive des pertes devrait entraîner la hausse de la provision à l'égard des créances sur cartes de crédit d'un montant entre 650 millions de dollars et 750 millions. La provision à l'égard des créances sur cartes de crédit dont le risque de crédit n'a pas augmenté considérablement depuis la comptabilisation initiale est évaluée au moyen des pertes pour la durée de vie liées à des comptes qui devraient être en défaut au cours des 12 prochains mois. Pour tous les autres comptes, la Société comptabilisera une provision d'un montant correspondant au montant des pertes sur créances attendues pour la durée de vie. La détermination de l'estimation des pertes sur créances attendues repose sur des jugements importants, et elle devrait être plus volatile aux termes d'IFRS 9 en raison de la variation des comptes sur 12 mois et des pertes sur créances attendues pour la durée de vie, ainsi que de l'intégration de données prospectives. Au cours des prochains mois, la Société finalisera ses calculs de l'incidence de cette norme sur les données financières et terminera la mise à l'essai et la validation de l'application du modèle fondé sur les pertes sur créances attendues, y compris les critères d'une augmentation considérable du risque de crédit et l'incidence des données prospectives. Parallèlement, les contrôles internes, les politiques et les systèmes informatiques font l'objet d'une mise à jour, et on assure la formation des parties prenantes clés à cet égard.

Incidence réglementaire – La Société surveille de près l'incidence de l'adoption de cette norme sur la réglementation, sur le capital et sur les clauses restrictives. En mars 2017, le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire a publié « Regulatory treatment of accounting provisions – interim approach and transitional arrangements ». Cette norme maintient, de façon provisoire, le traitement réglementaire actuel des provisions comptables aux termes de l'approche standard et de l'approche des notations internes et prévoit également des dispositions transitoires potentielles. En août 2017, le Bureau du surintendant des institutions financières Canada (« BSIF ») a publié aux fins de consultation publique des révisions des lignes directrices relatives aux normes de fonds propres qui seront mises en œuvre au premier trimestre de 2018. Les révisions visent principalement le traitement des provisions résultant de l'adoption prévue d'IFRS 9. Bien que les lignes directrices finales du BSIF n'ont pas été publiées, selon l'information provisoire, il est probable que la mise en œuvre exige que la BCT conserve du capital additionnel.

Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients

En mai 2014, l'IASB a publié IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients* (« IFRS 15 »), qui remplace IAS 11, *Contrats de construction*, IAS 18, *Produits des activités ordinaires*, et l'interprétation 13 de l'International Financial Reporting Interpretations Committee, *Programmes de fidélisation de la clientèle* (« IFRIC 13 »), ainsi que diverses autres interprétations liées aux produits. IFRS 15 prévoit un modèle exhaustif unique que les entités utiliseront pour comptabiliser les produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients, à l'exception des contrats compris dans le champ d'application des normes sur les contrats de location, les contrats d'assurance et les instruments financiers. IFRS 15 comporte également des obligations d'information améliorées.

En avril 2016, l'IASB a publié des précisions à l'égard d'IFRS 15 portant sur trois sujets (l'identification des obligations de prestation, les questions permettant de déterminer si une entité agit pour son propre compte ou comme mandataire et les licences) et fournissant un allègement transitoire pour les contrats modifiés ou achevés.

La Société adoptera IFRS 15 à compter de l'exercice 2018, et elle s'attend à le faire de façon rétrospective, avec retraitement des données de l'exercice précédent. IFRS 15 touche principalement la présentation des programmes de fidélisation de la Société, plus particulièrement le programme de fidélisation de la clientèle Mon « Argent » Canadian Tire^{MD}. Les coûts liés au programme de fidélisation auparavant comptabilisés dans les frais de vente, généraux et administratifs seront dorénavant comptabilisés à titre de réduction des produits, et le passif connexe auparavant comptabilisé dans les provisions sera comptabilisé dans les dettes fournisseurs et autres créditeurs.

Contrats de location

En janvier 2016, l'IASB a publié IFRS 16, *Contrats de location* (« IFRS 16 »), qui a remplacé IAS 17, *Contrats de location* (« IAS 17 »), ainsi que les interprétations connexes. IFRS 16 prévoit un modèle comptable unique pour les preneurs qui exige la comptabilisation des actifs et des passifs à l'égard de tous les contrats de location, à moins que la durée du contrat soit de 12 mois ou moins, ou que l'actif sous-jacent ait une faible valeur. IFRS 16 maintient essentiellement la comptabilisation par le bailleur prévue par IAS 17, notamment la distinction entre les contrats de location simple et les contrats de location-financement.

IFRS 16 sera appliquée pour l'exercice 2019. La Société évalue l'incidence potentielle de cette norme sur les états financiers.

Contrats d'assurance

En mai 2017, l'IASB a publié IFRS 17, *Contrats d'assurance* (« IFRS 17 »), qui remplace IFRS 4, *Contrats d'assurance*, et qui établit un nouveau modèle de comptabilisation des obligations au titre des contrats d'assurance, des produits tirés des primes et des charges liées aux réclamations. IFRS 17 entrera en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2021, et l'adoption anticipée est permise. La Société évalue l'incidence potentielle de cette norme.

9.3 Mesures clés de rendement opérationnel et mesures financières non définies par les PCGR

La Société utilise certaines mesures clés de rendement opérationnel et mesures financières non définies par les PCGR et elle estime que celles-ci fournissent des renseignements utiles à la direction et aux investisseurs pour évaluer la performance financière et la situation financière de la Société, pour les raisons suivantes.

Certaines de ces mesures n'ont pas de signification normalisée en vertu des PCGR; elles peuvent donc ne pas être comparables à des mesures présentées par d'autres sociétés ouvertes sous des intitulés semblables. Elles ne doivent pas être considérées en remplacement des autres mesures financières définies conformément aux PCGR.

9.3.1 Mesures clés de rendement opérationnel

Ventes au détail

Les ventes au détail font référence à la valeur au point de vente (par exemple, à la caisse enregistreuse) de tous les biens et services vendus aux clients de détail dans les magasins exploités par des marchands, les franchisés Mark's et FGL Sports, les détaillants de la Division pétrolière et dans les succursales de toutes les bannières, et des services fournis dans le cadre de l'offre des Services résidentiels ainsi que des biens vendus par l'entremise des réseaux de vente en ligne de la Société. Le total de ces ventes au détail ne fait pas partie des états financiers consolidés intermédiaires résumés de la Société. Une aspiration à l'égard des ventes au détail du secteur Détail a été incluse dans les aspirations financières de la Société. Les descriptions des ventes des bannières de détail se trouvent dans les notes de bas de page du tableau figurant à la section 5.2.2 du présent rapport de gestion.

La direction est d'avis que les ventes au détail et les données de comparaison d'un exercice à l'autre fournissent des informations utiles aux investisseurs, qui s'attendent à obtenir ces informations et s'y réfèrent en vue d'évaluer la taille et la vitalité financière du réseau de magasins de détail de la Société. Ces mesures servent également d'indication de la solidité de la marque de la Société, ce qui a finalement une incidence sur sa performance financière consolidée.

Les produits, qui sont présentés dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés de la Société, sont principalement tirés de la vente de biens aux marchands et aux franchisés Mark's et FGL Sports, des ventes d'essence par l'entremise de détaillants de la Division pétrolière, de la vente de marchandises aux clients de détail dans les succursales des bannières Mark's, PartSource et FGL Sports, de la vente de services par les Services résidentiels, de la vente de marchandises aux clients par l'entremise d'une entreprise de commerce interentreprises, et des ventes réalisées par l'entremise du réseau de ventes en ligne de la Société, ainsi que des intérêts, des frais de service, des commissions d'interchange et d'autres frais, et des produits d'assurance vendus aux détenteurs de cartes de crédit dans le secteur Services Financiers, de même que des loyers payés par des locataires tiers dans le secteur CT REIT.

Ventes dans les magasins semblables

Les ventes dans les magasins semblables sont une mesure qu'utilise la direction, et la mesure la plus communément utilisée dans le secteur du commerce de détail, pour déterminer la croissance des ventes générées par le réseau de magasins existants et éliminer l'incidence de l'ouverture et de la fermeture de magasins au cours de la période. En ce qui concerne les magasins Canadian Tire, le calcul ne comprend pas les magasins qui ont été rénovés, remplacés ou agrandis et pour lesquels la variation de la superficie dépasse 25 pour cent de la superficie du magasin initial, mais comprend les ventes dans tous les magasins ouverts depuis au moins un an et une semaine et les ventes de cybercommerce. Pour ce qui est de Mark's et de FGL Sports, les ventes dans les magasins semblables comprennent les ventes dans tous les magasins ouverts depuis au moins le début du mois correspondant de l'exercice précédent et les ventes de cybercommerce. La Société examine également les ventes dans les magasins semblables consolidées, qui comprennent les ventes dans les magasins semblables de Canadian Tire (incluant PartSource), de FGL Sports et de Mark's, mais excluent les ventes dans les magasins semblables de la Division pétrolière. De l'information additionnelle sur les ventes dans les magasins semblables et sur la croissance des ventes au détail de Canadian Tire, de Mark's et de FGL Sports est présentée à la section 5.2.2 du présent rapport de gestion.

Ventes par pied carré

La direction et les investisseurs ont recours à la comparaison des ventes par pied carré sur plusieurs périodes afin de déterminer si le lancement de nouveaux aménagements de magasins et de stratégies de commercialisation de la Société rend plus productive l'utilisation des actifs existants. Les ventes par pied carré de Canadian Tire, de Mark's et de FGL Sports sont décrites à la section 5.2.2 du présent rapport de gestion, de même que dans le glossaire figurant dans le Rapport 2016 aux actionnaires de la Société.

Rendement du capital investi dans les activités de détail

La Société estime que le rendement du capital investi dans les activités de détail est utile pour évaluer le rendement du capital investi dans ses actifs de détail. Le rendement du capital investi dans les activités de détail est calculé en divisant le bénéfice tiré des activités de détail sur 12 mois par le capital moyen investi. Le bénéfice tiré des activités de détail est défini comme étant le bénéfice après impôt du secteur Détail, excluant les charges d'intérêts, le bénéfice intersectoriel, les paiements minimaux au titre de la location et les participations ne donnant pas le contrôle. Le capital investi moyen est défini comme étant le total des actifs du secteur Détail, incluant les contrats de location simple inscrits à l'actif en fonction d'un facteur de huit, moins les passifs courants et les soldes intersectoriels du secteur Détail pour l'exercice en cours et l'exercice précédent. Une aspiration à l'égard du rendement du capital investi du secteur Détail sur trois ans a été incluse dans les aspirations financières de la Société.

Rendement des créances

Le rendement des créances est utilisé par la direction pour évaluer la rentabilité de l'ensemble du portefeuille de créances des Services Financiers. Le rendement des créances est calculé au moyen de la division du bénéfice avant impôt et des profits/pertes à la cession d'immobilisations corporelles par le total du portefeuille géré moyen sur une période de 12 mois. Une aspiration à l'égard du rendement des créances, qui sera réalisée sur une base annuelle, a été incluse dans les aspirations financières de la Société pour la période de trois ans allant de 2015 à 2017.

9.3.2 Mesures financières non définies par les PCGR

BAIIA ajusté

Le tableau suivant présente un rapprochement du bénéfice consolidé avant impôt, charges financières nettes, amortissements et variation de la juste valeur de l'instrument financier rachetable, ou le BAIIA ajusté, avec le bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Société Canadian Tire, qui est une mesure définie par les PCGR présentée dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés pour les périodes closes le 30 septembre 2017 et le 1^{er} octobre 2016. La direction utilise le BAIIA ajusté comme mesure supplémentaire pour évaluer le rendement de ses activités courantes et sa capacité de générer des flux de trésorerie pour financer ses besoins de trésorerie, y compris les dépenses d'investissement de la Société.

(en millions de dollars canadiens)	T3 2017	T3 2016	Cumul annuel T3 2017	Cumul annuel T3 2016
BAIIA ajusté	417,7 \$	402,7 \$	1 135,3 \$	1 055,2 \$
Variation de la juste valeur de l'instrument financier rachetable	—	—	—	—
BAIIA	417,7 \$	402,7 \$	1 135,3 \$	1 055,2 \$
Moins :				
Amortissements ¹	119,4	111,6	344,6	333,8
Charges financières nettes	31,5	24,8	82,5	68,5
Bénéfice avant impôt	266,8 \$	266,3 \$	708,2 \$	652,9 \$
Impôt sur le résultat	68,3	68,5	184,8	170,5
Taux d'imposition effectif	25,6 %	25,7 %	26,1 %	26,1 %
Bénéfice net	198,5 \$	197,8 \$	523,4 \$	482,4 \$
Bénéfice net attribuable aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	21,9	21,4	64,1	60,1
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Société Canadian Tire	176,6 \$	176,4 \$	459,3 \$	422,3 \$

¹ Comprend un montant présenté dans les coûts des activités génératrices de produits de 1,7 million de dollars au trimestre considéré (2016 – 2,2 millions) et de 5,0 millions pour le cumul annuel du troisième trimestre de 2017 (2016 – 6,1 millions).

BAIIA du secteur Détail

Le tableau suivant présente un rapprochement du bénéfice avant impôt, charges financières nettes et amortissements, ou le BAIIA, du secteur Détail avec le bénéfice avant impôt, qui est une mesure supplémentaire définie par les PCGR présentée dans les notes annexes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés pour les périodes closes le 30 septembre 2017 et le 1^{er} octobre 2016.

(en millions de dollars canadiens)	T3 2017	T3 2016	Cumul annuel T3 2017	Cumul annuel T3 2016
BAIIA	250,9 \$	246,0 \$	647,8 \$	598,9 \$
Moins :				
Amortissements ¹	95,7	90,7	279,3	273,6
(Produits) financiers nets	(5,1)	(6,9)	(19,8)	(30,6)
Bénéfice avant impôt	160,3 \$	162,2 \$	388,3 \$	355,9 \$

¹ Comprend un montant présenté dans les coûts des activités génératrices de produits de 1,7 million de dollars au trimestre considéré (2016 – 2,2 millions) et de 5,0 millions pour le cumul annuel du troisième trimestre de 2017 (2016 – 6,1 millions).

Dettes nettes ajustées

Les tableaux suivants présentent un rapprochement de la dette nette ajustée avec les mesures définies par les PCGR. La Société est d'avis que la dette nette ajustée est pertinente pour évaluer le montant du levier financier utilisé.

La Société calcule la dette comme la somme de la dette à court terme et de la dette à long terme, des dépôts à court et à long terme et de certains autres emprunts à court terme. La Société calcule la dette ajustée comme la dette moins la dette intersociétés et les actifs liquides.

Au 30 septembre 2017 (en millions de dollars canadiens)	Résultats consolidés	Détail	CT REIT	Services Financiers
Dettes nettes consolidées				
Dettes bancaires	— \$	— \$	— \$	— \$
Dépôts à court terme	994,1	—	—	994,1
Dépôts à long terme	1 374,5	—	—	1 374,5
Emprunts à court terme	228,1	124,8	13,0	90,3
Tranche à court terme de la dette à long terme	456,7	15,8	17,3	423,6
Dettes à long terme	3 377,5	645,2	912,9	1 819,4
Dettes	6 430,9	785,8	943,2	4 701,9
Actifs liquides ¹	(975,6)	(82,9)	(11,8)	(880,9)
Dettes (trésorerie) nettes	5 455,3	702,9	931,4	3 821,0
Dettes intersociétés	—	(1 808,5)	1 451,6	356,9
Dettes (trésorerie) nettes ajustées	5 455,3 \$	(1 105,6) \$	2 383,0 \$	4 177,9 \$

¹ Les actifs liquides comprennent la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les placements à court terme et les placements à long terme.

Au 1 ^{er} octobre 2016 (en millions de dollars canadiens)	Résultats consolidés	Détail	CT REIT	Services Financiers
Dettes nettes consolidées				
Dettes bancaires	38,5 \$	1,1 \$	— \$	37,4 \$
Dépôts à court terme	901,8	—	—	901,8
Dépôts à long terme	1 272,5	—	—	1 272,5
Emprunts à court terme	106,3	—	17,0	89,3
Tranche à court terme de la dette à long terme	231,2	17,8	1,3	212,1
Dettes à long terme	3 094,0	660,1	750,2	1 683,7
Dettes	5 644,3	679,0	768,5	4 196,8
Actifs liquides ¹	(631,9)	(200,9)	(6,8)	(424,2)
Dettes (trésorerie) nettes	5 012,4	478,1	761,7	3 772,6
Dettes intersociétés	—	(1 615,3)	1 522,0	93,3
Dettes (trésorerie) nettes ajustées	5 012,4 \$	(1 137,2) \$	2 283,7 \$	3 865,9 \$

¹ Les actifs liquides comprennent la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les placements à court terme et les placements à long terme.

Mesures financières de CT REIT non définies par les PCGR

Bénéfice d'exploitation net

Le bénéfice d'exploitation net s'entend des produits locatifs ayant un effet de trésorerie tirés des immeubles de placement moins les charges d'exploitation liées aux immeubles. Le bénéfice d'exploitation net est utilisé comme un indicateur clé du rendement, puisqu'il s'agit d'une mesure des activités d'exploitation des biens immobiliers sur laquelle la direction exerce un contrôle.

CT REIT évalue son rendement en comparant le rendement du portefeuille, ajusté pour tenir compte de l'incidence des éléments non liés à l'exploitation et des acquisitions au cours de l'exercice en cours.

Le tableau suivant présente le lien entre le bénéfice d'exploitation net et les produits tirés des immeubles ainsi que les charges liées aux immeubles, calculés conformément aux PCGR, tels qu'ils sont présentés dans les comptes consolidés résumés de résultat et de résultat global de CT REIT.

(en millions de dollars canadiens)	T3 2017	T3 2016	Cumul annuel T3 2017	Cumul annuel T3 2016
Produits tirés des immeubles	109,3 \$	102,9 \$	332,0 \$	302,9 \$
Moins :				
Charges liées aux immeubles	22,7	24,2	74,6	71,9
Ajustement des produits locatifs comptabilisés de façon linéaire	5,7	5,9	17,1	17,7
Ajouter :				
Ajustement de la charge au titre des baux fonciers comptabilisée de façon linéaire	—	—	—	0,1
Bénéfice d'exploitation net	80,9 \$	72,8 \$	240,3 \$	213,4 \$

Flux de trésorerie liés aux opérations et flux de trésorerie liés aux opérations ajustés

CT REIT calcule ses flux de trésorerie liés aux opérations et ses flux de trésorerie liés aux opérations ajustés conformément au livre blanc de l'Association des biens immobiliers du Canada sur les flux de trésorerie liés aux opérations et les flux de trésorerie liés aux opérations ajustés pour les IFRS, qui a été publié en février 2017. Le livre blanc a pour objectifs de fournir aux émetteurs assujettis et aux investisseurs de meilleures lignes directrices relativement à la définition des flux de trésorerie liés aux opérations et les flux de trésorerie liés aux opérations ajustés et de favoriser une présentation d'informations plus uniforme parmi les émetteurs assujettis.

La direction est d'avis que les flux de trésorerie liés aux opérations fournissent une mesure du rendement opérationnel qui, dans le cadre d'une comparaison d'une période à l'autre, illustre l'incidence sur l'exploitation des tendances en matière de taux d'occupation, de taux de location, de charges d'exploitation et d'impôts fonciers, des activités d'acquisition et des charges d'intérêts, et offrent une perspective à l'égard de la performance financière que ne révèle pas nécessairement le bénéfice net établi conformément aux IFRS. Les flux de trésorerie liés aux opérations ajoutent des éléments au bénéfice net qui ne découlent pas des activités d'exploitation, comme les ajustements à la juste valeur. Cependant, les flux de trésorerie liés aux opérations comprennent les produits sans effet sur la trésorerie relatifs à la comptabilisation des produits locatifs calculés de façon linéaire et ne présentent aucune déduction au titre des dépenses d'investissement récurrentes nécessaires au maintien des flux de rentrées existants.

Les flux de trésorerie liés aux opérations ajustés sont une mesure supplémentaire du bénéfice économique récurrent utilisée dans le secteur immobilier pour évaluer la capacité de distribution d'une entité. CT REIT calcule les flux de trésorerie liés aux opérations ajustés en ajustant le bénéfice net en fonction de tous les ajustements utilisés pour calculer les flux de trésorerie liés aux opérations, ainsi que des ajustements pour tenir compte d'éléments des produits et des charges sans effet sur la trésorerie comme l'amortissement des produits locatifs comptabilisés de façon linéaire. Le bénéfice net est également ajusté au moyen d'une réserve servant à préserver la capacité de production nécessaire au maintien de l'infrastructure des immeubles et des produits tirés des immeubles, de même que des coûts de location directs. Les dépenses d'investissement liées aux immeubles ne sont pas engagées uniformément au cours de l'exercice ni d'un exercice à l'autre. Les réserves au titre des capitaux liés aux immeubles dont on tient compte dans le calcul des flux de trésorerie liés aux opérations ajustés visent à refléter un niveau de dépenses annuelles moyen.

Le tableau suivant présente un rapprochement du bénéfice avant impôt, tel qu'il est présenté dans les comptes consolidés résumés de résultat et de résultat global de CT REIT, et des flux de trésorerie liés aux opérations et des flux de trésorerie liés aux opérations ajustés.

(en millions de dollars canadiens)	T3 2017	T3 2016	Cumul annuel 2017	Cumul annuel 2016
Bénéfice avant impôt	70,6 \$	72,1 \$	220,2 \$	193,6 \$
Ajustement au titre du (profit) à la juste valeur	(10,5)	(15,6)	(43,0)	(35,7)
Impôt différé	(0,2)	(0,1)	0,2	(0,3)
Juste valeur des attributions de titres de capitaux propres	(0,2)	0,1	(0,2)	0,5
Flux de trésorerie liés aux opérations	59,7	56,5	177,2	158,1
Ajustement des produits locatifs tirés des immeubles comptabilisés de façon linéaire	(5,6)	(5,9)	(17,1)	(17,7)
Ajustement de la charge au titre des baux fonciers comptabilisée de façon linéaire	—	—	—	0,1
Réserve au titre des dépenses d'investissement	(5,2)	(4,7)	(15,4)	(13,7)
Flux de trésorerie liés aux opérations ajustés	48,9 \$	45,9 \$	144,7 \$	126,8 \$

10. Gestion des risques d'entreprise

La Société suit une approche stratégique à l'égard de la gestion des risques en accord avec son programme de gestion des risques d'entreprise (le « programme de GRE ») afin de préserver et d'accroître la valeur pour les actionnaires. Le programme de GRE de la Société permet l'identification, la quantification et le suivi des risques, l'élaboration des capacités de présentation de l'information à cet égard, ainsi que l'intégration de ces capacités dans les processus de gestion.

Le programme de GRE est décrit en détail à la section 12 du rapport de gestion figurant dans le Rapport 2016 aux actionnaires de la Société.

La Société continue d'enrichir son programme de GRE dans le cours normal des activités, en se concentrant sur les risques clés liés à la stratégie de la Société et à l'exécution de celle-ci, ainsi que sur l'élaboration continue des processus et des outils sous-jacents soutenant le programme.

11. Contrôles et procédures

Les renseignements détaillés sur les contrôles et les procédures de communication de l'information de la Société et de son contrôle interne à l'égard de l'information financière sont présentés à la section 13 du rapport de gestion figurant dans le Rapport 2016 aux actionnaires de la Société.

Changements au contrôle interne à l'égard de l'information financière

Au cours du trimestre clos le 30 septembre 2017, il n'y a eu aucun changement au contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société qui a eu ou dont on peut raisonnablement penser qu'il aura une incidence importante sur son contrôle interne à l'égard de l'information financière.

12. Responsabilité sociale et environnementale

12.1 Aperçu

La Société intègre des pratiques commerciales responsables et durables dans ses valeurs, ses activités et sa stratégie. Les prochaines sections présentent des renseignements sur des initiatives, des politiques et des programmes sociaux et environnementaux sélectionnés relatifs aux activités commerciales de la Société.

12.2 Responsabilité sociale : philanthropie d'entreprise

La Société soutient diverses causes sociales, mais la principale bénéficiaire est la Fondation Bon départ de Canadian Tire. Cette organisation caritative indépendante se consacre à aider financièrement les familles en difficulté financière dans les communautés du Canada par le financement des coûts associés à la participation des enfants à des sports organisés et à des activités physiques. Veuillez consulter le site de la Fondation Bon départ pour plus d'information : <http://bondepart.canadiantire.ca/>.

12.3 Responsabilité sociale : soutien à la communauté

La Société a toujours eu à cœur d'aider les Canadiens à profiter de la vie au Canada. Les entreprises de la famille Canadian Tire sont fières de soutenir des initiatives locales au moyen d'un soutien communautaire et organisationnel, comme le sport amateur, les programmes de prévention des blessures et le secours en cas de catastrophe.

12.4 Responsabilité sociale : pratiques responsables en matière d'approvisionnement

La Société Canadian Tire est l'une des sociétés les plus dignes de confiance au Canada, et afin de maintenir et de renforcer cette confiance, nous exploitons des programmes d'approvisionnement responsable en vertu desquels nos employés, nos fournisseurs et les autres participants de notre chaîne d'approvisionnement doivent agir conformément à nos codes de conduite. Pour plus d'information sur les politiques et les activités de la Société en matière d'approvisionnement responsable, veuillez consulter le site de la Société à l'adresse suivante : <http://corp.canadiantire.ca/FR/ResponsabiliteSociale/ApprovisionnementResponsable/Pages/default.aspx>.

12.5 Responsabilité environnementale

La stratégie en matière de développement durable de la Société soutient ses impératifs stratégiques. Il s'agit d'une stratégie d'innovation visant à réaliser des gains de productivité et à tirer des avantages économiques de l'amélioration de la performance environnementale et sociale grâce à l'intégration de mesures de durabilité au sein des activités commerciales. Par l'intermédiaire de sa stratégie en matière de développement durable, la Société vise à répondre aux besoins de ses clients, de ses collectivités, de ses employés et de ses actionnaires, tant aujourd'hui que dans l'avenir.

La stratégie en matière de développement durable de la Société repose sur quatre impératifs :

- optimiser la productivité : favoriser les améliorations à la chaîne de valeur des biens et des activités;
- faire preuve d'innovation : élaborer de meilleurs processus, biens et services et réinventer ceux qui existent déjà;
- rehausser la marque : protéger et rehausser les marques de nos bannières et la réputation de l'entreprise;
- stimuler l'engagement au sein de la Société : mobiliser les employés en intégrant des pratiques de développement durable dans les activités commerciales quotidiennes.

Le rapport de la Société sur les avantages tirés des initiatives de développement durable et sur son empreinte environnementale est présenté à la section 14 du rapport de gestion figurant dans le Rapport 2016 aux actionnaires de la Société. Pour obtenir plus de renseignements, veuillez vous reporter aux rapports de performance de la Société en matière de développement durable de l'entreprise dans la section Faire une différence à l'adresse suivante : <http://corp.canadiantire.ca/FR/ResponsabiliteSociale/BusinessSustainability/Pages/OurProgressReports.aspx>.

13. Aspirations financières sur trois ans (2018-2020)

Les informations qui suivent sont des informations prospectives et les lecteurs sont prévenus que les résultats réels pourraient différer.

La Société a établi ses aspirations financières pour les exercices 2018 à 2020. La réalisation de ces aspirations contribuera à la hausse constante du rendement global pour les actionnaires au cours des trois prochaines années.

Le tableau suivant présente les aspirations financières et une analyse des hypothèses et risques importants sous-jacents qui pourraient avoir une incidence sur la réalisation des aspirations comme il est présenté dans le tableau ci-dessous. La réalisation de ces aspirations pourrait en outre être touchée par les risques identifiés à la section 12 du rapport de gestion figurant dans le Rapport 2016 aux actionnaires de la Société

1. Croissance des ventes dans les magasins semblables consolidées (excluant la Division pétrolière) de plus de trois pour cent annuellement
Hypothèses importantes <ul style="list-style-type: none">• Apport positif des unités commerciales individuelles à la croissance des ventes dans les magasins semblables consolidées• Croissance des ventes favorisée par des assortiments novateurs et une composition optimale des marques maison et des marques nationales• Engagement des clients au moyen de programmes de fidélisation et de cartes de crédit attrayants• Expansion de la clientèle de toutes les bannières grâce à la stratégie Une entreprise, un client• Attention soutenue accordée à l'optimisation des promotions et des prix
Risques importants <ul style="list-style-type: none">• Pression sur les prix exercée par l'intensification de la concurrence de la part de joueurs nouveaux et des joueurs existants dans le marché• Perturbation accélérée des concurrents en cybercommerce• Baisse de la croissance économique, de la confiance des consommateurs et des dépenses des ménages• Mise en place de politiques de commerce extérieur défavorables
2. Croissance moyenne du BPA dilué de plus de dix pour cent sur trois ans
Hypothèses importantes <ul style="list-style-type: none">• Réalisation de l'aspiration relative à la croissance des ventes dans les magasins semblables consolidées contribuant à la réalisation de la croissance du BPA• Mise en œuvre réussie des programmes et des initiatives d'efficacité opérationnelle• Croissance continue des créances moyennes brutes et apport positif au bénéfice du secteur Services Financiers• Aucun changement majeur quant au levier financier et à l'approche de répartition du capital de la Société
Risques importants <ul style="list-style-type: none">• Risques associés à l'aspiration relative à la croissance des ventes dans les magasins semblables consolidées décrits ci-dessus• Incidence à court terme sur le BPA des initiatives de répartition du capital de la Société, y compris l'incidence potentielle des initiatives de croissance interne et externe conçues pour favoriser une croissance à long terme• Effets négatifs résultant des prix des marchandises défavorables, des fluctuations des taux de change, des politiques étrangères protectionnistes et des modifications législatives• Conjoncture économique ou conditions réglementaires défavorables ayant une incidence négative sur la croissance des créances moyennes brutes et augmentant la volatilité de la provision pour perte de valeur au titre des créances sur cartes de crédit• Apport moindre des gains d'efficacité opérationnelle
3. Rendement du capital investi dans les activités de détail de plus de dix pour cent d'ici 2020
Hypothèses importantes <ul style="list-style-type: none">• Réalisation des aspirations relatives à la croissance des ventes dans les magasins semblables consolidées et à la croissance annuelle moyenne du BPA dilué• Gestion prudente du fonds de roulement• Approche rigoureuse de sélection des projets et des initiatives de croissance qui permettent d'améliorer la productivité des actifs• Gestion efficace des priorités de répartition du capital de la Société
Risques importants <ul style="list-style-type: none">• Croissance du bénéfice moins élevée que prévue; veuillez vous reporter aux risques afférents à l'aspiration relative à la croissance annuelle moyenne du BPA dilué décrits ci-dessus• Incidence à court terme sur le BPA des initiatives de répartition du capital de la Société, y compris l'incidence potentielle des initiatives de croissance interne et externe conçues pour favoriser une croissance à long terme

14. Déclarations prospectives et autres communications aux investisseurs

Mise en garde relative aux déclarations prospectives

Le présent document contient des déclarations de nature prospective qui sont fondées sur les attentes actuelles de la direction quant à diverses questions, comme la performance financière et les résultats d'exploitation futurs de la Société. Les déclarations prospectives décrites ou intégrées par renvoi dans le présent document comprennent, sans s'y limiter, les affirmations concernant les éléments suivants :

- les aspirations financières de la Société pour les exercices 2015 à 2017, à la section 3;
- les impératifs stratégiques de 2017, à la section 4;
- les dépenses d'investissement, à la sous-section 6.4;
- les obligations contractuelles, les garanties et les engagements, à la sous-section 6.6.1;
- l'intention de la Société quant au rachat de ses actions sans droit de vote de catégorie A, à la sous-section 7.1;
- les questions fiscales, à la section 8;
- l'incidence attendue sur la Société des changements aux normes comptables, notamment IFRS 9, à la sous-section 9.2;
- les aspirations financières de la Société pour les exercices 2018 à 2020, à la section 13.

Les déclarations prospectives fournissent de l'information sur les attentes et les projets actuels de la direction et permettent aux investisseurs et aux autres lecteurs de mieux comprendre la situation financière, les résultats d'exploitation et le contexte opérationnel anticipés de la Société. Les lecteurs sont prévenus que ces renseignements pourraient ne pas convenir à d'autres fins.

Certaines déclarations ne portant pas sur des faits historiques qui figurent dans le présent document, y compris, mais sans s'y limiter, les déclarations ayant trait aux attentes actuelles de la direction en ce qui concerne les résultats et les perspectives futurs possibles ou hypothétiques, les objectifs et priorités stratégiques de la Société, ses actions et leurs résultats, de même que les perspectives économiques et commerciales pour la Société, peuvent constituer des déclarations prospectives. Les déclarations prospectives sont souvent, mais pas toujours, signalées par des mots tels que « pouvoir », « supposer », « avoir l'intention de », « croire », « estimer », « planifier », « perspective », « prévision », « anticiper », « aspirer », « prévoir », « continuer », « en cours » ou la forme négative de ces mots ou par des variantes similaires. Les déclarations prospectives reposent sur des hypothèses posées, des analyses ou des estimations faites et des avis et des opinions donnés par la direction à la lumière de son expérience et selon sa perception des tendances, de la situation actuelle et des faits futurs prévus ainsi que d'autres facteurs qu'elle estime appropriés et raisonnables à la date à laquelle ces déclarations sont faites.

Par leur nature, les déclarations prospectives obligent la direction à poser des hypothèses et comportent des risques et des incertitudes intrinsèques, ce qui pourrait faire en sorte que les hypothèses, les analyses, les estimations, les avis et les opinions de la Société soient incorrects et que les attentes et les plans de la Société ne se réalisent pas. Les hypothèses importantes et les avis de la direction, qui pourraient s'avérer inexacts, comprennent, sans s'y limiter, l'efficacité de certaines mesures de rendement, les conditions actuelles et futures en matière de concurrence et la position de la Société dans le contexte concurrentiel, les capacités fondamentales de la Société et les attentes quant à la capacité de la Société à disposer de liquidités suffisantes pour répondre à ses obligations contractuelles. Bien que la Société estime que l'information prospective présentée dans ce document repose sur des renseignements, des hypothèses et des avis qui sont actuels, raisonnables et complets, une telle information est nécessairement assujettie à un certain nombre de facteurs qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement des attentes et des plans de la direction qui y sont exprimés. Ces facteurs, dont plusieurs sont indépendants de la volonté de la Société et dont elle peut difficilement prédire les répercussions, comprennent a) le risque de crédit, le risque de marché, le risque de change, les risques opérationnels, le risque de liquidité et le risque de financement, y compris les changements de la conjoncture et les variations des taux d'intérêt et des taux d'imposition; b) la capacité de la Société à attirer et à conserver des employés pour toutes ses entreprises, des marchands, des détaillants de la Division pétrolière de Canadian Tire, ainsi que des franchisés Mark's et FGL Sports de grande qualité, ainsi que les ententes financières de la Société avec eux; c) la croissance de certaines activités et de certains secteurs du marché et la volonté des clients d'effectuer leurs achats dans les magasins de la Société ou de se procurer ses produits et services financiers; d) les marges et les ventes de la Société et celles de ses concurrents; e) les préférences changeantes des consommateurs envers le cybercommerce, la vente au détail en ligne et l'arrivée de nouvelles technologies; f) les effets possibles sur nos activités de conflits internationaux, des contextes politiques et des faits nouveaux, notamment les changements concernant ou touchant les questions économiques et commerciales; g) les risques et les incertitudes liés à la gestion de l'information, aux technologies, aux cybermenaces, à la gestion et à l'aménagement de biens, aux risques liés à l'environnement, à la gestion de la chaîne d'approvisionnement, à la sécurité des produits, aux modifications de nature législative et réglementaire, à la concurrence, à la saisonnalité, aux conditions météorologiques, aux prix des marchandises et à l'interruption des activités, aux relations de la Société avec les fournisseurs, les fabricants, les partenaires et les autres tiers et au changement des prises de position faisant autorité en comptabilité actuelles, le risque d'atteinte à la réputation des marques dont la Société fait la promotion et le coût de l'expansion du réseau de magasins et des conversions; h) la structure du capital, la stratégie de financement, les programmes de contrôle des coûts et le cours des actions de la Société; i) la capacité de la Société à obtenir toutes les approbations réglementaires requises. La direction signale que la liste de facteurs et d'hypothèses qui précède n'est pas exhaustive et que d'autres facteurs pourraient avoir une incidence défavorable sur les résultats de la Société. Les investisseurs et les autres lecteurs sont priés de tenir compte des risques, des incertitudes, des facteurs et des hypothèses susmentionnés au moment d'évaluer les déclarations prospectives et sont prévenus de ne pas se fier indûment à celles-ci.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur les risques, les incertitudes et les hypothèses qui pourraient faire en sorte que les résultats réels de la Société diffèrent considérablement des attentes actuelles, veuillez vous reporter aux sections 5.2.4, « Risques d'entreprise du secteur Détail », 5.3.2, « Risques d'entreprise du secteur CT REIT », 5.4.3, « Risques d'entreprise du secteur Services Financiers », 10, « Gestion des risques d'entreprise », et 13, « Aspirations financières sur trois ans (2018-2020) », du présent rapport de gestion, ainsi qu'à toutes leurs sous-sections. Veuillez vous référer à la section 2.10, « Facteurs de risque », de la notice annuelle de la Société pour l'exercice 2016, ainsi qu'aux autres documents publics déposés par la Société, disponibles en ligne sur le site de SEDAR (« Système électronique de données, d'analyse et de recherche »), à l'adresse www.sedar.com, et à l'adresse www.corp.canadiantire.ca.

L'information prospective présentée dans ce document reflète certains facteurs et hypothèses à la date des présentes. Elle ne tient pas compte de l'incidence des transactions, des éléments non récurrents, ni des autres éléments inhabituels annoncés ou survenus après la date de présentation de ces déclarations sur les activités de la Société. La Société ne s'engage pas à mettre à jour quelque énoncé prospectif que ce soit, verbal ou écrit, qu'elle peut formuler à l'occasion ou qui peut être fait en son nom, pour tenir compte de nouveaux renseignements ou d'événements futurs ou pour un autre motif, sauf si les lois sur les valeurs mobilières en vigueur l'exigent.

L'information disponible sur les sites Web mentionnés dans le présent rapport de gestion ou pouvant être obtenue par l'intermédiaire de ces sites ne fait pas partie de ce rapport de gestion et n'est pas intégrée par renvoi dans le présent rapport de gestion. Les références à des sites Web ne constituent pas des hyperliens et ne sont faites qu'à titre d'information, et à aucune autre fin.

Le présent document contient des noms commerciaux, des marques de commerce et des marques de service de la Société et d'autres organisations, qui sont toutes la propriété de leur propriétaire respectif. À des fins pratiques, les noms commerciaux, les marques de commerce et les marques de service mentionnés dans ce document peuvent porter les symboles ^{MD} ou ^{MC}.

Engagement en matière de présentation de l'information à fournir et de communication aux investisseurs

La Société s'efforce de respecter des normes élevées en matière de présentation de l'information à fournir et de communication aux investisseurs, et ses méthodes de publication de l'information financière ont été reconnues comme exemplaires. Reffet de l'engagement de la Société à fournir une information intégrale et transparente, la section Investisseurs du site Web de la Société, à l'adresse <http://corp.canadiantire.ca/fr/Investors>, fournit toute l'information pertinente pour les investisseurs, notamment les documents suivants :

- le Rapport aux actionnaires;
- la notice annuelle;
- la circulaire d'information de la direction;
- les rapports trimestriels;
- les fiches d'information trimestrielles et autres renseignements supplémentaires;
- les documents de référence sur les changements apportés à la présentation de l'information de la Société;
- les conférences téléphoniques diffusées sur le Web (archivées pendant un an).

Le Rapport aux actionnaires, la notice annuelle, la circulaire d'information de la direction et les rapports trimestriels de la Société sont également disponibles à l'adresse www.sedar.com.

Pour communiquer avec le service des relations avec les investisseurs, veuillez communiquer avec Lisa Greatrix au 416-480-8725 ou envoyer un courriel à l'adresse investor.relations@cantire.com.

Le 8 novembre 2017

LA SOCIÉTÉ CANADIAN TIRE LIMITÉE
ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS
TROISIÈME TRIMESTRE DE 2017

Bilans consolidés intermédiaires résumés (non audité)

(en millions de dollars canadiens)	Au 30 septembre 2017	Au 1 ^{er} octobre 2016	Au 31 décembre 2016
ACTIF			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 15)	653,4 \$	300,2 \$	829,7 \$
Placements à court terme	146,1	166,6	117,2
Créances clients et autres débiteurs	810,4	883,4	690,8
Créances sur prêts (note 6)	5 295,7	4 868,9	5 138,4
Stocks de marchandises	2 280,9	2 206,8	1 710,7
Impôt sur le résultat à recouvrer	50,0	61,0	42,5
Charges payées d'avance et dépôts	134,0	120,9	103,8
Actifs classés comme détenus en vue de la vente	8,2	19,0	4,6
Total des actifs courants	9 378,7	8 626,8	8 637,7
Créances à long terme et autres actifs	759,4	755,0	763,7
Placements à long terme	176,1	165,1	175,2
Goodwill et immobilisations incorporelles	1 281,5	1 274,2	1 280,3
Immeubles de placement	293,8	232,5	266,4
Immobilisations corporelles	4 059,2	4 093,3	4 097,2
Impôt différé	130,2	107,2	82,3
Total de l'actif	16 078,9 \$	15 254,1 \$	15 302,8 \$
PASSIF			
Dette bancaire (note 15)	— \$	38,5 \$	5,9 \$
Dépôts	994,1	901,8	950,7
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	2 172,7	2 054,9	1 856,9
Provisions	255,0	243,8	253,2
Emprunts à court terme	228,1	106,3	199,4
Emprunts	713,4	699,7	700,3
Impôt à payer	31,4	40,2	61,1
Tranche à court terme de la dette à long terme	456,7	231,2	653,4
Total des passifs courants	4 851,4	4 316,4	4 680,9
Provisions à long terme	43,3	49,0	45,9
Dette à long terme (note 7)	3 377,5	3 094,0	2 667,1
Dépôts à long terme	1 374,5	1 272,5	1 230,8
Impôt différé	96,3	88,8	104,2
Autres passifs à long terme	832,1	843,0	836,6
Total du passif	10 575,1	9 663,7	9 565,5
CAPITAUX PROPRES			
Capital social (note 8)	624,1	653,9	648,1
Surplus d'apport	2,9	2,9	2,9
Cumul des autres éléments du résultat global	(56,0)	(18,5)	36,7
Bénéfices non distribués	4 123,8	4 157,2	4 250,9
Capitaux propres attribuables aux actionnaires de la Société Canadian Tire	4 694,8	4 795,5	4 938,6
Participations ne donnant pas le contrôle	809,0	794,9	798,7
Total des capitaux propres	5 503,8	5 590,4	5 737,3
Total du passif et des capitaux propres	16 078,9 \$	15 254,1 \$	15 302,8 \$

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Comptes consolidés intermédiaires résumés de résultat (non audité)

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)	Pour les périodes de 13 semaines closes		Pour les périodes de 39 semaines closes	
	le 30 septembre 2017	le 1 ^{er} octobre 2016	le 30 septembre 2017	le 1 ^{er} octobre 2016
Produits (note 10)	3 303,9 \$	3 128,4 \$	9 470,9 \$	9 040,0 \$
Coûts des activités génératrices de produits (note 11)	2 183,3	2 056,8	6 226,4	5 944,2
Marge brute	1 120,6	1 071,6	3 244,5	3 095,8
Autres charges (produits)	—	1,1	0,5	(6,7)
Frais de vente, généraux et administratifs (note 12)	822,3	779,4	2 453,3	2 381,1
Charges financières nettes (note 13)	31,5	24,8	82,5	68,5
Bénéfice avant impôt	266,8	266,3	708,2	652,9
Impôt sur le résultat	68,3	68,5	184,8	170,5
Bénéfice net	198,5 \$	197,8 \$	523,4 \$	482,4 \$
Bénéfice net attribuable aux :				
Actionnaires de la Société Canadian Tire	176,6 \$	176,4 \$	459,3 \$	422,3 \$
Détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	21,9	21,4	64,1	60,1
	198,5 \$	197,8 \$	523,4 \$	482,4 \$
BPA de base	2,59 \$	2,45 \$	6,63 \$	5,80 \$
BPA dilué	2,59 \$	2,44 \$	6,62 \$	5,79 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires et d'actions de catégorie A sans droit de vote en circulation :				
De base	68 099 921	71 980 635	69 243 297	72 779 775
Dilué	68 252 446	72 145 192	69 433 042	72 976 210

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

États consolidés intermédiaires résumés du résultat global (non audité)

(en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de 13 semaines closes		Pour les périodes de 39 semaines closes	
	le 30 septembre 2017	le 1 ^{er} octobre 2016	le 30 septembre 2017	le 1 ^{er} octobre 2016
Bénéfice net	198,5 \$	197,8 \$	523,4 \$	482,4 \$
Autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt				
Éléments qui pourront ultérieurement être reclassés en résultat net :				
Couvertures de flux de trésorerie et actifs financiers disponibles à la vente :				
(Perte) profit	(49,1)	12,8	(92,6)	(112,2)
Reclassement (de la perte) du profit dans les actifs non financiers	16,9	(14,1)	7,5	(58,1)
Reclassement (de la perte) du profit en résultat	0,6	(0,1)	(6,2)	(1,3)
Autres éléments du résultat global	(31,6)	(1,4)	(91,3)	(171,6)
Autres éléments du résultat global attribuables aux :				
Actionnaires de la Société Canadian Tire	(33,3) \$	(1,2) \$	(92,7) \$	(166,6) \$
Détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	1,7	(0,2)	1,4	(5,0)
	(31,6) \$	(1,4) \$	(91,3) \$	(171,6) \$
Bénéfice global	166,9 \$	196,4 \$	432,1 \$	310,8 \$
Bénéfice global attribuable aux :				
Actionnaires de la Société Canadian Tire	143,3 \$	175,2 \$	366,6 \$	255,7 \$
Détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	23,6	21,2	65,5	55,1
	166,9 \$	196,4 \$	432,1 \$	310,8 \$

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Tableaux consolidés intermédiaires résumés des flux de trésorerie (non audité)

(en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de 13 semaines closes		Pour les périodes de 39 semaines closes	
	le 30 septembre 2017	le 1 ^{er} octobre 2016	le 30 septembre 2017	le 1 ^{er} octobre 2016
Flux de trésorerie liés aux activités suivantes :				
Activités d'exploitation				
Bénéfice net	198,5 \$	197,8 \$	523,4 \$	482,4 \$
Ajustements pour tenir compte des éléments suivants :				
Amortissement des immobilisations corporelles et des immeubles de placement (notes 11 et 12)	85,7	80,0	243,8	240,9
Charge d'impôt	68,3	68,5	184,8	170,5
Charges financières nettes (note 13)	31,5	24,8	82,5	68,5
Amortissement des immobilisations incorporelles (note 12)	33,7	31,6	100,8	92,9
Perte (profit) à la cession d'immobilisations corporelles, d'immeubles de placement et d'actifs détenus en vue de la vente	0,1	—	—	(12,3)
Intérêts versés	(32,1)	(28,2)	(92,9)	(82,7)
Intérêts reçus	2,9	1,8	6,5	5,7
Impôt payé	(85,0)	(55,4)	(245,7)	(228,6)
Autres	2,6	5,5	7,6	1,8
Total des ajustements, à l'exception des éléments suivants :	306,2	326,4	810,8	739,1
Variation du fonds de roulement d'exploitation et autres (note 15)	(241,8)	(218,4)	(515,2)	(480,0)
Variation des créances sur prêts (note 6)	(45,2)	(5,4)	(159,9)	(46,8)
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation	19,2	102,6	135,7	212,3
Activités d'investissement				
Entrées d'immobilisations corporelles et d'immeubles de placement	(98,7)	(112,3)	(224,1)	(469,7)
Entrées d'immobilisations incorporelles	(45,9)	(42,4)	(114,8)	(126,9)
Total des entrées	(144,6)	(154,7)	(338,9)	(596,6)
Acquisition de placements à court terme	(58,8)	(58,5)	(376,3)	(402,8)
Produit à l'échéance et à la cession de placements à court terme	290,5	130,9	382,2	362,3
Acquisition de placements à long terme	(9,1)	—	(35,0)	(41,4)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles et d'actifs détenus en vue de la vente	1,6	—	2,1	18,0
Acquisition de filiales (note 17)	(19,3)	—	(19,3)	—
Autres	0,8	2,0	2,5	8,0
Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités d'investissement	61,1	(80,3)	(382,7)	(652,5)
Activités de financement				
Dividendes versés	(42,1)	(39,2)	(128,4)	(118,7)
Distributions payées à des détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	(20,7)	(25,4)	(55,2)	(55,7)
Total des dividendes et des distributions payés	(62,8)	(64,6)	(183,6)	(174,4)
Émission nette de titres d'emprunt à court terme	138,1	2,2	28,7	17,6
Émission de titres d'emprunt	18,2	19,5	121,0	235,2
Remboursement de titres d'emprunt	(48,4)	(40,9)	(107,8)	(191,0)
Émission de titres d'emprunt à long terme (note 7)	0,4	—	741,4	350,0
Remboursement sur la dette à long terme et de passifs résultant de contrats de location-financement (note 7)	(4,2)	(5,0)	(225,6)	(18,9)
Paiement des coûts de transaction liés à la dette à long terme	(0,1)	—	(4,2)	(3,1)
Rachat d'actions	(153,7)	(113,6)	(478,0)	(332,8)
Variation des dépôts	(3,7)	(81,7)	184,7	(81,3)
Flux de trésorerie (affectés aux) provenant des activités de financement	(116,2)	(284,1)	76,6	(198,7)
Flux de trésorerie (utilisés) au cours de la période	(35,9)	(261,8)	(170,4)	(638,9)
Trésorerie et équivalents de trésorerie, déduction faite de la dette bancaire, au début	689,3	523,5	823,8	900,6
Trésorerie et équivalents de trésorerie, déduction faite de la dette bancaire, à la fin	653,4 \$	261,7 \$	653,4 \$	261,7 \$

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

États consolidés intermédiaires résumés des variations des capitaux propres (non audité)

(en millions de dollars canadiens)	Capital social	Surplus d'apport	Total du cumul des autres éléments du résultat global	Bénéfices non distribués	Capitaux propres attribuables aux actionnaires de la Société Canadian Tire	Capitaux propres attribuables aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
Solde au 31 décembre 2016	648,1	\$ 2,9	\$ 36,7	\$ 4 250,9	\$ 4 938,6	\$ 798,7	\$ 5 737,3
Bénéfice net	—	—	—	459,3	459,3	64,1	523,4
Autres éléments du résultat global	—	—	(92,7)	—	(92,7)	1,4	(91,3)
Total (de la perte) du bénéfice global(e)	—	—	(92,7)	459,3	366,6	65,5	432,1
Apports des/distributions aux actionnaires de la Société Canadian Tire							
Émission d'actions de catégorie A sans droit de vote (note 8)	7,2	—	—	—	7,2	—	7,2
Rachat d'actions de catégorie A sans droit de vote (note 8)	(484,2)	—	—	—	(484,2)	—	(484,2)
Excédent du prix de rachat sur le coût moyen (note 8)	453,0	—	—	(453,0)	—	—	—
Dividendes	—	—	—	(133,4)	(133,4)	—	(133,4)
Apports des/distributions aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle							
Émission de parts de fiducie à des détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle, déduction faite des coûts de transaction	—	—	—	—	—	2,0	2,0
Distributions et dividendes aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	—	—	—	—	—	(57,2)	(57,2)
Total des apports et des distributions	(24,0)	—	—	(586,4)	(610,4)	(55,2)	(665,6)
Solde au 30 septembre 2017	624,1	\$ 2,9	\$ (56,0)	\$ 4 123,8	\$ 4 694,8	\$ 809,0	\$ 5 503,8

(en millions de dollars canadiens)	Capital social	Surplus d'apport	Total du cumul des autres éléments du résultat global	Bénéfices non distribués	Capitaux propres attribuables aux actionnaires de la Société Canadian Tire	Capitaux propres attribuables aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
Solde au 2 janvier 2016	671,2	\$ 2,9	\$ 148,1	\$ 4 172,0	\$ 4 994,2	\$ 795,5	\$ 5 789,7
Bénéfice net	—	—	—	422,3	422,3	60,1	482,4
Autres éléments du résultat global	—	—	(166,6)	—	(166,6)	(5,0)	(171,6)
Total du bénéfice (de la perte) global(e)	—	—	(166,6)	422,3	255,7	55,1	310,8
Apports des/distributions aux actionnaires de la Société Canadian Tire							
Émission d'actions de catégorie A sans droit de vote (note 8)	7,1	—	—	—	7,1	—	7,1
Rachat d'actions de catégorie A sans droit de vote (note 8)	(337,1)	—	—	—	(337,1)	—	(337,1)
Excédent du prix de rachat sur le coût moyen (note 8)	312,7	—	—	(312,7)	—	—	—
Dividendes	—	—	—	(124,4)	(124,4)	—	(124,4)
Apports des/distributions aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle							
Émission de parts de fiducie à des détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle, déduction faite des coûts de transaction	—	—	—	—	—	1,2	1,2
Distributions et dividendes aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	—	—	—	—	—	(56,9)	(56,9)
Total des apports et des distributions	(17,3)	—	—	(437,1)	(454,4)	(55,7)	(510,1)
Solde au 1^{er} octobre 2016	653,9	\$ 2,9	\$ (18,5)	\$ 4 157,2	\$ 4 795,5	\$ 794,9	\$ 5 590,4

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

1. La Société et ses activités

La Société Canadian Tire Limitée est une société ouverte canadienne principalement présente au Canada. Son siège social est situé au 2180 Yonge Street, Toronto (Ontario) M4P 2V8, Canada. Les actions de la Société sont inscrites à la Bourse de Toronto (TSX : CTC, CTC.A). Dans les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés, La Société Canadian Tire Limitée et les entités qu'elle contrôle sont collectivement appelées la « Société » ou la « Société Canadian Tire ».

La Société est constituée de trois principaux secteurs d'activités commerciales, qui offrent un éventail de produits et de services de détail, y compris des articles d'usage courant, des vêtements, des articles de sport, de l'essence, des services financiers, dont une banque, et des activités immobilières. La note 5 donne le détail des trois secteurs opérationnels à présenter.

Étant donné la nature saisonnière de certaines marchandises ainsi que le calendrier de mise en œuvre des programmes de marketing au sein des activités de détail, le quatrième trimestre génère habituellement le plus important apport aux produits et au bénéfice et le premier trimestre, l'apport le moins important.

2. Base d'établissement

Déclaration de conformité

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés (les « états financiers intermédiaires ») pour les périodes de 13 et de 39 semaines closes le 30 septembre 2017 (et les résultats comparatifs pour les périodes de 13 et de 39 semaines closes le 1^{er} octobre 2016) ont été préparés selon la Norme comptable internationale (« IAS ») 34, *Information financière intermédiaire*, et, par conséquent, ne contiennent pas toutes les informations à fournir exigées par les Normes internationales d'information financière (les « IFRS »). Les états financiers intermédiaires doivent être lus parallèlement aux états financiers consolidés qui figurent dans le Rapport 2016 aux actionnaires de la Société, et ils ont été préparés au moyen des mêmes méthodes comptables que celles décrites dans la note 3 des états financiers consolidés figurant dans le Rapport 2016 aux actionnaires de la Société.

La publication des présents états financiers intermédiaires a été autorisée par le conseil d'administration de la Société le 8 novembre 2017.

Mode de présentation

Les états financiers intermédiaires ont été préparés selon la méthode du coût historique, sauf pour ce qui est des éléments suivants, qui ont été évalués à la juste valeur :

- les instruments financiers classés à la juste valeur par le biais du résultat net;
- les instruments financiers dérivés;
- les actifs financiers disponibles à la vente;
- les passifs au titre des régimes de paiements fondés sur des actions;
- la comptabilisation initiale des actifs acquis et des passifs repris dans le cadre d'un regroupement d'entreprises.

De plus, l'obligation au titre des prestations définies des avantages postérieurs à l'emploi est comptabilisée à sa valeur actuelle.

Monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation

Ces états financiers intermédiaires sont présentés en dollars canadiens (« \$ CA »), soit la monnaie fonctionnelle de la Société.

Jugements et estimations

La préparation de ces états financiers intermédiaires en vertu d'IAS 34 exige que la direction formule des jugements et procède à des estimations qui influent sur les éléments suivants :

- l'application des méthodes comptables;
- les montants présentés de l'actif et du passif;
- la présentation des actifs et des passifs éventuels;
- les montants des produits et des charges comptabilisés pendant la période de présentation de l'information financière.

Les résultats réels peuvent différer des estimations présentées dans les états financiers intermédiaires.

Des jugements sont formulés lors de la sélection et de l'évaluation des méthodes comptables de la Société. Les estimations servent principalement à déterminer l'évaluation des transactions et des soldes constatés. Les estimations se fondent sur l'expérience antérieure et sur d'autres facteurs, y compris les attentes relatives aux événements futurs qui semblent raisonnables compte tenu des circonstances. Les jugements et les estimations sont souvent interreliés. Les jugements et les estimations de la Société sont réévalués de façon continue afin de déterminer s'ils demeurent pertinents. Les révisions des estimations comptables sont comptabilisées dans la période au cours de laquelle l'estimation est révisée et au cours des périodes ultérieures touchées par la révision.

La note 2 des états financiers consolidés du Rapport 2016 aux actionnaires de la Société décrit les méthodes comptables qui font l'objet de jugements et d'estimations et dont l'incidence sur les montants comptabilisés dans les présents états financiers intermédiaires pourrait être importante de l'avis de la Société.

Normes, modifications et interprétations publiées et adoptées

Initiative concernant les informations à fournir

En janvier 2016, l'International Accounting Standards Board (l'« IASB ») a publié *Initiative concernant les informations à fournir (modifications d'IAS 7), Tableau des flux de trésorerie*, dans le cadre de l'initiative concernant les informations à fournir de l'IASB. Ces modifications exigent des entités qu'elles présentent des informations qui permettent aux utilisateurs des états financiers d'évaluer les changements dans les passifs découlant d'activités de financement, y compris les variations des flux de trésorerie et les variations sans effet sur la trésorerie.

Les modifications sont en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2017, et elles n'ont pas eu d'incidence sur les états financiers intermédiaires de la Société. La Société présentera l'information requise dans ses états financiers annuels.

Normes, modifications et interprétations publiées mais non encore adoptées

Les nouvelles normes, modifications et interprétations suivantes ont été publiées et elles devraient avoir une incidence sur la Société, mais elles ne sont pas en vigueur pour l'exercice clos le 30 décembre 2017 et, par conséquent, n'ont pas été appliquées dans le cadre de la préparation des présents états financiers intermédiaires.

Instruments financiers

En juillet 2014, l'IASB a publié la version définitive d'IFRS 9, *Instruments financiers* (« IFRS 9 »), qui rassemble les phases de classement et d'évaluation, de perte de valeur et de comptabilité de couverture du projet de l'IASB visant à remplacer IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation* (« IAS 39 »). IFRS 9 sera appliquée de façon rétrospective pour l'exercice 2018, sans retraitement des données comparatives de l'exercice précédent. Les ajustements au titre d'IFRS 9 seront comptabilisés au titre du solde d'ouverture des bénéfices non distribués pour 2018.

Classement et évaluation – Les actifs financiers sont classés et évalués en fonction du modèle économique dans le cadre duquel ils sont gérés et des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels des actifs financiers. Les passifs financiers sont classés de façon semblable aux termes d'IAS 39, sauf que dans le cas des passifs financiers évalués à la juste valeur, les variations de la juste valeur découlant des modifications relatives au risque de crédit de la Société sont présentées dans les autres éléments du résultat global plutôt qu'en résultat net, à moins que cela n'entraîne une non-concordance comptable. La mise en œuvre des nouvelles exigences de classement et d'évaluation devrait faire en sorte que des placements à court terme et à long terme seront dorénavant classés au coût amorti (auparavant classés comme étant disponibles à la vente ou à la juste valeur par le biais du résultat net en vertu d'IAS 39). Ce changement n'aura pas d'incidence importante sur les résultats financiers de la Société.

Comptabilité de couverture – Le nouveau modèle harmonise la comptabilité de couverture avec les activités de gestion des risques entreprises par des entités pour couvrir leur exposition aux risques financiers et non financiers, en prévoyant plus d'occasions d'appliquer la comptabilité de couverture afin de tenir compte des activités de gestion des risques réelles. Les nouvelles exigences relatives à la comptabilité de couverture ne devraient pas avoir d'incidence importante sur la Société.

Dépréciation – Il n'est plus nécessaire qu'un événement déclencheur se produise avant de comptabiliser une provision pour pertes sur créances étant donné que l'évaluation de la dépréciation des actifs financiers reposera sur un modèle fondé sur les pertes sur créances attendues. La comptabilisation plus hâtive des pertes résultant de la transition à un modèle fondé sur les pertes sur créances attendues aura une incidence sur l'estimation des provisions à l'égard des créances sur cartes de crédit de la Société. Lors de la transition à IFRS 9, l'incidence de la comptabilisation plus hâtive des pertes devrait entraîner la hausse de la provision à l'égard des créances sur cartes de crédit d'un montant entre 650 millions de dollars et 750 millions. La provision à l'égard des créances sur cartes de crédit dont le risque de crédit n'a pas augmenté considérablement depuis la comptabilisation initiale est évaluée au moyen des pertes pour la durée de vie liées à des comptes qui devraient être en défaut au cours des douze prochains mois. Pour tous les autres comptes, la Société comptabilisera une provision d'un montant correspondant au montant des pertes sur créances attendues pour la durée de vie. La détermination de l'estimation des pertes sur créances attendues repose sur des jugements importants, et elle devrait être plus volatile aux termes d'IFRS 9 en raison de la variation des comptes sur douze mois et des pertes sur créances attendues pour la durée de vie, ainsi que de l'intégration de données prospectives. Au cours des prochains mois, la Société finalisera ses calculs de l'incidence de cette norme sur les données financières et terminera la mise à l'essai et la validation de l'application du modèle fondé sur les pertes sur créances attendues, y compris les critères d'une augmentation considérable du risque de crédit et l'incidence des données prospectives. Parallèlement, les contrôles internes, les politiques et les systèmes informatiques font l'objet d'une mise à jour, et on assure la formation des parties prenantes clés à cet égard.

Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients

En mai 2014, l'IASB a publié IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients* (« IFRS 15 »), qui remplace IAS 11, *Contrats de construction*, IAS 18, *Produits des activités ordinaires*, et l'interprétation 13 de l'International Financial Reporting Interpretations Committee, *Programmes de fidélisation de la clientèle* (« IFRIC 13 »), ainsi que diverses autres interprétations liées aux produits. IFRS 15 prévoit un modèle exhaustif unique que les entités utiliseront pour comptabiliser les produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients, à l'exception des contrats compris dans le champ d'application des normes sur les contrats de location, les contrats d'assurance et les instruments financiers. IFRS 15 comporte également des obligations d'information améliorées.

En avril 2016, l'IASB a publié des précisions à l'égard d'IFRS 15 portant sur trois sujets (l'identification des obligations de prestation, les questions permettant de déterminer si une entité agit pour son propre compte ou comme mandataire et les licences) et fournissant un allègement transitoire pour les contrats modifiés ou achevés.

La Société adoptera IFRS 15 à compter de l'exercice 2018, et elle s'attend à le faire de façon rétrospective, avec retraitement des données de l'exercice précédent. IFRS 15 touche principalement la présentation des programmes de fidélisation de la Société, plus particulièrement le programme de fidélisation de la clientèle Mon « Argent » Canadian Tire^{MD}. Les coûts liés au programme de fidélisation auparavant comptabilisés dans les frais de vente, généraux et administratifs seront dorénavant comptabilisés à titre de réduction des produits, et le passif connexe auparavant comptabilisé dans les provisions sera comptabilisé dans les dettes fournisseurs et autres créiteurs.

Contrats de location

En janvier 2016, l'IASB a publié IFRS 16, *Contrats de location* (« IFRS 16 »), a remplacé IAS 17, *Contrats de location* (« IAS 17 »), ainsi que les interprétations connexes. IFRS 16 prévoit un modèle comptable unique pour les preneurs qui exige la comptabilisation des actifs et des passifs à l'égard de tous les contrats de location, à moins que la durée du contrat soit de 12 mois ou moins, ou que l'actif sous-jacent ait une faible valeur. IFRS 16 maintient essentiellement la comptabilisation par le bailleur prévue par IAS 17, notamment la distinction entre les contrats de location simple et les contrats de location-financement.

IFRS 16 sera appliqué pour l'exercice 2019. La Société évalue l'incidence potentielle de cette norme sur les états financiers.

Contrats d'assurance

En mai 2017, l'IASB a publié IFRS 17, *Contrats d'assurance* (« IFRS 17 »), qui remplace IFRS 4, *Contrats d'assurance*, et qui établit un nouveau modèle de comptabilisation des obligations au titre des contrats d'assurance, des produits tirés des primes et des charges liées aux réclamations. IFRS 17 entrera en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2021, et l'adoption anticipée est permise. La Société évalue l'incidence potentielle de cette norme.

3. Gestion du capital

Les objectifs de la Société en matière de gestion du capital sont les suivants :

- maintien de liquidités suffisantes afin de remplir ses obligations financières et de mener à bien ses plans stratégiques et opérationnels;
- maintien de réserves de liquidités saines et d'un bon accès au capital;
- réduction du coût du capital après impôt tout en prenant en considération les risques et les conditions actuels et futurs sur les plans de l'industrie, du marché et de l'économie.

Le capital peut être défini de différentes façons selon l'entité, le secteur d'activité et l'objectif visé. La définition du capital de la Société est la même que celle donnée à la note 4 des états financiers consolidés figurant dans le Rapport 2016 aux actionnaires de la Société, laquelle inclut la dette de Glacier Credit Card Trust (« Glacier »), mais exclut la dette de Franchise Trust.

La Société gère sa structure du capital à long terme de manière à optimiser l'équilibre entre l'efficacité du capital, la souplesse financière et l'atténuation des risques. La direction calcule ses ratios afin de simuler la méthode employée par les agences de notation du crédit et d'autres participants du marché sur une base courante et prospective. Pour évaluer l'efficacité avec laquelle elle gère son capital, la direction surveille ces ratios en fonction des fourchettes cibles.

Au 30 septembre 2017, la Société était en conformité avec toutes les clauses restrictives financières liées à ses ententes d'emprunt existantes. En vertu de ces clauses restrictives, la Société dispose actuellement d'une liquidité suffisante pour soutenir la croissance des activités.

CT Real Estate Investment Trust (la Fiducie de placement immobilier CT, « CT REIT ») est tenue de se conformer aux clauses restrictives établies en vertu de l'acte de fiducie, de la convention de crédit bancaire et de la déclaration de fiducie et elle respectait les clauses restrictives financières aux termes de celles-ci au 30 septembre 2017.

En outre, la Société est tenue de se conformer aux exigences réglementaires en matière de capital se rapportant aux activités de la Banque Canadian Tire (la « BCT »), sa banque à charte fédérale, à d'autres exigences réglementaires qui ont une incidence sur ses activités commerciales et à certaines clauses restrictives établies en vertu de sa marge de crédit bancaire et de ses facilités d'achat de billets. Au 30 septembre 2017, la BCT respectait toutes les exigences en matière de capital réglementaire et toutes les clauses restrictives financières aux termes de sa marge de crédit bancaire et de ses facilités d'achat de billets.

4. Liquidités et financement

Le 5 avril 2017, CT REIT a renouvelé son prospectus préalable de base simplifié aux termes duquel des titres d'emprunt et de capitaux propres d'un montant total de 2,0 milliards de dollars peuvent être émis. Le 19 mai 2017, Glacier a renouvelé son prospectus préalable de base simplifié lui permettant d'émettre des titres d'emprunt adossés à des créances sur cartes de crédit pour un montant maximal de 2,0 milliards de dollars.

Le 7 juillet 2017, l'échéance de la marge de crédit bancaire consentie de la Société a été prorogée en juillet 2022, et l'échéance de la facilité de trésorerie de Glacier de 300 millions de dollars, servant de crédit de sûreté pour les titres de série 1997-1 de son programme de papier commercial adossé à des actifs, a été prorogée en juillet 2020.

Le 27 septembre 2017, l'échéance de la marge de crédit bancaire consentie de CT REIT a été prorogée dans cinq ans (échéance en septembre 2022).

Après le 30 septembre 2017, la BCT a prorogé l'échéance de sa marge de crédit bancaire consentie totalisant 250 millions de dollars en octobre 2020, et elle a prorogé en octobre 2020 l'échéance de ses facilités d'achat de billets, permettant l'achat de billets de premier rang et de billets subordonnés émis par Glacier pour un montant maximal de 2 milliards.

5. Secteurs opérationnels

La Société possède trois secteurs opérationnels à présenter : les secteurs Détail, CT REIT et Services Financiers. Les secteurs opérationnels à présenter sont des unités commerciales stratégiques qui offrent différents produits et services. Ils sont gérés séparément en raison de leur nature distincte. Les activités de chacun des secteurs à présenter de la Société sont détaillées comme suit :

- Les activités de détail sont menées sous de nombreuses bannières, notamment Canadian Tire, les postes d'essence Canadian Tire (la « Division pétrolière »), Mark's, PartSource et diverses bannières de FGL Sports. Les activités de détail comprennent également le programme de prêts aux marchands (la partie [le silo] de Franchise Trust qui octroie des prêts aux marchands). Les activités liées à l'immobilier ne concernant pas CT REIT sont incluses dans le secteur Détail.
- CT REIT est un fonds de placement immobilier à capital fixe non constitué en personne morale. CT REIT détient un portefeuille d'immeubles répartis géographiquement principalement constitué de magasins sous la bannière Canadian Tire, d'immeubles de commerce de détail dont Canadian Tire est le locataire clé, d'un immeuble commercial à usage mixte et de centres de distribution.

- Les Services Financiers proposent une gamme de cartes de crédit de marque Canadian Tire, y compris Mastercard Options de Canadian Tire, Mastercard Avantage Remise, Mastercard Avantage Essence et Mastercard Sport Chek, et participent également au programme de fidélisation de Canadian Tire. Certains coûts associés à ces activités sont affectés aux Services Financiers aux fins de présentation des secteurs. Les Services Financiers fournissent également des produits d'assurance et de garantie et fournissent des services de règlement aux entreprises liées de la Société. Les Services Financiers comprennent la BCT, une institution financière réglementée en vertu des lois fédérales qui gère et finance les portefeuilles de cartes Mastercard, de cartes Visa et de cartes personnelles des clients de la Société, de même qu'un ensemble de portefeuilles existants de marges de crédit de marque Canadian Tire. La BCT offre également des comptes d'épargne à taux d'intérêt élevé, des comptes d'épargne libre d'impôt et des CPG, directement et par l'entremise de courtiers indépendants. Les Services Financiers comprennent également Glacier, une entité structurée établie dans le but d'acheter des participations en copropriété dans les créances sur cartes de crédit de la Société. Glacier émet des titres d'emprunt au profit d'investisseurs indépendants pour financer ses acquisitions.

Le rendement est évalué selon le résultat avant impôt du secteur, tel qu'il figure dans les rapports internes de la direction. La direction a déterminé que cette mesure est la plus pertinente pour évaluer les résultats des secteurs et pour affecter les ressources. Le tableau suivant détaille les informations concernant les résultats de chaque secteur opérationnel à présenter.

(en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de 13 semaines closes									
	le 30 septembre 2017					le 1 ^{er} octobre 2016				
	Détail	CT REIT	Services Financiers	Éliminations et ajustements	Total	Détail	CT REIT	Services Financiers	Éliminations et ajustements	Total
Produits externes	2 977,1	\$ 8,6	\$ 288,8	\$ 29,4	\$ 3 303,9	2 821,0	\$ 6,8	\$ 274,7	\$ 25,9	\$ 3 128,4
Produits intersociétés	1,4	100,7	5,8	(107,9)	—	1,7	96,1	3,6	(101,4)	—
Total des produits	2 978,5	109,3	294,6	(78,5)	3 303,9	2 822,7	102,9	278,3	(75,5)	3 128,4
Coûts des activités génératrices de produits	2 079,8	—	118,2	(14,7)	2 183,3	1 959,1	—	110,3	(12,6)	2 056,8
Marge brute	898,7	109,3	176,4	(63,8)	1 120,6	863,6	102,9	168,0	(62,9)	1 071,6
Autres (produits) charges	(31,8)	—	(0,1)	31,9	—	(29,1)	—	0,3	29,9	1,1
Frais de vente, généraux et administratifs	775,3	24,8	76,5	(54,3)	822,3	737,4	26,2	71,7	(55,9)	779,4
(Produits financiers nets) charges financières nettes	(5,1)	24,4	(0,2)	12,4	31,5	(6,9)	20,2	(0,1)	11,6	24,8
(Profit) perte à la juste valeur sur les immeubles de placement	—	(10,5)	—	10,5	—	—	(15,6)	—	15,6	—
Bénéfice avant impôt	160,3	\$ 70,6	\$ 100,2	\$ (64,3)	\$ 266,8	162,2	\$ 72,1	\$ 96,1	\$ (64,1)	\$ 266,3
Éléments inclus ci-dessus :										
Amortissements	95,7	\$ —	\$ 2,6	\$ 21,1	\$ 119,4	90,7	\$ —	\$ 2,5	\$ 18,4	\$ 111,6
Produits d'intérêts	22,2	—	237,0	(17,4)	241,8	22,3	0,1	217,7	(17,5)	222,6
Charges d'intérêts	13,0	24,4	28,9	(18,0)	48,3	11,7	20,3	26,1	(17,7)	40,4

Pour les périodes de 39 semaines closes

(en millions de dollars canadiens)	le 30 septembre 2017					le 1 ^{er} octobre 2016				
	Détail	CT REIT	Services Financiers	Éliminations et ajustements	Total	Détail	CT REIT	Services Financiers	Éliminations et ajustements	Total
Produits externes	8 511,4	\$ 25,3	\$ 847,3	\$ 86,9	\$ 9 470,9	8 116,3	\$ 17,4	\$ 827,7	\$ 78,6	\$ 9 040,0
Produits intersociétés	4,4	306,7	16,6	(327,7)	—	4,3	285,5	9,9	(299,7)	—
Total des produits	8 515,8	332,0	863,9	(240,8)	9 470,9	8 120,6	302,9	837,6	(221,1)	9 040,0
Coûts des activités génératrices de produits	5 929,2	—	339,0	(41,8)	6 226,4	5 641,2	—	341,1	(38,1)	5 944,2
Marge brute	2 586,6	332,0	524,9	(199,0)	3 244,5	2 479,4	302,9	496,5	(183,0)	3 095,8
Autres (produits) charges	(93,7)	—	(0,1)	94,3	0,5	(92,2)	—	0,1	85,4	(6,7)
Frais de vente, généraux et administratifs	2 311,8	82,8	226,4	(167,7)	2 453,3	2 246,3	79,8	217,1	(162,1)	2 381,1
(Produits financiers nets) charges financières nettes	(19,8)	72,0	(0,4)	30,7	82,5	(30,6)	65,2	(0,5)	34,4	68,5
(Profit) perte à la juste valeur sur les immeubles de placement	—	(43,0)	—	43,0	—	—	(35,7)	—	35,7	—
Bénéfice avant impôt	388,3	\$ 220,2	\$ 299,0	\$ (199,3)	\$ 708,2	359,9	\$ 193,6	\$ 279,8	\$ (176,4)	\$ 652,9
Éléments inclus ci-dessus :										
Amortissements	279,3	\$ —	\$ 7,6	\$ 57,7	\$ 344,6	273,6	\$ —	\$ 6,6	\$ 53,6	\$ 333,8
Produits d'intérêts	67,2	0,1	689,3	(53,6)	703,0	68,8	0,2	655,3	(55,0)	669,3
Charges d'intérêts	35,9	72,1	82,5	(60,7)	129,8	27,7	65,5	78,2	(55,6)	115,8

Les éliminations et les ajustements comprennent les éléments suivants :

- le reclassement de certains produits et de certaines charges des Services Financiers dans les charges financières nettes;
- le reclassement de certains produits et de certaines charges d'exploitation afin de tenir compte de la comptabilisation des programmes de fidélisation conformément à IFRIC 13 pour ce qui est du programme de fidélisation de la Société;
- le passage de la méthode d'évaluation à la juste valeur des immeubles de placement de CT REIT au modèle du coût de la Société, notamment la comptabilisation de l'amortissement;
- les éliminations et les ajustements intersectoriels, incluant les loyers intersociétés, les frais de gestion immobilière, les frais de traitement des transactions par carte de crédit et les intérêts inscrits à l'actif relativement au centre de distribution de Bolton en 2017.

Le tableau suivant détaille les dépenses d'investissement par secteur opérationnel à présenter.

Pour les périodes de 13 semaines closes

(en millions de dollars canadiens)	le 30 septembre 2017				le 1 ^{er} octobre 2016			
	Détail	CT REIT ¹	Services Financiers	Total	Détail	CT REIT ¹	Services Financiers	Total
Dépenses d'investissement ²	102,1	\$ 41,6	\$ 1,8	\$ 145,5	170,6	\$ 13,7	\$ 1,6	\$ 185,9

¹ Les dépenses d'investissement de CT REIT comprennent un montant de 0,2 million de dollars au troisième trimestre de 2017 (2016 – 1,0 million) lié à la construction de magasins des bannières Mark's et FGL Sports.

² Les dépenses d'investissement sont établies selon la méthode de la comptabilité d'engagement et comprennent les acquisitions de logiciels, mais excluent les acquisitions liées à des regroupements d'entreprises et à la propriété intellectuelle.

Pour les périodes de 39 semaines closes

(en millions de dollars canadiens)	le 30 septembre 2017				le 1 ^{er} octobre 2016			
	Détail	CT REIT ¹	Services Financiers	Total	Détail	CT REIT ¹	Services Financiers	Total
Dépenses d'investissement ²	266,5	\$ 55,3	\$ 4,7	\$ 326,5	447,4	\$ 131,9	\$ 5,7	\$ 585,0

¹ Les dépenses d'investissement de CT REIT comprennent un montant de 1,0 million de dollars pour le cumul annuel du troisième trimestre de 2017 (2016 – 1,4 million) lié à la construction de magasins des bannières Mark's et FGL Sports.

² Les dépenses d'investissement sont établies selon la méthode de la comptabilité d'engagement et comprennent les acquisitions de logiciels, mais excluent les acquisitions liées à des regroupements d'entreprises et à la propriété intellectuelle.

Le tableau suivant détaille le total des actifs par secteur opérationnel à présenter.

(en millions de dollars canadiens)	Au 30 septembre 2017	Au 1 ^{er} octobre 2016	Au 31 décembre 2016
Détail	11 193,1 \$	11 030,3 \$	11 024,4 \$
CT REIT	5 265,1	4 915,2	5 014,6
Services Financiers	6 334,9	5 527,7	5 773,5
Éliminations et ajustements	(6 714,2)	(6 219,1)	(6 509,7)
Total de l'actif¹	16 078,9 \$	15 254,1 \$	15 302,8 \$

¹ La Société utilise un modèle de services partagés pour plusieurs fonctions administratives, notamment les finances, les technologies de l'information, les ressources humaines et les services juridiques. Par conséquent, les charges liées à ces fonctions sont affectées de manière systématique et rationnelle aux secteurs opérationnels à présenter. Les actifs et les passifs connexes ne sont pas affectés entre les secteurs dans les mesures présentées des actifs et des passifs sectoriels.

Le tableau suivant détaille le total des passifs par secteur opérationnel à présenter.

(en millions de dollars canadiens)	Au 30 septembre 2017	Au 1 ^{er} octobre 2016	Au 31 décembre 2016
Détail	4 353,0 \$	4 067,1 \$	3 943,9 \$
CT REIT	2 463,4	2 355,1	2 424,0
Services Financiers	5 266,1	4 509,0	4 731,6
Éliminations et ajustements	(1 507,4)	(1 267,5)	(1 534,0)
Total de l'actif¹	10 575,1 \$	9 663,7 \$	9 565,5 \$

¹ La Société utilise un modèle de services partagés pour plusieurs fonctions administratives, notamment les finances, les technologies de l'information, les ressources humaines et les services juridiques. Par conséquent, les charges liées à ces fonctions sont affectées de manière systématique et rationnelle aux secteurs opérationnels à présenter. Les actifs et les passifs connexes ne sont pas affectés entre les secteurs dans les mesures présentées des actifs et des passifs sectoriels.

Les éliminations et les ajustements comprennent les éléments suivants :

- le passage de la méthode d'évaluation à la juste valeur des immeubles de placement de CT REIT au modèle du coût de la Société, notamment la comptabilisation de l'amortissement;
- les éliminations intersectorielles.

6. Créances sur prêts

Le tableau suivant présente des renseignements quantitatifs sur le portefeuille de créances sur prêts de la Société.

(en millions de dollars canadiens)	Capital total des créances ¹		
	Au 30 septembre 2017	Au 1 ^{er} octobre 2016	Au 31 décembre 2016
Créances sur cartes de crédit ²	5 253,0 \$	4 847,6 \$	5 104,6 \$
Prêts aux marchands ³	716,9	703,2	705,4
Total des créances sur prêts	5 969,9	5 550,8	5 810,0
Moins : tranche à long terme ⁴	674,2	681,9	671,6
Tranche à court terme des créances sur prêts	5 295,7 \$	4 868,9 \$	5 138,4 \$

¹ Les montants sont présentés déduction faite de la provision pour pertes sur créances.

² Comprend les prêts au titre de marges de crédit.

³ Les prêts aux marchands sont principalement constitués de prêts émis par Franchise Trust.

⁴ La tranche à long terme des créances sur prêts est comprise dans les créances à long terme et autres actifs et inclut les prêts aux marchands d'un montant de 671,4 millions de dollars (1^{er} octobre 2016 – 678,8 millions et 31 décembre 2016 – 668,9 millions).

La perte de valeur brute des créances sur prêts pour les périodes de 13 et de 39 semaines closes le 30 septembre 2017 s'est chiffrée à 93,3 millions de dollars (2016 – 89,6 millions) et à 269,7 millions (2016 – 274,6 millions), respectivement. Les recouvrements de créances irrécouvrables pour les périodes de 13 et de 39 semaines closes le 30 septembre 2017 se sont chiffrés à 17,8 millions de dollars (2016 – 17,7 millions) et à 52,8 millions (2016 – 52,0 millions), respectivement.

Au cours des périodes de 13 et de 39 semaines closes le 30 septembre 2017, la trésorerie reçue découlant des intérêts sur cartes de crédit et sur prêts s'est élevée à 222,7 millions de dollars (2016 – 205,3 millions) et à 646,2 millions (2016 – 613,7 millions), respectivement.

7. Dette à long terme

Le 20 mai 2017, Glacier a remboursé des billets de premier rang d'un montant de 200 millions de dollars, lesquels portaient intérêt à 2,807 pour cent par année, ainsi que des billets subordonnés d'un montant de 11,6 millions, lesquels portaient intérêt à 3,827 pour cent par année.

Le 1^{er} juin 2017, dans le cadre de son prospectus préalable de base simplifié daté du 19 mai 2017 et du supplément de fixation du prix n° 1 daté du 25 mai 2017, Glacier a émis des billets à terme de série 2017-1 pour un montant de 560 millions de dollars, dont la date de remboursement prévue est le 20 septembre 2022, constitués de billets de premier rang d'un montant en capital de 523,6 millions portant intérêt à 2,048 pour cent par année et de billets subordonnés d'un montant en capital de 36,4 millions portant intérêt à 3,298 pour cent par année.

Le 16 juin 2017, CT REIT a émis des débetures non garanties de premier rang de série E pour un montant de 175 millions de dollars, à un taux de 3,469 pour cent et échéant le 16 juin 2027. L'émission de débetures a été effectuée dans le cadre du prospectus préalable de base simplifié de CT REIT daté du 5 avril 2017, ainsi que du supplément de prospectus daté du 13 juin 2017.

Après le 30 septembre 2017, Glacier a remboursé des billets de premier rang d'un montant de 400 millions de dollars, lesquels portaient intérêt à un taux de 2,394 pour cent par année, ainsi que des billets subordonnés d'un montant de 23,3 millions, lesquels portaient intérêt à un taux de 3,174 pour cent par année.

8. Capital social

Le capital social comprend les éléments suivants :

(en millions de dollars canadiens)	Au 30 septembre 2017	Au 1 ^{er} octobre 2016	Au 31 décembre 2016
Autorisées			
3 423 366 actions ordinaires			
100 000 000 d'actions de catégorie A sans droit de vote			
Émises			
3 423 366 actions ordinaires (1 ^{er} octobre 2016 – 3 423 366; 31 décembre 2016 – 3 423 366)	0,2 \$	0,2 \$	0,2 \$
64 141 483 actions de catégorie A sans droit de vote (1 ^{er} octobre 2016 – 68 132 860; 31 décembre 2016 – 67 323 781)	623,9	653,7	647,9
	624,1 \$	653,9 \$	648,1 \$

Toutes les actions émises sont entièrement libérées. La Société ne détient aucune action ordinaire ou action de catégorie A sans droit de vote. Ni les actions ordinaires ni les actions de catégorie A sans droit de vote n'ont de valeur nominale.

Au cours de 2017 et de 2016, la Société a émis et racheté des actions de catégorie A sans droit de vote. Les rachats d'actions de la Société ont été effectués aux termes de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités. Les rachats d'actions sont imputés au capital social au coût moyen par action en circulation. L'excédent du prix de rachat sur le coût moyen est d'abord imputé au surplus d'apport, et le montant résiduel est imputé aux bénéfices non distribués.

Les transactions suivantes à l'égard des actions de catégorie A sans droit de vote ont été conclues.

(en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de 39 semaines closes			
	le 30 septembre 2017		le 1 ^{er} octobre 2016	
	Nombre	\$	Nombre	\$
Actions en circulation au début	67 323 781	647,9 \$	70 637 987	671,0 \$
Émises dans le cadre du régime de réinvestissement des dividendes	46 796	7,2	52 574	7,1
Rachetées ¹	(3 229 094)	(484,2)	(2 557 701)	(337,1)
Excédent du prix de rachat sur le coût moyen	—	453,0	—	312,7
Actions en circulation à la fin	64 141 483	623,9 \$	68 132 860	653,7 \$

¹ Les actions rachetées aux termes de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités ont retrouvé le statut d'actions autorisées et non émises. La Société comptabilise les actions rachetées à la date de transaction.

Au 30 septembre 2017, la Société avait des dividendes déclarés et payables aux détenteurs d'actions de catégorie A sans droit de vote et d'actions ordinaires d'un montant de 43,9 millions de dollars (2016 – 41,1 millions) au taux de 0,650 \$ par action (2016 – 0,575 \$ par action).

Le 8 novembre 2017, le conseil d'administration de la Société a approuvé une hausse du dividende trimestriel de 0,25 \$ pour l'établir à 0,900 \$ par action, et a déclaré des dividendes payables le 1^{er} mars 2018 aux actionnaires inscrits aux registres en date du 31 janvier 2018.

9. Paiements fondés sur des actions

Au cours de la période de 39 semaines close le 30 septembre 2017, la Société a émis les droits à un paiement fondé sur des actions suivants :

Options sur actions

La Société a attribué à certains employés 300 217 options sur actions. Les droits sur ces options sur actions sont généralement acquis sur une période de trois ans, et les options peuvent être exercées sur une période de sept ans, à des prix d'exercice de 152,64 \$, de 153,72 \$ et de 156,29 \$.

10. Produits

(en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de 13 semaines closes		Pour les périodes de 39 semaines closes	
	le 30 septembre 2017	le 1 ^{er} octobre 2016	le 30 septembre 2017	le 1 ^{er} octobre 2016
Vente de biens	2 860,3 \$	2 708,1 \$	8 168,6 \$	7 785,4 \$
Produits d'intérêts sur les créances sur prêts	239,0	220,2	696,3	661,9
Redevances et droits de licence	105,5	100,6	309,7	296,1
Services rendus	79,9	83,1	239,0	248,7
Produits locatifs	19,2	16,4	57,3	47,9
	3 303,9 \$	3 128,4 \$	9 470,9 \$	9 040,0 \$

Principaux clients

La Société ne dépend pas d'un client en particulier.

11. Coûts des activités génératrices de produits

(en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de 13 semaines closes		Pour les périodes de 39 semaines closes	
	le 30 septembre 2017	le 1 ^{er} octobre 2016	le 30 septembre 2017	le 1 ^{er} octobre 2016
Coût des ventes de stocks ¹	2 081,9 \$	1 960,9 \$	5 934,5 \$	5 645,0 \$
Perte de valeur nette relative aux créances sur prêts	74,0	69,6	212,2	217,1
Charges financières	14,0	13,2	40,6	39,9
Autres	13,4	13,1	39,1	42,2
	2 183,3 \$	2 056,8 \$	6 226,4 \$	5 944,2 \$

¹ Le coût des ventes de stocks comprend l'amortissement pour les périodes de 13 et de 39 semaines closes le 30 septembre 2017 de 1,7 million de dollars (2016 – 2,2 millions) et de 5,0 millions (2016 – 6,1 millions), respectivement.

Les réductions de valeur des stocks comptabilisées au cours des périodes de 13 et de 39 semaines closes le 30 septembre 2017, en raison du fait que la valeur nette de réalisation est inférieure au coût, s'élevaient à 13,9 millions de dollars (2016 – 17,4 millions) et à 35,6 millions (2016 – 43,4 millions), respectivement.

Les réductions de valeur des stocks comptabilisées au cours des périodes antérieures et reprises au cours des périodes de 13 et de 39 semaines closes le 30 septembre 2017 s'élevaient à 4,5 millions de dollars (2016 – 2,5 millions) et à 7,5 millions (2016 – 4,5 millions), respectivement. Les réductions de valeur ont été reprises parce que les pertes réelles sont inférieures aux estimations.

Les réductions de valeur et les reprises sont incluses dans le coût des ventes de stocks.

12. Frais de vente, généraux et administratifs

(en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de 13 semaines closes		Pour les périodes de 39 semaines closes	
	le 30 septembre 2017	le 1 ^{er} octobre 2016	le 30 septembre 2017	le 1 ^{er} octobre 2016
Charges liées au personnel	288,0 \$	287,9 \$	868,1 \$	849,7 \$
Occupation	171,5	147,6	516,7	484,1
Marketing et publicité	93,8	88,4	286,1	267,2
Amortissement des immobilisations corporelles et des immeubles de placement ¹	84,0	77,8	238,8	234,8
Amortissement des immobilisations incorporelles	33,7	31,6	100,8	92,9
Systèmes informatiques	42,2	35,9	120,8	104,9
Autres	109,1	110,2	322,0	347,5
	822,3 \$	779,4 \$	2 453,3 \$	2 381,1 \$

¹ Veuillez vous reporter à la note 11 pour l'amortissement comptabilisé dans les coûts des activités génératrices de produits.

13. Charges financières nettes

(en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de 13 semaines closes		Pour les périodes de 39 semaines closes	
	le 30 septembre 2017	le 1 ^{er} octobre 2016	le 30 septembre 2017	le 1 ^{er} octobre 2016
(Produits financiers)	(2,8) \$	(2,4) \$	(6,7) \$	(7,4) \$
Charges financières	34,3	27,2	89,2	75,9
	31,5 \$	24,8 \$	82,5 \$	68,5 \$

14. Impôt sur le résultat

Les économies d'impôt comptabilisées dans les autres éléments du résultat global se présentent comme suit :

(en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de 13 semaines closes		Pour les périodes de 39 semaines closes	
	le 30 septembre 2017	le 1 ^{er} octobre 2016	le 30 septembre 2017	le 1 ^{er} octobre 2016
Impôt (économie) lié(e) aux couvertures de flux de trésorerie et actifs financiers disponibles à la vente :				
Pertes (profits)	(18,0) \$	4,7 \$	(33,8) \$	(40,6) \$
Reclassement (de la perte) du profit dans les actifs non financiers	6,1	(5,2)	2,7	(21,2)
Reclassement (de la perte) du profit en résultat	0,2	(0,1)	(2,2)	(0,5)
	(11,7) \$	(0,6) \$	(33,3) \$	(62,3) \$

Dans le cours normal des activités, la Société fait régulièrement l'objet de vérifications menées par l'administration fiscale. Bien que la Société ait établi que les déclarations fiscales qu'elle produit sont appropriées et justifiables, il existe toutefois la possibilité que certains éléments fassent l'objet d'une révision et soient contestés par l'administration fiscale.

Il n'y a eu aucune modification significative relativement aux vérifications menées par l'administration fiscale, telles qu'elles sont présentées à la note 15 des états financiers consolidés figurant dans le Rapport 2016 aux actionnaires de la Société.

La Société examine périodiquement la possibilité de dénouements défavorables en matière de questions fiscales. La Société est d'avis que la décision finale relativement à ces questions fiscales n'aura pas d'incidence défavorable significative sur ses liquidités, sur sa situation financière consolidée ni sur son bénéfice net, car elle a établi des provisions adéquates à l'égard de ces questions fiscales. Si le passif d'impôt définitif différait sensiblement des provisions établies, cela pourrait avoir des répercussions positives ou négatives sur le taux d'imposition effectif de la Société et sur son bénéfice dans la période au cours de laquelle les questions seront en fin de compte résolues.

15. Notes aux tableaux consolidés intermédiaires résumés des flux de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie, déduction faite de la dette bancaire, se composent des éléments suivants :

(en millions de dollars canadiens)	Au 30 septembre 2017	Au 1 ^{er} octobre 2016	Au 31 décembre 2016
Trésorerie	73,2 \$	127,5 \$	81,0 \$
Équivalents de trésorerie	146,2	162,4	738,2
Trésorerie et équivalents de trésorerie soumis à restrictions ¹	434,0	10,3	10,5
Total de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ²	653,4	300,2	829,7
Dette bancaire	—	(38,5)	(5,9)
Trésorerie et équivalents de trésorerie, déduction faite de la dette bancaire	653,4 \$	261,7 \$	823,8 \$

¹ Relatifs à Glacier et soumis à restrictions en vue des remboursements aux porteurs de billets et du paiement d'autres frais de financement.

² Sont inclus dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les montants détenus en réserve en vue de soutenir les liquidités et les exigences réglementaires des Services Financiers.

Les variations du fonds de roulement d'exploitation et autres se composent des éléments suivants :

(en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de 13 semaines closes		Pour les périodes de 39 semaines closes	
	le 30 septembre 2017	le 1 ^{er} octobre 2016	le 30 septembre 2017	le 1 ^{er} octobre 2016
Variation du fonds de roulement d'exploitation				
Créances clients et autres débiteurs	(341,3) \$	(257,2) \$	(202,0) \$	(173,2) \$
Stocks de marchandises	(344,0)	(347,4)	(542,2)	(432,3)
Charges payées d'avance et dépôts	(0,9)	12,1	(28,9)	(24,7)
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	442,5	357,7	263,1	110,8
Total	(243,7)	(234,8)	(510,0)	(519,4)
Variation des autres éléments				
Provisions	(1,4)	9,4	4,0	28,6
Provisions à long terme	(1,3)	1,2	(1,3)	(0,2)
Autres passifs à long terme	4,6	5,8	(7,9)	11,0
Total	1,9	16,4	(5,2)	39,4
Variation du fonds de roulement d'exploitation et autres	(241,8) \$	(218,4) \$	(515,2) \$	(480,0) \$

Engagements en capital

Au 30 septembre 2017, la Société avait des engagements en capital visant l'acquisition d'immobilisations corporelles, d'immeubles de placement et d'immobilisations incorporelles pour un coût total d'environ 61,2 millions de dollars (2016 – 99,4 millions).

16. Instruments financiers

16.1 Juste valeur des instruments financiers

Les justes valeurs ont été déterminées aux fins d'évaluation et de présentation d'informations à fournir selon les méthodes énumérées ci-après.

La valeur comptable de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des créances clients et autres débiteurs, des créances sur prêts, de la dette bancaire, des dettes fournisseurs et autres créditeurs, des titres d'emprunt à court terme et des emprunts de la Société se rapproche de leur juste valeur, en raison de leur nature à court terme ou parce que ce sont des dérivés, qui sont comptabilisés à la juste valeur.

La valeur comptable des créances à long terme et autres actifs se rapproche de leur juste valeur, parce que les taux d'intérêt utilisés pour évaluer la valeur comptable se rapprochent des taux d'intérêt actuels du marché ou parce que ce sont des dérivés, qui sont comptabilisés à la juste valeur.

La juste valeur des instruments financiers reflète le risque de crédit de la Société et des contreparties, le cas échéant.

Placements dans les titres de capitaux propres ou d'emprunt

La juste valeur des actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net, des placements détenus jusqu'à leur échéance et des actifs financiers disponibles à la vente qui sont négociés sur des marchés actifs est déterminée par référence à leur cours acheteur de clôture ou au cours du courtier à la date de clôture. Pour les placements qui ne sont pas négociés sur des marchés actifs, la Société détermine les justes valeurs à l'aide d'une combinaison de modèles fondés sur les flux de trésorerie actualisés, de la comparaison avec des instruments similaires pour lesquels des prix de marché observables existent et d'autres modèles d'évaluation.

Dérivés

La juste valeur d'un contrat de change à terme est évaluée en actualisant la différence entre le prix à terme contractuel et le prix à terme en cours pour la durée à courir jusqu'à l'expiration du contrat en utilisant un taux d'intérêt sans risque (fondé sur les obligations d'État).

La juste valeur des swaps de taux d'intérêt reflète les montants estimatifs que la Société devrait recevoir ou payer si elle mettait fin aux contrats à la date d'évaluation, et elle est déterminée par un évaluateur externe au moyen de techniques d'évaluation fondées sur des données observables sur le marché.

La juste valeur des dérivés sur actions est déterminée par référence aux fluctuations du cours des actions, ajusté pour tenir compte des intérêts, selon les taux d'intérêt du marché propres aux modalités des contrats dérivés sous-jacents.

Instrument financier rachetable

La juste valeur de l'instrument financier rachetable est calculée au moyen d'un modèle des flux de trésorerie actualisés fondé sur les bénéfices normalisés attribuables aux activités des Services Financiers, ajustés pour tenir compte des bénéfices non distribués et de la quote-part de la Banque Scotia dans les activités des Services Financiers. Cette évaluation à la juste valeur récurrente est classée dans le niveau 3 de la hiérarchie des justes valeurs. Veuillez vous reporter à la note 3 ainsi qu'à la note 32 des états financiers consolidés figurant dans le Rapport 2016 aux actionnaires de la Société pour plus d'information sur cet instrument financier.

16.2 Évaluation à la juste valeur de la dette et des dépôts

L'évaluation à la juste valeur de la dette et des dépôts est classée dans le niveau 2 de la hiérarchie des justes valeurs, comme il est décrit à la note 32.4 des états financiers consolidés figurant dans le Rapport 2016 aux actionnaires de la Société. Le tableau suivant présente la juste valeur de la dette et des dépôts de la Société par rapport à leur valeur comptable.

(en millions de dollars canadiens)	Au 30 septembre 2017		Au 1 ^{er} octobre 2016		Au 31 décembre 2016	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
Passifs comptabilisés au coût amorti						
Dette	3 834,2 \$	3 942,5 \$	3 325,2 \$	3 564,6 \$	3 320,5 \$	3 476,9 \$
Dépôts	2 368,6 \$	2 426,4 \$	2 174,3 \$	2 192,0 \$	2 181,5 \$	2 197,9 \$

L'écart entre la juste valeur et la valeur comptable (excluant les coûts de transaction qui sont inclus dans la valeur comptable de la dette) est attribuable à la diminution des taux d'intérêt du marché pour des instruments semblables. La juste valeur est établie en actualisant les flux de trésorerie futurs connexes au moyen des taux d'intérêt actuels du marché pour des éléments présentant un risque semblable.

16.3 Juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers classés selon la hiérarchie des justes valeurs

La Société utilise la hiérarchie des justes valeurs afin de catégoriser les données utilisées pour évaluer la juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers.

Le tableau suivant présente les instruments financiers évalués à la juste valeur et classés selon la hiérarchie des justes valeurs.

(en millions de dollars canadiens)		Au 30 septembre 2017		Au 1 ^{er} octobre 2016		Au 31 décembre 2016	
Poste du bilan	Catégorie	Niveau		Niveau		Niveau	
Placements à court terme	Juste valeur par le biais du résultat net	2	40,3 \$	2	60,5 \$	2	38,6 \$
Placements à court terme	Disponibles à la vente	2	105,8	2	106,1	2	78,6
Placements à long terme	Disponibles à la vente	2	176,1	2	165,1	2	175,2
Créances clients et autres débiteurs	Juste valeur par le biais du résultat net ¹	2	15,3	2	32,4	2	26,7
Créances clients et autres débiteurs	Instruments de couverture efficaces	2	2,8	2	19,2	2	49,9
Créances à long terme et autres actifs	Juste valeur par le biais du résultat net ¹	2	23,1	2	20,6	2	26,0
Créances à long terme et autres actifs	Instruments de couverture efficaces	2	17,8	2	7,5	2	20,2
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	Juste valeur par le biais du résultat net ¹	2	11,3	2	1,9	2	1,1
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	Instruments de couverture efficaces	2	79,5	2	33,2	2	12,3
Instrument financier rachetable	Juste valeur par le biais du résultat net	3	517,0	3	517,0	3	517,0
Autres passifs à long terme	Instruments de couverture efficaces	2	8,3	2	27,6	2	8,3

¹ Comprend les dérivés classés comme étant détenus à des fins de transaction.

Aucun transfert n'a été effectué entre les catégories au cours des périodes de 13 et de 39 semaines closes le 30 septembre 2017 et le 1^{er} octobre 2016.

17. Regroupements d'entreprises

Le 14 juillet 2017, la Société a conclu l'acquisition de Padinox Inc., la société qui détient les droits canadiens de la marque de commerce Paderno, pour une contrepartie en trésorerie de 19,3 millions de dollars. La juste valeur de l'actif net acquis s'approche de la contrepartie totale transférée. Les résultats financiers de Padinox Inc. ont été inclus dans les présents états financiers intermédiaires depuis la date d'acquisition.

18. Questions juridiques

La Société est partie à des poursuites de nature judiciaire et réglementaire. La Société a déterminé que toute poursuite représente une question courante inhérente à ses activités et que la résolution ultime de ces poursuites n'aura pas d'incidence significative sur son bénéfice net consolidé, sur ses flux de trésorerie consolidés ni sur sa situation financière consolidée.

19. Chiffres correspondants

Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés afin de refléter le point de vue actuel de la direction à l'égard des activités de la Société.